



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2017

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 23 août 2017 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd’hui un bénéfice net de 2 796 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2017, en baisse de 99 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt. Compte non tenu d’un profit après impôt de 235 millions de dollars tiré de la vente de nos activités d’assurance habitation et automobile à la période correspondante de l’exercice précédent, le bénéfice net est en hausse de 136 millions de dollars ou 5 %⁽¹⁾. Nos résultats reflètent la forte croissance des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine, Assurances, exclusion faite du profit à la vente comptabilisé à l’exercice précédent⁽¹⁾, et Services aux investisseurs et de trésorerie, ainsi qu’un bénéfice solide dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été annulés en partie par un recul des résultats du secteur Marchés des Capitaux attribuable essentiellement à des conditions de marché moins favorables.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net est demeuré relativement inchangé. La qualité du crédit est restée élevée, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances étant de 0,23 %. Notre capitalisation demeure favorable, grâce à un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d’actions ordinaires (ratio CET1) de 10,9 %. De plus, nous avons annoncé aujourd’hui une majoration de 0,04 \$ ou 5 % de notre dividende trimestriel qui s’établit désormais à 0,91 \$ par action.

« RBC a enregistré un excellent troisième trimestre et de solides résultats pour les neuf premiers mois de l’exercice, et nous sommes fiers de nous être hissés au premier rang du classement en matière de satisfaction de la clientèle pour une deuxième année consécutive⁽²⁾. Je suis également heureux d’annoncer une hausse de 5 % de notre dividende trimestriel, preuve de notre engagement à offrir à nos actionnaires un rendement à long terme, » a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. « Nous stimulons notre croissance à long terme en continuant d’investir dans nos gens, les fonctionnalités numériques et nos principaux marchés, tout en tirant profit de nos forces qui résident dans les données et les technologies pour dépasser les attentes de nos clients. »

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016	• Bénéfice net de 2 796 millions de dollars	↓ 3 %	Résultats excluant l'élément précisé⁽¹⁾ :	• Bénéfice net de 2 796 millions de dollars	↑ 5 %
	• Bénéfice dilué par action de 1,85 \$	↓ 2 %		• Bénéfice dilué par action de 1,85 \$	↑ 8 %
	• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽³⁾ de 16,3 %	↓ 170 p.b.		• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,3 %	↓ 20 p.b.
Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017	• Bénéfice net de 2 796 millions de dollars	→ 0 %	Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ :	• Bénéfice net de 8 420 millions de dollars	↑ 10 %
	• Bénéfice dilué par action de 1,85 \$	→ 0 %		• Bénéfice dilué par action de 5,53 \$	↑ 11 %
	• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,3 %	↓ 90 p.b.		• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,8 %	↑ 80 p.b.
Cumul annuel pour 2017 par rapport au cumul annuel pour 2016	• Bénéfice net de 8 632 millions de dollars	↑ 9 %	Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ :	• Bénéfice net de 8 420 millions de dollars	↑ 10 %
	• Bénéfice dilué par action de 5,67 \$	↑ 11 %		• Bénéfice dilué par action de 5,53 \$	↑ 11 %
	• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,2 %	↑ 70 p.b.		• Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,8 %	↑ 80 p.b.

Les éléments précisés comprennent, au premier trimestre de 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris à Vantiv, Inc. qui était de 212 millions de dollars (avant et après impôt) et, au troisième trimestre de 2016, un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) tiré de la vente de nos activités d’assurance habitation et automobile, la Compagnie d’assurance générale RBC, à Aviva Canada Inc.

¹ Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017.
² Premier rang des cinq grandes banques canadiennes en matière de satisfaction de la clientèle, J.D. Power 2017, *Canadian Retail Banking Satisfaction Study*, juillet 2017.
³ Cette mesure n’a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	20	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	58	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	23	Gestion de patrimoine	62	Information financière supplémentaire
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	25	Assurances	63	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Vue d'ensemble et perspectives	26	Services aux investisseurs et de trésorerie	63	Sommaire des méthodes comptables et estimations
3	À propos de la Banque Royale du Canada	27	Marchés des Capitaux	63	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
4	Faits saillants financiers et autres	28	Services de soutien généraux	63	Faits nouveaux en matière de réglementation
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	29	Résultats par secteur géographique	64	Contrôles et procédures
9	Principaux événements de 2017	31	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	64	Transactions entre parties liées
9	Rendement financier	33	Situation financière	65	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
9	Vue d'ensemble	33	Bilans résumés	66	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
15	Résultats des secteurs d'exploitation	34	Arrangements hors bilan	72	Notes annexes (non audité)
15	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	37	Gestion du risque	90	Renseignements à l'intention des actionnaires
16	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	37	Risque de crédit		
		45	Risque de marché		
		50	Risque de liquidité et risque de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2017 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2017. Le présent rapport de gestion, daté du 22 août 2017, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2016. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2016, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu des autres risques de notre rapport annuel 2016 et à la rubrique Gestion du risque du rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2017, l'incertitude mondiale, le vote sur le Brexit visant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« UE »), la faiblesse des cours du pétrole et du gaz, le cyber-risque, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'exposition à des secteurs plus volatils, l'innovation technologique et les nouveaux venus en technologie financière, la complexité grandissante de la réglementation, la gestion de données, les litiges et les pénalités administratives, les activités et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2016, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2016, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est, selon la capitalisation boursière, la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs ainsi que des services liés aux marchés des capitaux. Nous comptons quelque 81 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 35 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Total des revenus	9 986 \$	10 310 \$	10 255 \$	29 842 \$	29 140 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	320	302	318	916	1 188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	643	1 090	1 210	1 916	3 027
Frais autres que d'intérêt	5 435	5 229	5 091	15 879	14 938
Bénéfice avant impôt	3 588	3 689	3 636	11 131	9 987
Bénéfice net	2 796 \$	2 809 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 399 \$	1 360 \$	1 322 \$	4 351 \$	3 909 \$
Gestion de patrimoine	486	431	388	1 347	1 077
Assurances	161	166	364	461	672
Services aux investisseurs et de trésorerie	178	193	157	585	439
Marchés des Capitaux	611	668	635	1 941	1 788
Services de soutien généraux	(39)	(9)	29	(53)	30
Bénéfice net	2 796 \$	2 809 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,86 \$	1,86 \$	1,88 \$	5,69 \$	5,15 \$
– dilué	1,85	1,85	1,88	5,67	5,13
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,3 %	17,2 %	18,0 %	17,2 %	16,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	65 750 \$	64 800 \$	61 800 \$	65 050 \$	61 900 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (3)	1,69 %	1,73 %	1,69 %	1,72 %	1,70 %
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (1)	0,23 %	0,23 %	0,24 %	0,23 %	0,30 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (1)	0,23 %	0,23 %	0,24 %	0,23 %	0,29 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (4)	0,53 %	0,59 %	0,70 %	0,53 %	0,70 %
Ratio de liquidité à court terme (5)	121 %	123 %	126 %	121 %	126 %
Ratios de fonds propres et de levier					
Ratio CET1 (6)	10,9 %	10,6 %	10,5 %	10,9 %	10,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie (6)	12,4 %	12,0 %	12,1 %	12,4 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres (6)	14,4 %	14,1 %	14,2 %	14,4 %	14,2 %
Ratio de levier (6)	4,4 %	4,3 %	4,2 %	4,4 %	4,2 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 201 047 \$	1 202 919 \$	1 198 875 \$	1 201 047 \$	1 198 875 \$
Valeurs mobilières	214 170	219 405	233 998	214 170	233 998
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	534 034	532 262	515 820	534 034	515 820
Actifs liés aux dérivés	105 833	100 763	130 462	105 833	130 462
Dépôts	778 618	785 583	754 415	778 618	754 415
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	65 561	65 858	62 541	65 561	62 541
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	458 136	471 176	445 114	458 136	445 114
Biens sous gestion	601 200	614 600	575 000	601 200	575 000
Biens administrés (8), (9)	5 390 000	5 314 500	4 823 700	5 390 000	4 823 700
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 457 854	1 468 015	1 485 915	1 470 066	1 486 550
– moyenne diluée	1 465 035	1 475 562	1 494 126	1 477 615	1 494 877
– à la fin de la période	1 457 934	1 457 291	1 485 085	1 457 934	1 485 085
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,87 \$	0,87 \$	0,81 \$	2,57 \$	2,41 \$
Rendement de l'action (10)	3,7 %	3,6 %	4,1 %	3,8 %	4,4 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (11)	93,01 \$	93,47 \$	79,59 \$	93,01 \$	79,59 \$
Capitalisation boursière (TSX) (11)	135 602	136 213	118 198	135 602	118 198
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	76 720	75 281	76 941	76 720	76 941
Nombre de succursales	1 388	1 401	1 422	1 388	1 422
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 758	4 893	4 901	4 758	4 901
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (12)	0,770 \$	0,746 \$	0,768 \$	0,756 \$	0,754 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,802 \$	0,733 \$	0,766 \$	0,802 \$	0,766 \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs. Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 268 millions de dollars (331 millions au 30 avril 2017; 508 millions au 31 juillet 2016) lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National Corporation (City National). L'acquisition de ces PDA a fait croître de 5 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux au 31 juillet 2017 (6 points de base au 30 avril 2017; 10 points de base au 31 juillet 2016). Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité de l'accord de Bâle III. Depuis le premier trimestre de 2017, le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») exige que le ratio de liquidité à court terme soit présenté en fonction de la moyenne des positions quotidiennes au cours du trimestre. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement.
- (6) Les ratios de fonds propres et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 18,4 milliards de dollars et 8,2 milliards de dollars (18,9 milliards et 9,8 milliards au 30 avril 2017; 18,8 milliards et 9,4 milliards au 31 juillet 2016).
- (9) Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (10) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (11) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (12) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données en date du 22 août 2017

Les prédictions et les prévisions économiques présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Canada

L'économie canadienne est censée avoir progressé d'environ 3,7 %⁽¹⁾ au deuxième trimestre civil, soit sensiblement la même croissance qu'au premier trimestre civil de 2017. L'économie a enregistré une importante croissance dans la majorité des secteurs et le secteur de l'énergie s'est largement ajusté à la faiblesse du prix du pétrole. Le taux de chômage au pays a atteint 6,3 % en juillet, le niveau le plus bas depuis près de neuf ans. La confiance des consommateurs est restée forte grâce à une croissance soutenue de l'emploi et aux retombées de la hausse du prix des maisons et de la reprise des marchés boursiers. Les récentes mesures mises en place par le gouvernement ont ralenti le marché de l'immobilier à l'échelle nationale; les ventes ayant chuté de 15,3 % depuis le niveau record atteint en mars. En outre, la hausse des prix d'un exercice à l'autre a ralenti à 12,9 % en juillet, après avoir atteint un sommet de 19,7 % en avril. L'accès à la propriété demeure difficile à Toronto et à Vancouver, et la Banque du Canada continue de relever des vulnérabilités du système financier qui découlent d'un déséquilibre du marché de l'habitation et de l'endettement des ménages. Pour la première fois en sept ans, la Banque du Canada a relevé son taux de financement à un jour à 0,75 % en juillet, invoquant une amélioration de la croissance économique et un ralentissement limité de l'économie. Alors que l'inflation demeure inférieure au taux cible de la banque centrale, les décideurs attribuent en partie le récent repli à des facteurs temporaires et s'attendent à ce que le taux d'inflation revienne à son niveau cible de 2,0 %, lorsque ces facteurs se dissiperont et que l'économie rattrapera le retard existant.

Nous nous attendons à une croissance de l'économie canadienne de l'ordre de 2,9 % au cours de l'année civile 2017, un taux supérieur à notre estimation de 2,4 % du 24 mai 2017. Les investissements des entreprises s'améliorent, et les dépenses d'infrastructure de l'État s'accroissent. Par ailleurs, les dépenses de consommation resteront un important vecteur de croissance. Alors que le contexte économique s'améliore, nous nous attendons à de nouveaux retraits de mesures de relance. Nous prévoyons par ailleurs que la Banque du Canada relèvera son taux de financement à un jour à 1,0 % au quatrième trimestre de 2017 et qu'elle procédera à d'autres hausses dans le second semestre de 2018.

États-Unis

Selon des estimations poussées, l'activité économique aux États-Unis a grimpé de 2,6 %⁽¹⁾ au deuxième trimestre civil, contre 1,2 %⁽¹⁾ au trimestre précédent. Les dépenses de consommation se sont améliorées en raison d'un solide marché de l'emploi et d'une augmentation des revenus disponibles, ainsi que de l'accumulation d'actifs découlant de la progression des marchés boursiers et de la hausse du prix des maisons. Comme en mai dernier, le taux de chômage a atteint 4,3 % en juillet, à savoir le niveau le plus bas en 16 ans. En outre, les investissements des entreprises ont favorisé la croissance, les investissements en machinerie et en matériel étant en hausse et les investissements dans le secteur de l'énergie reprenant de la vigueur. La Réserve fédérale des États-Unis (la « Fed ») a indiqué que le marché de l'emploi s'était encore renforcé et que l'activité économique affichait une légère augmentation, mais que le taux d'inflation était toujours inférieur au taux cible de la Fed de 2,0 %. En raison de l'amélioration de la conjoncture, la Fed a rehaussé la fourchette de ses taux de fonds cibles de 25 points de base, la faisant passer à 1,00 % à 1,25 % en juin, la troisième hausse en six mois.

Nous nous attendons à une croissance de l'économie américaine de l'ordre de 2,1 % au cours de l'année civile 2017, comme nous l'avons déjà indiqué le 24 mai 2017, puisque les consommateurs et les entreprises continuent de contribuer à l'expansion économique. La politique budgétaire de relance qui comprend notamment des baisses d'impôt des entreprises et des investissements dans les infrastructures semble à présent être moins envisageable, mais nous nous attendons à ce que l'économie américaine continue de croître à un taux supérieur à la tendance, et ce, sans aucune stimulation budgétaire. Ainsi, il y a fort à parier que la Fed continuera de réduire graduellement ses mesures de relance budgétaire. Nous nous attendons aussi à ce qu'elle commence en octobre à diminuer petit à petit le réinvestissement d'achats d'actifs antérieurs et à relever une fois de plus les taux d'intérêt à court terme en décembre.

(1) Taux annualisé

Europe

La zone euro a enregistré un taux de croissance de 0,6 % au deuxième trimestre civil de 2017, en légère hausse par rapport à 0,5 % au trimestre précédent. L'expansion économique découle de la confiance grandissante des consommateurs, d'une plus grande stabilité politique attribuable à plusieurs élections favorables à l'UE, notamment en France, et de l'amélioration des marchés du travail. Le taux de chômage de juin a atteint son plus bas niveau depuis février 2009, soit 9,1 %. Les décideurs de la Banque centrale européenne (BCE) ont réaffirmé la confiance qu'ils portent aux perspectives économiques. Toutefois, dans leur annonce de juillet, la BCE a maintenu ses politiques monétaires et prévoit poursuivre son programme d'achat d'actif mensuel jusqu'en décembre 2017, ou même après, si cela s'avérait nécessaire, afin d'atteindre ses objectifs en matière d'inflation.

Nous nous attendons à une croissance de la zone euro de l'ordre de 2,0 % au cours de l'année civile 2017, soit un taux supérieur à notre estimation de 1,6 % du 24 mai 2017. Avec un solide contexte économique et une diminution des risques politiques, les investissements des entreprises devraient soutenir la croissance. Cependant, comme les taux d'inflation cibles n'ont pas été maintenus à long terme, nous nous attendons à ce que la BCE maintienne ses taux de dépôt négatifs et qu'elle poursuive son programme de relance et ses achats d'actif au-delà de 2017, tout en réduisant progressivement ces achats vers le milieu de 2018.

Marchés financiers

Le discours des banques centrales de plusieurs pays a clairement changé pendant le trimestre, nombre d'entre elles attribuant l'excellence des données économiques au succès des politiques monétaires utilisées, notamment les baisses drastiques de taux d'intérêt. Puisque la croissance se poursuit, les banques centrales ont revu leurs politiques monétaires, tout en insistant sur leur intention de les resserrer. L'incertitude politique en Europe s'est estompée, mais la possibilité d'une politique commerciale américaine plus protectionniste, dans la foulée des renégociations de l'ALENA qui sont en cours, et les tensions croissantes avec la Corée du Nord demeurent les principaux facteurs de risque externes. Mondialement, les rendements obligataires se sont quelque peu améliorés par rapport à l'an passé, mais demeurent toujours à des planchers historiques. Les marchés boursiers continuent de reprendre de la vigueur du fait de la croissance économique, alors que les écarts de taux des obligations de sociétés ont fléchi, en raison de la croissance mondiale.

Les facteurs macroéconomiques défavorables dont il est question plus haut, notamment le risque d'une plus grande incertitude ou instabilité du marché financier en raison des politiques proposées par l'Administration américaine, notamment les renégociations de l'ALENA et la possibilité d'autres retraits de mesures de relance de la Banque du Canada et de la Fed, pourraient faire changer nos perspectives et nos résultats pour l'exercice 2017 et les périodes à venir. Ces pressions persistantes risquent d'entraîner une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail et d'avoir des répercussions sur la situation commerciale et la conjoncture économique des régions où nous exerçons nos activités.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Comme nous le mentionnons plus loin, des événements politiques, notamment les propositions de l'administration présidentielle aux États-Unis et les négociations du Brexit, ont causé une incertitude quant à la mise en œuvre, au champ d'application et au calendrier des réformes réglementaires.

Réforme réglementaire et fiscale aux États-Unis

Le 3 février 2017, le président des États-Unis a signé un décret ordonnant que le secrétaire du Trésor effectue un réexamen de la conformité de la réglementation financière fédérale aux « principes fondamentaux » de la réglementation du système financier formulés dans le décret. Le premier rapport de recommandations du secrétaire du Trésor à l'intention du président a été publié le 12 juin 2017 et préconise la réforme de plusieurs lois et règlements, notamment ceux en lien avec la règle Volcker, l'examen et l'analyse détaillés des fonds propres (*Comprehensive Capital Analysis and Review* (CCAR)), les plans de retour à la viabilité, les capitaux, les liquidités, l'effet de levier et les activités des banques non américaines. Le Trésor des États-Unis prévoit publier trois autres rapports cette année qui traiteront : i) des marchés financiers (y compris des marchés des dérivés et des marchés boursiers), ii) des secteurs de l'assurance et de la gestion d'actifs et iii) de l'innovation et des technologies financières. Ces rapports peuvent mener à des réformes de la réglementation financière, dont la portée et le calendrier et les retombées ne sont pas encore connus.

En ce qui concerne la règle Volcker, le 21 juillet 2017, les organismes de réglementation bancaire fédéraux des États-Unis ont publié des directives stipulant qu'avant le 21 juillet 2018, ils ne prévoient pas appliquer les restrictions visant les activités de négociation pour compte propre aux fonds de placement non américains lorsque certaines conditions sont satisfaites. Dans leurs directives, ils ont reconnu les inquiétudes soulevées par les banques non américaines, les représentants gouvernementaux et d'autres intervenants des marchés concernant les conséquences imprévues de la règle Volcker et son incidence extraterritoriale et ont laissé entendre que des correctifs à ces lois et règlements pourraient être requis. Le 2 août 2017, l'*Office of the Comptroller of the Currency* a publié un appel à commentaires sous forme de consultation publique portant sur les révisions éventuelles de la règle Volcker.

L'Administration américaine a par ailleurs proposé des mesures visant à réformer le code fiscal aux États-Unis en abaissant les taux d'imposition des particuliers et des sociétés et en éliminant ou en révisant certaines dispositions fiscales, ce qui élargirait l'assiette fiscale pour les sociétés assujetties à l'impôt aux États-Unis. L'issue de ces propositions pourrait être favorable pour nos activités aux États-Unis du fait de l'abaissement des taux d'imposition fédéraux, mais défavorable en ce qui concerne le traitement fiscal de placements et d'activités en particulier, sur lesquels ces mesures auraient une incidence négative.

Norme fiduciaire uniforme

Le 6 avril 2016, le ministère du Travail des États-Unis a publié une règle définitive établissant une norme fiduciaire uniforme à l'intention des prestataires de services-conseils en placements et de services connexes en ce qui concerne les régimes de retraite américains et les titulaires de comptes d'épargne-retraite individuels, règle qui est entrée en vigueur le 9 juin 2017. Le 3 février 2017, le président des États-Unis a demandé au ministère du Travail d'examiner la règle afin de déterminer si elle nuit à la capacité des Américains à accéder à l'information sur la retraite et aux conseils financiers. Le président a également enjoint le secrétaire du Travail d'abroger ou de résilier la règle, s'il y a lieu, afin de s'assurer qu'elle est conforme à la loi en vigueur. Le 22 mai 2017, le ministère du Travail a publié un bulletin d'exécution réglementaire indiquant qu'il n'engagerait pas de poursuites contre les fiduciaires qui s'efforcent de manière diligente et de bonne foi de respecter les règles et ses exemptions, ou qu'il ne les considérerait pas comme étant en violation de ces dites règles et exemptions au cours de la période de mise en œuvre progressive qui sera close le 1^{er} janvier 2018. Le 1^{er} juin 2017, la SEC a annoncé qu'elle entreprendrait une évaluation plus actuelle du cadre réglementaire existant, de l'état actuel du marché en ce qui concerne les services-conseils en placement pour les particuliers et les tendances des marchés afin d'évaluer l'ampleur des mesures réglementaires que la SEC pourrait envisager. Le 6 juillet 2017, le ministère du Travail a lancé une consultation publique portant sur : i) le report possible de l'entrée en vigueur après le 1^{er} janvier 2018 et ii) la possibilité que la règle soit modifiée et, le cas échéant, dans quelle mesure elle le serait. Par ailleurs, le 9 août 2017, le ministère du Travail a fait savoir qu'il avait l'intention de proposer une prolongation de 18 mois à la période de transition pour permettre aux entités d'être conformes en tous points avec les exemptions visant les transactions interdites prévues par les normes fiduciaires, soit du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} juillet 2019. Il subsiste une certaine incertitude quant à la possibilité que la règle soit modifiée et dans quelle mesure elle le sera, et ce, même si la prolongation de 18 mois donnerait au ministère du Travail le temps d'analyser plus en détail la règle et de proposer des changements. Dans sa forme actuelle, la règle présente des difficultés de fonctionnement importantes pour notre secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et notre clientèle, mais n'a pas d'incidence significative sur les résultats financiers de ce secteur ni sur le résultat global de RBC.

Réformes mondiales du marché des dérivés hors cote

Les règles sur les dépôts de garantie en vigueur dans le monde représentent un changement fondamental dans la façon dont se négocient les dérivés hors cote non compensés centralement. L'obligation d'échanger des dépôts de garantie entrera en vigueur progressivement jusqu'en 2020. Nous avons déjà commencé à échanger des marges initiales et des marges sur variation sur des dérivés bilatéraux hors cote avec les contreparties concernées, conformément aux échéances réglementaires précédentes. Les autorités de réglementation aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Canada prévoient un report de la date limite du 1^{er} mars 2017 en ce qui concerne certaines contreparties, et donnant aux opérateurs de swaps jusqu'au 1^{er} septembre 2017 pour échanger des marges sur variation et poursuivre les opérations avec des contreparties qui ne représentent pas un risque important. À compter du 1^{er} septembre 2017, nous serons tenus d'échanger des marges initiales avec la prochaine catégorie d'intervenants du marché à l'échelle mondiale.

Conformément au *Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) en vigueur depuis le 4 avril 2017, en tant que membre d'une chambre de compensation réglementée, nous avons commencé à compenser les dérivés hors cote désignés avec d'autres membres d'une chambre de compensation concernée. L'entrée en vigueur de l'obligation de compensation pour toutes les autres contreparties concernées, ce qui pourrait inclure nos sociétés liées ayant des dérivés hors cote en cours qui excèdent, en fin de mois, un montant prescrit, a été reportée au 20 août 2018.

Le 4 avril 2017, l'ACVM a publié le *Projet de Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés* qui vise à imposer des normes minimales de conduite commerciale aux opérations sur dérivés hors cote conclues entre les maisons de courtage de dérivés et les parties aux dérivés.

Depuis le 10 avril 2017, nous sommes tenus par la Commodity Futures Trading Commission (« CFTC ») d'appliquer une compensation centrale aux catégories de dérivés hors cote élargies, y compris notamment les swaps de taux d'intérêt fixe-variable et les swaps indexés sur les taux à un jour libellés en dollars canadiens. La CFTC a déjà modifié ses exigences de tenue de registres et se concentre maintenant sur les normes de conduite commerciale externes et de présentation d'information sur les activités de négociation.

Exigences en matière de fonds propres réglementaires et exigences connexes

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« CBCB ») a publié en 2015 et en 2016 des consultations sur un certain nombre de propositions en vue de réformer la façon dont les banques calculent, évaluent et présentent leurs fonds propres réglementaires et les mesures de pondération des risques correspondantes, y compris l'utilisation de leurs propres modèles internes de gestion des risques. Le 3 janvier 2017, le CBCB a annoncé un retard dans la finalisation des révisions proposées. Toutefois, les dirigeants du G20 et le Conseil de stabilité financière (« CSF ») ont récemment réaffirmé leur engagement à finaliser ces changements réglementaires du CBCB sans augmenter de façon considérable les exigences en matière de fonds propres pour le secteur bancaire. Par conséquent, l'incidence sur nos ratios de fonds propres réglementaires dépendra des normes définitives adoptées par le CBCB et de la façon dont ces normes seront mises en œuvre par le Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »).

En janvier 2016, le CBCB a finalisé le cadre *Fundamental Review of the Trading Book* (FRTB), qui est un cadre révisé aux fins du calcul des fonds propres pour couvrir le risque de marché. L'objectif du FRTB est de réviser le cadre en ce qui concerne les grandes banques actives à l'échelle internationale, afin d'y inclure ce qui suit : i) révision de la ligne de démarcation entre le portefeuille de négociation et le portefeuille bancaire; ii) révision de l'approche des notations internes pour calculer le risque de marché; iii) révision de l'approche standardisée pour l'évaluation du risque de marché; iv) changement du modèle de valeur à risque pour une mesure du risque en fonction de la perte attendue en situation de crise; v) prise en compte du risque d'illiquidité du marché. Comme pour d'autres entreprises qui pourraient être touchées de façon similaire, la règle se traduira par d'importantes modifications à nos systèmes et méthodes de calcul des fonds propres pour couvrir le risque de marché et pourrait accroître le niveau d'actif pondéré en fonction des risques nécessaire pour couvrir le risque de marché que nous devons détenir. Le 20 juillet 2017, le BSIF a fait part de son

intention de reporter la mise en œuvre du cadre du CBCB au début 2021 afin de donner aux banques tout le temps nécessaire à la mise en place des infrastructures requises et à l'obtention de clarifications des règles de la part du CBCB.

En ce qui a trait à l'évaluation des fonds propres aux États-Unis, notre société de portefeuille intermédiaire américaine est assujettie au CCAR, et à l'évaluation annuelle par la Fed des processus de planification des fonds propres et de l'adéquation des fonds propres des plus grandes sociétés de portefeuille bancaires en importance établies aux États-Unis et des sociétés de portefeuille intermédiaires américaines des banques étrangères dont l'actif consolidé est supérieur à 50 milliards de dollars américains. Dans le cadre du CCAR, la Fed examine également les mesures prévues en matière de gestion des fonds propres, comme le paiement de dividendes, les rachats d'actions et les émissions. En 2017, notre société de portefeuille intermédiaire américaine a commencé à être assujettie au CCAR et a commencé à faire ses déclarations à titre privé. La publication de nos résultats quantitatifs et qualitatifs dans le cadre du CCAR commencera en 2018. Nous avons engagé, et continuerons d'engager, des frais liés à l'obligation de conformité à ces nouvelles exigences aux États-Unis, lesquelles ne devraient pas avoir de grandes conséquences sur notre résultat global.

Régime de recapitalisation interne canadien

À l'heure actuelle, des régimes de recapitalisation interne sont implantés dans plusieurs territoires dans le but de limiter l'exposition des contribuables aux pertes d'une institution en faillite et d'assurer que les actionnaires et créanciers de l'institution en question demeurent responsables de supporter ces pertes. Le 22 juin 2016, la loi est entrée en vigueur, modifiant ainsi certaines lois fédérales se rapportant aux banques, afin de mettre sur pied un régime de recapitalisation interne pour les six banques d'importance systémique intérieure du Canada. Le 16 juin 2017, le ministère des Finances a annoncé la publication d'un projet de loi en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « SADC ») et de la *Loi sur les banques*, fournissant les derniers détails sur la conversion, l'émission et les régimes de rémunération à l'égard des instruments de recapitalisation interne émis par les banques d'importance systémique intérieure. Aux termes de la *Loi sur la SADC*, lorsque le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner à la SADC de convertir une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Ces changements ne devraient pas avoir d'incidence importante sur le coût de notre financement à long terme non garanti.

Capacité totale d'absorption des pertes

Le 16 juin 2017, le BSIF a publié un projet de lignes directrices portant sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'appliquera aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne des banques mis en place par le gouvernement fédéral. Ce projet de lignes directrices s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, mais personnalisée pour le contexte canadien. L'objectif de ces normes est de traiter du caractère suffisant de la capacité d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique qui lui permettrait de réaliser sa recapitalisation interne advenant une faillite. La capacité totale d'absorption des pertes correspond à l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi de la SADC* et à la satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive. On s'attend à ce que nous nous conformions aux exigences de présentation de l'information au plus tard le 1^{er} novembre 2018 et aux autres exigences à l'égard de la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes avant le 1^{er} novembre 2021. Les lignes directrices définitives devraient être publiées d'ici la fin de 2017. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à respecter les exigences à l'égard de la capacité totale d'absorption des pertes.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe

La directive concernant les marchés d'instruments financiers II et le règlement concernant les marchés financiers II (directive MIF II et règlement MIF) entreront en vigueur en janvier 2018 et auront une incidence importante en matière de technologie et de procédure pour certaines entités de RBC exerçant des activités dans l'Union européenne, puisque les réformes comprennent des changements en ce qui a trait à la transparence avant et après les activités de négociation, à la structure du marché, à la présentation des transactions, à la négociation algorithmique et aux règles de conduite des activités. Contrairement au système, qui s'applique essentiellement aux titres de capitaux propres, la directive MIF II et le règlement MIF s'étendent aussi aux produits à revenu fixe et aux produits semblables à des titres de participation.

À compter de janvier 2018, la présentation d'indices de référence deviendra une activité réglementée en vertu de la réglementation sur les indices de référence, selon laquelle les fournisseurs d'indices devront obtenir une autorisation préalable et être supervisés à l'échelle nationale ainsi qu'à l'échelle de l'Union européenne. La réglementation prévoit de nouvelles obligations pour nous en tant qu'administrateur, contributeur et utilisateur des indices de référence.

La règle générale sur la protection des données entre en vigueur en mai 2018 et prévoit de nouvelles obligations qui s'appliqueront à l'échelle internationale aux entités qui contrôlent ou traitent des données sur des citoyens de l'Union européenne. Ces obligations comprennent des exigences relatives à la notification des violations, à la nomination d'un responsable de la protection des données compétent et expérimenté, à des règles plus strictes sur l'obtention du consentement visant le traitement des données et à un renforcement important des obligations en matière de communication, de conformité et de documentation de l'information.

La loi *Criminal Finances Bill* du Royaume-Uni est entrée en vigueur en avril 2017. Elle prévoit entre autres deux nouvelles infractions criminelles chez les entreprises qui entreront en vigueur le 30 septembre 2017, soit la facilitation d'évasion fiscale relative à l'impôt du Royaume-Uni et la facilitation d'évasion fiscale relative à l'impôt étranger, lorsqu'il existe un lien avec le Royaume-Uni, par des personnes associées à une entité, y compris ses employés. La mise en œuvre de « procédures préventives raisonnables » qui peuvent être démontrées évite les poursuites judiciaires.

Une notification en bonne et due forme de l'intention du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne en vertu de l'article 50 du traité de Lisbonne a été donnée le 29 mars 2017, ce qui a ouvert une période de négociation de deux ans visant à établir les conditions de retrait. Le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne assujéti à toutes les lois de l'Union européenne jusqu'à l'aboutissement de ces négociations ou à la fin de la période de négociation.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2016, ainsi que les rubriques portant sur contexte réglementaire des rapports aux actionnaires portant sur les premier, deuxième et troisième trimestres de 2017. Pour plus de détail sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du rapport annuel 2016 et du présent rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2017.

Principaux événements de 2017

Vente de services de gestion de patrimoine dans les Antilles

Le 12 mai 2017, nous avons mené à terme la vente annoncée de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Partners Group. La transaction n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

Vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation

Le 10 novembre 2016, notre coentreprise de traitement des opérations de paiement formée avec la Banque de Montréal, Moneris Solutions Corporation (Moneris), a conclu une convention d'achat-vente dans le but de vendre à Vantiv, Inc. ses activités américaines. La transaction a été conclue le 21 décembre 2016. Par conséquent, nous avons comptabilisé notre quote-part du profit, qui se chiffrait à 212 millions de dollars (avant et après impôt), au poste Revenus autres que d'intérêt – Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 2 796 millions de dollars, en baisse de 99 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt, en raison essentiellement du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC qui avait été comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,85 \$, en baisse de 0,03 \$, ou 2 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 16,3 %, en baisse de 170 points de base par rapport à 18,0 % il y a un an, principalement en raison du profit tiré de la vente susmentionnée. Notre ratio CET1 correspond à 10,9 %, en hausse de 40 points de base par rapport à un an plus tôt.

Exclusion faite du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, qui était un élément précisé de l'exercice précédent, comme il est indiqué ci-dessus, le bénéfice net était en hausse de 136 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à il y a un an, le bénéfice dilué par action s'est établi en hausse de 0,13 \$, ou 8 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en baisse de 20 points de base, comparativement à 16,5 %. Nos résultats reflètent un excellent bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie, ainsi qu'un solide bénéfice dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une baisse du résultat du secteur Marchés des Capitaux.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont augmenté surtout en raison d'une croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ainsi que d'une hausse du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs ainsi que par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté, grâce à une croissance des volumes de 6 %, en partie neutralisée par un resserrement des écarts de taux au Canada. L'augmentation des revenus tirés des services tarifés a aussi contribué à la croissance. Ces facteurs ont été en partie annulés par la hausse des coûts liés au personnel, dont les indemnités de départ, et par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Exclusion faite du profit déjà mentionné, le bénéfice du secteur Assurances a augmenté en raison essentiellement d'une hausse des profits liés aux placements.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie s'est accru essentiellement en raison de l'augmentation des résultats de l'exécution d'opérations de change, attribuable à une augmentation des activités des clients, ainsi que de la hausse des bénéfices tirés des activités de financement et de gestion de liquidités, reflétant les fluctuations des taux d'intérêt.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux a diminué en raison essentiellement de la baisse des résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe qui découle d'une diminution de la volatilité du marché, de l'augmentation des coûts liés aux changements touchant au calendrier de rémunération différée, et de la baisse des résultats du secteur des services bancaires à des municipalités aux États-Unis. Ces facteurs ont été partiellement annulés par une augmentation des résultats des activités de négociation de titres de participation, une diminution du taux d'imposition effectif découlant d'une réduction de la proportion des bénéfices avant impôt générés aux États-Unis, et une augmentation des activités de syndication de prêts et de fusion et d'acquisition.

La perte nette du secteur Services de soutien généraux s'est établie à 39 millions de dollars pour le trimestre considéré, reflétant surtout les indemnités de départ. Le bénéfice net de la période correspondante de l'exercice précédent, qui s'élevait à 29 millions de dollars, était surtout attribuable aux activités de gestion d'actifs et de passifs.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net de 2 796 millions de dollars était en baisse de 13 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action est resté inchangé, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a fléchi de 90 points de base par rapport à 17,2 % au dernier trimestre. Notre ratio CET1 était en hausse de 30 points de base par rapport à 10,6 % au trimestre précédent.

Nos résultats découlent essentiellement de la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. La réduction des activités d'origination de titres de participation et la hausse des coûts liés aux changements touchant le calendrier du régime de rémunération différée dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que l'incidence du change ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été en grande partie compensés par l'incidence favorable du nombre accru de jours dans le trimestre, l'augmentation des revenus tirés des services tarifés dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que par la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a grimpé de 717 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 8 632 millions de dollars par rapport à l'an passé. Le bénéfice dilué par action, de 5,67 \$ pour la période de neuf mois, s'est accru de 0,54 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,2 % est en hausse de 70 points de base. Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie, annulée en partie par une baisse du bénéfice du secteur Assurances.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, sur lesquels l'appréciation du capital et les ventes nettes ont eu un effet positif, de la hausse du revenu net d'intérêt (attribuable à la croissance des volumes et à la montée des taux d'intérêt aux États-Unis) et de la hausse des revenus de transaction. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs ainsi que par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté essentiellement en raison de la croissance de 6 % des volumes, contrebalancée en partie par le resserrement des écarts de taux, et en raison de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris pour l'exercice en cours, qui est un élément précisé décrit plus loin. L'augmentation des revenus tirés des services tarifés au Canada et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont aussi contribué à la hausse du bénéfice. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les bénéfices du secteur Marchés des Capitaux se sont accrus en raison essentiellement du bénéfice à la hausse dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, reflétant l'accroissement des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés aux changements touchant le calendrier de rémunération différée et par les résultats à la baisse du secteur Autres.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont augmenté en grande partie en raison de la hausse du bénéfice découlant des activités de financement et de gestion de liquidités, qui rend compte des fluctuations des taux d'intérêt, des résultats accrus générés sur les exécutions d'opérations de change, en raison d'une augmentation des activités des clients, et de la hausse des commissions de services de garde.

Le bénéfice généré par le secteur Assurances a reculé, en raison surtout de la comptabilisation du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC au cours de l'exercice précédent, comme il a déjà été indiqué. Exclusion faite du profit découlant de la vente, le bénéfice du secteur Assurances s'est accru, reflétant essentiellement la hausse des profits liés aux placements ainsi que la croissance des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une économie d'impôt pour l'exercice précédent et une baisse du bénéfice faisant suite à la vente de Compagnie d'assurance générale RBC, comme il a déjà été indiqué.

Éléments précisés

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, notre quote-part du profit de 212 millions de dollars (avant et après impôt) tiré de la vente des activités américaines de Moneris a influé sur nos résultats. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nos résultats tenaient compte de l'incidence d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) découlant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, nos activités d'assurance habitation et automobile, à Aviva Canada Inc. (Aviva). Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2017 par rapport au T3 2016	T3 2017 par rapport au T2 2017	T3 2017 par rapport au T3 2016
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(35)\$	(91)\$	(199)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	(2)	(1)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(8)	(2)	(65)
Frais autres que d'intérêt	(22)	(52)	(160)
Impôt sur le résultat	(4)	(12)	2
Bénéfice net	(1)	(23)	25
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	– \$	(0,02)\$	0,02 \$
Dilué	–	(0,02)	0,02

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Dollar américain	0,770	0,746	0,768	0,756	0,754
Livre sterling	0,591	0,590	0,561	0,595	0,530
Euro	0,670	0,696	0,689	0,691	0,683

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Revenu d'intérêt	6 808 \$	6 491 \$	6 184 \$	19 758 \$	18 241 \$
Frais d'intérêt	2 551	2 293	2 061	6 979	5 897
Revenu net d'intérêt	4 257 \$	4 198 \$	4 123 \$	12 779 \$	12 344 \$
Marge nette d'intérêt	1,69 %	1,73 %	1,69 %	1,72 %	1,70 %
Services de placement (1)	2 312 \$	2 267 \$	2 133 \$	6 851 \$	6 359 \$
Activités d'assurance (2)	1 009	1 448	1 534	2 954	4 044
Activités de négociation	216	181	311	660	582
Services bancaires (3)	1 331	1 272	1 144	3 860	3 580
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	537	590	524	1 595	1 367
Autres (4)	324	354	486	1 143	864
Revenus autres que d'intérêt	5 729 \$	6 112 \$	6 132 \$	17 063 \$	16 796 \$
Total des revenus	9 986 \$	10 310 \$	10 255 \$	29 842 \$	29 140 \$
Information supplémentaire					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	544 \$	631 \$	570 \$	1 844 \$	1 805 \$
Revenus autres que d'intérêt	216	181	311	660	582
Total des revenus tirés des activités de négociation	760 \$	812 \$	881 \$	2 504 \$	2 387 \$

(1) Comprend les commissions de courtage en valeurs mobilières, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les revenus sur cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le total des revenus a diminué de 269 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt, en raison essentiellement du profit tiré de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile qui avait été comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Exclusion faite du profit susmentionné, le total des revenus a augmenté de 18 millions de dollars, la hausse des revenus tirés des services de placement et des services bancaires ayant été annulée en partie par une diminution des revenus tirés des activités de négociation et d'assurance, ainsi que par l'incidence du change.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 134 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la croissance des volumes au sein des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ainsi que de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la réduction des écarts de taux au Canada.

La marge nette d'intérêt est demeurée stable par rapport à il y a un an, du fait principalement de l'augmentation de la marge nette d'intérêt du secteur Gestion de patrimoine, facteur en partie contrebalancé par la diminution de la marge nette du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 179 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 525 millions de dollars, ou 34 %, résultat qui tient à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, variation qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la baisse des primes résultant de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada et par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, laquelle a aussi été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 95 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à un an plus tôt. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation comptabilisés en revenu net d'intérêt et en revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 760 millions de dollars, en baisse de 121 millions de dollars, ou 14 %, du fait essentiellement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe en raison de la baisse de la volatilité du marché, en partie compensée par une augmentation des revenus tirés de la négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrus de 187 millions de dollars, ou 16 %, les revenus de la période correspondante de l'exercice précédent ayant subi l'incidence négative du change sur certains titres disponibles à la vente, laquelle avait été compensée dans les Autres revenus. L'augmentation des syndications de prêts, surtout aux États-Unis, et la hausse des revenus sur cartes ont également contribué à cet accroissement.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 13 millions de dollars, ou 2 %, rendant essentiellement compte de l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition surtout en Europe.

Les autres revenus ont diminué de 162 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2016 rendant compte du profit tiré de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile déjà mentionné, ainsi que de la variation de la juste valeur de certains dérivés utilisés afin de couvrir la valeur économique des titres disponibles à la vente, tel qu'il a été indiqué précédemment.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total des revenus a diminué de 324 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, reflétant essentiellement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et l'incidence du change. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence favorable du nombre accru de jours dans le trimestre, de la croissance des volumes et de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 702 millions de dollars, ou 2 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris et du profit découlant de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile indiquée précédemment, le total des revenus de 29 630 millions de dollars représente une hausse de 777 millions de dollars, ou 3 % qui reflète principalement la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et la croissance des volumes dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités, qui reflète les variations des taux d'intérêt dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, l'accroissement des activités de syndication de prêts, de fusion et d'acquisition et d'origination de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la croissance des activités dans les secteurs Assurances – Canada et Assurances – International ont aussi contribué à la hausse des revenus. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, la baisse des primes liée à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, comme il a déjà été mentionné, et l'incidence du change.

Les revenus excluant les éléments précisés dont il est déjà fait mention sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 320 millions de dollars a augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, partiellement neutralisée par un recouvrement pour le secteur Gestion de patrimoine. Le ratio correspondant, soit 23 points de base, s'est amélioré de 1 point de base.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 18 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio correspondant est demeuré stable à 23 points de base, en raison essentiellement de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par un recouvrement pour le secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 916 millions de dollars a baissé de 272 millions de dollars, ou 23 %, et le ratio correspondant s'est amélioré de 7 points de base par rapport à il y a un an pour se fixer à 23 points de base, en raison essentiellement de la baisse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, atténuée par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine. De plus, pour la période correspondante de l'exercice précédent, une augmentation de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 643 millions de dollars ont diminué de 567 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à il y a un an, écart qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les revenus. L'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent et la hausse des profits liés aux placements ont aussi contribué à la diminution. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la croissance des activités et par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, en grande partie compensée dans les revenus.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 447 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été partiellement neutralisé par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 1 916 millions de dollars ont diminué de 1 111 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les revenus, de la baisse des sinistres reflétant l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent et de la hausse des profits liés aux placements. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des activités et par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Salaires	1 559 \$	1 449 \$	1 462 \$	4 449 \$	4 399 \$
Rémunération variable	1 294	1 229	1 129	3 738	3 249
Avantages du personnel et conservation du personnel	444	465	402	1 377	1 296
Rémunération fondée sur des actions	88	98	86	325	225
Ressources humaines	3 385 \$	3 241 \$	3 079 \$	9 889 \$	9 169 \$
Matériel	361	344	346	1 061	1 060
Frais d'occupation	383	404	387	1 186	1 162
Communications	250	241	240	712	667
Honoraires	326	265	279	846	766
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	255	251	250	758	713
Autres	475	483	510	1 427	1 401
Frais autres que d'intérêt	5 435 \$	5 229 \$	5 091 \$	15 879 \$	14 938 \$
Ratio d'efficacité (1)	54,4 %	50,7 %	49,6 %	53,2 %	51,3 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	53,2 %	52,6 %	54,0 %	53,0 %	53,3 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre quote-part du profit comptabilisée au premier trimestre de 2017 tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) et le profit de 287 millions de dollars (235 millions après impôt), au troisième trimestre de 2016, lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 344 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout de la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. Ont également contribué à l'augmentation, la hausse des coûts reflétant les investissements soutenus dans les technologies, notamment le numérique, et la hausse des frais de commercialisation engagés dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été en partie compensés par la diminution des frais juridiques dans le secteur Marchés des Capitaux et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,4 %, en hausse de 480 points de base par rapport à 49,6 % un an auparavant. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC au cours de l'année précédente, notre ratio d'efficacité correspond à 53,2 %, en baisse de 80 points de base par rapport au ratio de 54,0 % du trimestre correspondant de 2016 du fait essentiellement des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 206 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, de l'incidence défavorable du nombre accru de jours dans le trimestre et de la croissance des activités. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité de 54,4 % a augmenté de 370 points de base par rapport au ratio de 50,7 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,2 % a augmenté de 60 points de base par rapport au dernier trimestre, augmentation essentiellement attribuable à l'augmentation des indemnités de départ et à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 941 millions de dollars, ou 6 %, par suite surtout de la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et la hausse des coûts reflétant les investissements soutenus dans les technologies, notamment le numérique. Ont aussi contribué à cette augmentation, la hausse des frais de commercialisation engagés dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi qu'une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente dans les Antilles. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence du change et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 53,2 %, en hausse de 190 points de base par rapport à 51,3 % un an auparavant. Exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris et du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC mentionné plus haut, notre ratio d'efficacité correspond à 53,0 %, ayant diminué de 30 points de base par rapport à il y a un an, essentiellement en raison des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, facteur en partie neutralisé par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et l'augmentation des indemnités de départ.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et les éléments précisés indiqués précédemment sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Impôt sur le résultat	792 \$	880 \$	741 \$	2 499 \$	2 072 \$
Bénéfice avant impôt	3 588 \$	3 689 \$	3 636 \$	11 131 \$	9 987 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(3,3)%	(1,9)%	(5,1)%	(2,9)%	(3,0)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(1,9)%	(2,1)%	(2,4)%	(2,0)%	(3,4)%
Modification du taux d'imposition	– %	– %	0,1 %	(0,1)%	– %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non comptabilisés antérieurement	– %	– %	– %	– %	(0,3)%
Autres	0,8 %	1,4 %	1,3 %	1,0 %	0,9 %
Taux d'imposition effectif	22,1 %	23,9 %	20,4 %	22,5 %	20,7 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

La charge d'impôt a augmenté de 51 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en dépit de la baisse du bénéfice avant impôt, ce qui s'explique par le taux d'imposition effectif de 22,1 %, en hausse de 170 points de base, qui reflète les ajustements fiscaux favorables au cours de l'exercice précédent, l'incidence du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC en 2016 et la diminution du revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

La charge d'impôt a diminué de 88 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse du bénéfice avant impôt et du fait d'une réduction de 180 points de base du taux d'imposition effectif, qui a été ramené de 23,9 % à 22,1 % pour le dernier trimestre en raison d'ajustements d'impôt favorables.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a augmenté de 427 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à il y a un an, et le taux d'imposition effectif de 22,5 % a augmenté de 180 points de base, en raison surtout d'une baisse du revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt. Les résultats il y a un an tenaient également compte d'ajustements d'impôt favorables et du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC. Ces facteurs ont été atténués par notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris comptabilisée au cours de l'exercice considéré.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2016. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2016.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 30 avril	le 31 juillet
	le 31 juillet							2017	2016	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 371 \$	470 \$	159 \$	174 \$	588 \$	(55)\$	2,707 \$	2,724 \$	2,801 \$	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	20 500	13 450	1 700	3 150	19 550	7 400	65 750	64 800	61 800	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	26,6 %	13,9 %	37,0 %	21,9 %	11,9 %	n.s.	16,3 %	17,2 %	18,0 %	

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes								le 31 juillet
	le 31 juillet							2016	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 276 \$	1 299 \$	455 \$	572 \$	1 874 \$	(105)\$	8 371 \$	7 653 \$	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19 800	13 500	1 650	3 200	19 150	7 750	65 050	61 900	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,9 %	12,9 %	37,4 %	23,9 %	13,1 %	n.s.	17,2 %	16,5 %	

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de fonds propres réglementaires.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2017, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons révisé notre coût des capitaux propres, le faisant passer de 9,0 % en 2016 à 8,5 %, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	
	le 31 juillet 2017							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net	1 399 \$	486 \$	161 \$	178 \$	611 \$	(39)\$	2 796 \$	2 809 \$	2 895 \$		
Ajouter : participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	–	–	–	(9)	(13)	(8)	(9)		
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	3	44	–	3	–	–	50	51	51		
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 398 \$	530 \$	161 \$	181 \$	611 \$	(48)\$	2 833 \$	2 852 \$	2 937 \$		
Moins : charge de capital	463	304	39	70	441	167	1 484	1 420	1 484		
Bénéfice (perte) économique	935 \$	226 \$	122 \$	111 \$	170 \$	(215)\$	1 349 \$	1 432 \$	1 453 \$		

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2016
	le 31 juillet 2017							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net	4 351	1 347 \$	461 \$	585 \$	1 941 \$	(53)\$	8 632 \$	7 915 \$
Ajouter : participations ne donnant pas le contrôle	(6)	–	–	(1)	–	(26)	(33)	(43)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	9	137	–	11	–	–	157	159
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	4 354 \$	1 484 \$	461 \$	595 \$	1 941 \$	(79)\$	8 756 \$	8 031 \$
Moins : charge de capital	1 329	907	109	214	1 283	522	4 364	4 390
Bénéfice (perte) économique	3 025 \$	577 \$	352 \$	381 \$	658 \$	(601)\$	4 392 \$	3 641 \$

Résultats excluant les éléments précisés

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour la période considérée. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 ainsi que pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, les éléments précisés suivants ont influé sur nos résultats :

- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris à Vantiv, Inc., qui s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et qui a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.
- Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, un profit résultant de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, Compagnie d'assurance générale RBC, à Aviva qui s'élevait à 287 millions de dollars (235 millions après impôt) et qui avait été comptabilisé dans le secteur Assurances.

Les tableaux suivants présentent les calculs de nos résultats et mesures par secteur consolidés excluant ces éléments précisés :

Résultats consolidés

	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 juillet 2016		
	Données présentées	Élément exclu	Données ajustées
Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC			
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Activités poursuivies			
Total des revenus	10 255 \$	(287)\$	9 968 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	–	318
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	–	1 210
Frais autres que d'intérêt	5 091	–	5 091
Bénéfice net avant impôt	3 636 \$	(287)\$	3 349 \$
Impôt sur le résultat	741	(52)	689
Bénéfice net	2 895 \$	(235)\$	2 660 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 801 \$	(235)\$	2 566 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 485 915		1 485 915
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,88 \$	(0,16)\$	1,72 \$
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires (en milliers)	1 494 126		1 494 126
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,88 \$	(0,16)\$	1,72 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	61 800 \$		61 800 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	18,0 %		16,5 %
Ratio d'efficacité	49,6 %		51,1 %
Taux d'imposition effectif	20,4 %		20,6 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2017 et le 30 avril 2017.

(2) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Résultats consolidés

	Pour la période de neuf mois close (1)			Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2017			le 31 juillet 2016		
	Données présentées	Élément exclu	Données ajustées	Données présentées	Élément exclu	Données ajustées
Profit lié à la vente de Moneris (2)		Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC				
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)						
Activités poursuivies						
Total des revenus	29 842 \$	(212)\$	29 630 \$	29 140 \$	(287)\$	28 853 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	916	–	916	1 188	–	1 188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 916	–	1 916	3 027	–	3 027
Frais autres que d'intérêt	15 879	–	15 879	14 938	–	14 938
Bénéfice net avant impôt	11 131 \$	(212)\$	10 919 \$	9 987 \$	(287)\$	9 700 \$
Impôt sur le résultat	2 499	–	2 499	2 072	(52)	2 020
Bénéfice net	8 632 \$	(212)\$	8 420 \$	7 915 \$	(235)\$	7 680 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	8 371 \$	(212)\$	8 159 \$	7 653 \$	(235)\$	7 418 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 470 066		1 470 066	1 486 550		1 486 550
Bénéfice de base par action (en dollars)	5,69 \$	(0,14)\$	5,55 \$	5,15 \$	(0,16)\$	4,99 \$
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires (en milliers)	1 477 615		1 477 615	1 494 877		1 494 877
Bénéfice dilué par action (en dollars)	5,67 \$	(0,14)\$	5,53 \$	5,13 \$	(0,16)\$	4,97 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	65 050 \$		65 050 \$	61 900 \$		61 900 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	17,2 %		16,8 %	16,5 %		16,0 %
Ratio d'efficacité	53,2 %		53,6 %	51,3 %		51,8 %
Taux d'imposition effectif	22,5 %		22,9 %	20,7 %		20,8 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2017 et le 30 avril 2017.

(2) Tient compte du change.

(3) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(4) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2017		
	Données présentées	Élément exclu	
Profit lié à la vente de Moneris (2)		Données ajustées	
Total des revenus	11 701 \$	(212)\$	11 489 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	784	–	784
Frais autres que d'intérêt	5 161	–	5 161
Bénéfice net avant impôt	5 756 \$	(212)\$	5 544 \$
Bénéfice net	4 351 \$	(212)\$	4 139 \$
Principaux soldes et autres informations			
Frais autres que d'intérêt	5 161 \$	– \$	5 161 \$
Total des revenus	11 701	(212)	11 489
Ratio d'efficience	44,1 %		44,9 %
Taux de croissance des revenus	5,9 %		4,0 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	3,7 %		3,7 %
Levier d'exploitation (3)	2,2 %		0,3 %

1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2017, le 30 avril 2017 et le 31 juillet 2016 ni pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016.

2) Tient compte du change.

3) Le levier d'exploitation correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2017		
	Données présentées	Élément exclu	
Profit lié à la vente de Moneris (2)		Données ajustées	
Total des revenus	10 968 \$	(212)\$	10 756 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	765	–	765
Frais autres que d'intérêt	4 595	–	4 595
Bénéfice net avant impôt	5 608 \$	(212)\$	5 396 \$
Bénéfice net	4 211 \$	(212)\$	3 999 \$
Principaux soldes et autres informations			
Frais autres que d'intérêt	4 595 \$	– \$	4 595 \$
Total des revenus	10 968	(212)	10 756
Ratio d'efficience	41,9 %		42,7 %
Taux de croissance des revenus	6,5 %		4,4 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	3,7 %		3,7 %
Levier d'exploitation (3)	2,8 %		0,7 %

1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2017, le 30 avril 2017 et le 31 juillet 2016 ni pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016.

2) Tient compte du change.

3) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre notre taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2016			le 31 juillet 2016		
	Données présentées	Élément exclu		Données présentées	Élément exclu	
Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC		Données ajustées	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC		Données ajustées	
Total des revenus	1 818 \$	(287)\$	1 531 \$	4 328 \$	(287)\$	4 041 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	–	1 210	3 027	–	3 027
Frais autres que d'intérêt	151	–	151	468	–	468
Bénéfice net avant impôt	457 \$	(287)\$	170 \$	833 \$	(287)\$	546 \$
Bénéfice net	364 \$	(235)\$	129 \$	672 \$	(235)\$	437 \$
Principaux soldes et autres informations						
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	75,7 %		26,4 %	52,3 %		33,8 %

1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 juillet 2017 et le 30 avril 2017 ni pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017.

Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances et des éléments précisés
Notre ratio d'efficacité reflète la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 et du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016 reflètent en outre les éléments précisés déjà mentionnés.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et des éléments précisés :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2017			le 30 avril 2017			le 31 juillet 2016			
	Élément exclu			Élément exclu			Éléments exclus			
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC	Données ajustées
Activités poursuivies										
Total des revenus	9 986 \$	225 \$	10 211 \$	10,310 \$	(369)\$	9 941 \$	10 255 \$	(543)\$	(287)\$	9 425 \$
Frais autres que d'intérêt	5 435	–	5 435	5 229	–	5 229	5 091	–	–	5 091
Ratio d'efficacité	54,4 %		53,2 %	50,7 %		52,6 %	49,6 %			54,0 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes								
	le 31 juillet 2017				le 31 juillet 2016				
	Éléments exclus				Éléments exclus				
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Profit lié à la vente de Moneris (1)	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC	Données ajustées	
Activités poursuivies									
Total des revenus	29 842 \$	337 \$	(212)\$	29 967 \$	29 140 \$	(805)\$	(287)\$	28 048 \$	
Frais autres que d'intérêt	15 879	–	–	15 879	14 938	–	–	14 938	
Ratio d'efficacité	53,2 %			53,0 %	51,3 %			53,3 %	

(1) Tient compte de l'incidence du change.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
	Revenu net d'intérêt	2 721 \$	2 597 \$	2 598 \$	7 967 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 200	1 153	1 137	3 734	3 355
Total des revenus	3 921	3 750	3 735	11 701	11 052
Dotation à la provision pour pertes sur créances	273	262	271	784	834
Frais autres que d'intérêt	1 777	1 661	1 687	5 161	4 977
Bénéfice avant impôt	1 871	1 827	1 777	5 756	5 241
Bénéfice net	1 399 \$	1 360 \$	1 322 \$	4 351 \$	3 909 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	3 680 \$	3 510 \$	3 499 \$	10 968 \$	10 301 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	241	240	236	733	751
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,6 %	28,0 %	28,0 %	28,9 %	27,6 %
Marge nette d'intérêt	2,66 %	2,67 %	2,68 %	2,66 %	2,68 %
Ratio d'efficacité	45,3 %	44,3 %	45,2 %	44,1 %	45,0 %
Ratio d'efficacité ajusté (1)	s.o.	s.o.	s.o.	44,9 %	s.o.
Levier d'exploitation	(0,3) %	0,3 %	0,6 %	2,2 %	1,9 %
Levier d'exploitation ajusté (1)	s.o.	s.o.	s.o.	0,3 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	25,2 %	25,6 %	25,6 %	24,4 %	25,4 %
Moyenne du total des actifs productifs	405 700 \$	398 900 \$	386 000 \$	400 000 \$	383 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations	405 200	398 200	384 700	399 400	381 900
Moyenne des dépôts	346 400	342 400	321 300	341 900	316 900
Biens administrés (2)	252 500	258 100	235 300	252 500	235 300
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,27 %	0,28 %	0,26 %	0,29 %

(1) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) qui avait été comptabilisée pour le premier trimestre de 2017. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,4 milliards de dollars et 8,2 milliards de dollars, respectivement, au 31 juillet 2017 (18,9 milliards et 9,8 milliards au 30 avril 2017; 18,8 milliards et 9,4 milliards au 31 juillet 2016).

s.o. sans objet

Rendement financier

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 77 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 6 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux au Canada. La croissance des revenus tirés des services tarifés a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 186 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 181 millions de dollars, ou 5 %, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 7 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux. Cette hausse est également attribuable à la croissance des revenus tirés des services tarifés, en raison surtout de l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi qu'à l'augmentation des revenus sur cartes et des revenus de change.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont grimpé de 5 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à il y a un an.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout des pressions de la concurrence et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 2 millions de dollars, ou 1 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est amélioré de 1 point de base. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 90 millions de dollars, ou 5 %, surtout en raison de la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ. L'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités, reflétant les investissements soutenus dans les technologies, notamment le numérique, et les frais de commercialisation engagés, a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a grimpé de 39 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, reflétant essentiellement l'incidence favorable du nombre accru de jours dans le trimestre et une croissance des volumes. La croissance des revenus tirés des services tarifés a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 442 millions de dollars, ou 11 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net s'est accru de 230 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement d'une croissance des volumes de 6 % annulée en partie par la réduction des écarts de taux au Canada. La hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 649 millions de dollars, ou 6 %. Exclusion faite de notre quote-part du profit dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 437 millions de dollars, ou 4 %, hausse essentiellement attribuable à la croissance des volumes de 6 %, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux. Cette hausse est également attribuable à la croissance des revenus tirés des services tarifés, en raison surtout de l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi qu'à l'augmentation des revenus sur cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 50 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio correspondant s'est amélioré de 3 points de base en raison principalement d'une diminution des dotations dans les portefeuilles de prêts du Canada et des Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 184 millions de dollars, ou 4 %, en regard de l'an passé surtout du fait de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ce qui reflète les investissements soutenus dans les technologies, notamment le numérique, et les frais de commercialisation engagés. La hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, au Canada et une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente dans les Antilles ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il est déjà fait mention sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 561 \$	2 435 \$	2 442 \$	7 484 \$	7 212 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 119	1 075	1 057	3 484	3 089
Total des revenus	3 680	3 510	3 499	10 968	10 301
Dotations à la provision pour pertes sur créances	259	256	265	765	804
Frais autres que d'intérêt	1 602	1 479	1 503	4 595	4 432
Bénéfice net avant impôt	1 819	1 775	1 731	5 608	5 065
Bénéfice net	1 349 \$	1 316 \$	1 284 \$	4 211 \$	3 756 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services financiers aux particuliers	2 062 \$	1 966 \$	1 973 \$	6 043 \$	5 813 \$
Services financiers aux entreprises	850	812	814	2 482	2 379
Solutions cartes et paiements	768	732	712	2 443	2 109
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,6 %	32,9 %	33,4 %	33,7 %	32,7 %
Marge nette d'intérêt	2,61 %	2,62 %	2,63 %	2,61 %	2,63 %
Ratio d'efficacité	43,5 %	42,1 %	43,0 %	41,9 %	43,0 %
Ratio d'efficacité ajusté (1)	s.o.	s.o.	s.o.	42,7 %	s.o.
Levier d'exploitation	(1,4) %	0,7 %	1,4 %	2,8 %	1,7 %
Levier d'exploitation ajusté (1)	s.o.	s.o.	s.o.	0,7 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,9 %	25,8 %	24,9 %	25,8 %
Moyenne du total des actifs productifs	388 600 \$	381 400 \$	368 900 \$	382 800 \$	366 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	396 100	388 800	375 600	390 100	372 500
Moyenne des dépôts	328 200	323 300	302 700	323 300	298 100
Biens administrés (2)	244 400	249 200	227 400	244 400	227 400
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,27 %	0,28 %	0,26 %	0,29 %

(1) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) qui avait été comptabilisée pour le premier trimestre de 2017. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,4 milliards de dollars et 8,2 milliards de dollars, respectivement, au 31 juillet 2017 (18,9 milliards et 9,8 milliards au 30 avril 2017; 18,8 milliards et 9,4 milliards au 31 juillet 2016).

s.o. sans objet

Rendement financier

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 65 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 7 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux. La croissance des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 181 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 89 millions de dollars, ou 5 %, surtout en raison de la croissance des volumes de 4 % et de l'accroissement des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 36 millions de dollars, ou 4 %, hausse qui reflète surtout la croissance des volumes de 12 %, annulée en partie par la réduction des écarts de taux et les profits liés au portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de 2016.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 56 millions de dollars, ou 8 %, du fait essentiellement de l'augmentation des soldes de prêts et des volumes de transaction.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout des pressions de la concurrence et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 6 millions de dollars, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'étant amélioré de 2 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et à la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, baisses qui ont été atténuées par des dotations à la provision pour pertes sur créances plus élevées dans nos portefeuilles de prêts commerciaux. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 99 millions de dollars, ou 7 %, surtout en raison de la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et de l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités, ce qui reflète les investissements soutenus dans les technologiques, notamment le numérique, et les frais de commercialisation engagés. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a grimpé de 33 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, reflétant essentiellement l'incidence favorable du nombre accru de jours dans le trimestre et une croissance des volumes. La croissance des revenus tirés des services tarifés a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 455 millions de dollars, ou 12 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net s'est accru de 243 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement d'une croissance des volumes de 6 % annulée en partie par la réduction des écarts de taux. La hausse des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 667 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite de notre quote-part du profit dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 455 millions de dollars, ou 4 %, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 6 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux. Cette hausse est également attribuable à la croissance des revenus tirés des services tarifés, en raison surtout de l'augmentation des soldes donnant lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi qu'à l'augmentation des revenus sur cartes et des revenus de change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 39 millions de dollars, ou 5 %, et le ratio correspondant s'est amélioré de 3 points de base en raison principalement d'une diminution des dotations dans la plupart de nos portefeuilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 163 millions de dollars, ou 4 %, surtout du fait de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ce qui reflète les investissements soutenus dans les technologies, notamment le numérique, et les frais de commercialisation engagés. L'accroissement des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, a en outre contribué à la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il a déjà été question sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	578 \$	546 \$	496 \$	1 665 \$	1 431 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 431	1 371	1 276	4 153	3 778
Revenus tirés des transactions et autres revenus	485	510	463	1 534	1 293
Total des revenus	2 494	2 427	2 235	7 352	6 502
Dotation à la provision pour pertes sur créances	6	15	14	34	26
Frais autres que d'intérêt	1 856	1 838	1 717	5 549	5 065
Bénéfice avant impôt	632	574	504	1 769	1 411
Bénéfice net	486 \$	431 \$	388 \$	1 347 \$	1 077 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	678 \$	676 \$	606 \$	2 052 \$	1 802 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 237	1 192	1 064	3 599	3 042
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	954	888	817	2 723	2 300
Gestion mondiale d'actifs	483	461	458	1 411	1 330
Gestion de patrimoine – International	96	98	107	290	328
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,9 %	12,4 %	11,4 %	12,9 %	10,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	3,14 %	2,99 %	2,87 %	2,98 %	2,85 %
Marge avant impôt (2)	25,3 %	23,7 %	22,6 %	24,1 %	21,7 %
Nombre de conseillers (3)	4 860	4 817	4 716	4 860	4 716
Moyenne du total des actifs productifs	73 100 \$	74 800 \$	68 800 \$	74 700 \$	67 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations	51 500	52 000	49 100	51 400	48 800
Moyenne des dépôts	91 800	94 800	85 200	93 900	83 500
Biens administrés (4), (5)	873 900	931 200	850 200	873 900	850 200
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4), (5)	412 300	427 100	389 600	412 300	389 600
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (4), (5)	330 500	312 900	298 500	330 500	298 500
Biens sous gestion (4)	595 700	608 700	569 700	595 700	569 700
Moyenne des biens administrés (5)	892 900	916 400	842 500	897 800	839 600
Moyenne des biens sous gestion	604 400	599 500	559 300	594 600	554 800

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2017 par rapport au T3 2016	T3 2017 par rapport au T2 2017	T3 2017 par rapport au T3 2016
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(10)\$	(40)\$	(53)\$
Frais autres que d'intérêt	(9)	(31)	(54)
Bénéfice net	(1)	(6)	1
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	– %	3 %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	5 %	– %	12 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(3) %	(4) %	1 %

- (1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.
- (2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (3) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.
- (4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 98 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à un an plus tôt en raison surtout de l'augmentation du bénéfice attribuable à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de la hausse du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 259 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 72 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète une appréciation du capital et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 173 millions de dollars, ou 16 %. En dollars américains, les revenus se sont accrus de 137 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt résultant de l'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis et de la croissance des volumes, de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète une appréciation du capital et les ventes nettes, ainsi que de l'accroissement des revenus de transaction.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 25 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs sous gestion liés aux services tarifés des clients, reflétant l'appréciation du capital.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont régressé de 11 millions de dollars, ou 10 %, par suite surtout de la baisse des revenus de transaction et de la sortie de certaines activités internationales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars, du fait surtout d'un recouvrement dans un compte du secteur Gestion de patrimoine – International, neutralisé en partie par une hausse des dotations relativement au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 139 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net s'est accru de 55 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement du bénéfice résultant des revenus tirés des services tarifés qui reflètent la hausse des ventes nettes et l'appréciation du capital, d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'incidence de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et de l'incidence favorable du nombre accru de jours dans le trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 270 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, lesquels actifs ont profité d'une appréciation du capital et des ventes nettes, et en raison d'une augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance des volumes et à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, et d'une croissance des revenus de transaction. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 850 millions de dollars, ou 13 %, du fait surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui a profité de l'appréciation du capital et des ventes nettes, de l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et à la croissance des volumes, ainsi que d'un accroissement des revenus de transaction.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations à la provision liées au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), hausse qui a été atténuée par un recouvrement dans un compte du secteur Gestion de patrimoine – International.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 484 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 081 \$	879 \$	764 \$	2 709 \$	2 477 \$
Revenus de placement (1)	(120)	527	921	54	1 473
Honoraires	48	42	133	191	378
Total des revenus	1 009	1 448	1 818	2 954	4 328
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	573	1 021	1 158	1 724	2 859
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	70	69	52	192	168
Frais autres que d'intérêt	147	140	151	427	468
Bénéfice avant impôt	219	218	457	611	833
Bénéfice net	161 \$	166 \$	364 \$	461 \$	672 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	473 \$	978 \$	1 437 \$	1 471 \$	3 078 \$
Assurances – International	536	470	381	1 483	1 250
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,0 %	41,5 %	75,7 %	37,4 %	52,3 %
Primes et dépôts (2)	1 233 \$	1 008 \$	1 131 \$	3 244 \$	3 529 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(225)	369	543	(337)	805

(1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier**Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016**

Le bénéfice net a reculé de 203 millions de dollars, ou 56 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du profit tiré de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile qui avait été comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Compte non tenu du profit après impôt de 235 millions de dollars, le bénéfice net s'est accru de 32 millions de dollars, ou 25 %, du fait surtout de la hausse des profits liés aux placements.

Le total des revenus a reculé de 809 millions de dollars, ou 44 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont fléchi de 964 millions de dollars, ou 67 %, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'exercice précédent faisait également état d'un profit de 287 millions de dollars et des primes connexes relatives à nos activités d'assurance habitation et automobile qui avaient été vendues le 1^{er} juillet 2016. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la croissance des activités qui reflète surtout la hausse des revenus tirés des ventes de rentes collectives.

Les revenus du secteur Assurances – International ont augmenté de 155 millions de dollars, ou 41 %, principalement en raison de l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés et de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la croissance des activités.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fléchi de 567 millions de dollars, ou 47 %, rendant surtout compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, compensée en grande partie dans les revenus. L'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent et la hausse des profits liés aux placements ont aussi contribué à ce fléchissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités et par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés qui est compensée en grande partie dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars, ou 3 %, surtout en conséquence de la baisse des coûts, ce qui rend compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a fléchi de 5 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des coûts liés aux sinistres, essentiellement dans le secteur Assurances – International, hausse qui a été partiellement compensée par la croissance des activités et les ajustements actuariels reflétant les mesures prises par la direction et des changements d'hypothèses.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 211 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à un an de cela en raison du profit lié à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile dont il a été question déjà. Compte non tenu de ce profit, le bénéfice net s'est accru de 24 millions de dollars, ou 5 %, ce qui reflète la hausse des profits liés aux placements et la croissance des activités dans les secteurs Assurances – Canada et Assurances – International. Ces éléments ont été neutralisés en partie par un recouvrement d'impôt dans la période correspondante de l'exercice précédent et par une baisse des revenus du fait de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, comme il a déjà été mentionné.

Le total des revenus a diminué de 1 374 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à il y a un an, écart qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les résultats d'il y a un an reflètent également des primes connexes et un profit de 287 millions de dollars relativement à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile qui a déjà été mentionnée. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par la hausse des ventes de rentes collectives dans le secteur Assurances – Canada, la croissance des volumes du secteur Assurances – International et l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 1 111 millions de dollars, ou 37 %, surtout à cause de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus, de la diminution des sinistres attribuable à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent et de la hausse des profits liés aux placements. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par la croissance des activités et par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 41 millions de dollars, ou 9 %, diminution qui tient principalement à la baisse des coûts du fait de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile au cours de l'exercice précédent.

Les résultats excluant le profit lié à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, soit la Compagnie d'assurance générale RBC, dont il est déjà fait mention, sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
Revenu net d'intérêt	141 \$	173 \$	195 \$	551 \$	611 \$
Revenus autres que d'intérêt	453	435	382	1 282	1 056
Total des revenus	594	608	577	1 833	1 667
Frais autres que d'intérêt	364	355	368	1 069	1 081
Bénéfice net avant impôt	230	253	209	764	586
Bénéfice net	178 \$	193 \$	157 \$	585 \$	439 \$
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21,9 %	24,6 %	18,2 %	23,9 %	16,9 %
Moyenne des dépôts	132 000 \$	127 900 \$	123 200 \$	129 500 \$	137 700 \$
Dépôts des clients	55 600	52 900	53 000	53 700	53 500
Dépôts liés au financement de gros	76 400	75 000	70 200	75 800	84 200
Biens administrés (1)	4 251 300	4 111 400	3 724 300	4 251 300	3 724 300
Moyenne des biens administrés	4 228 400	3 978 100	3 699 300	3 993 700	3 731 000

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 21 millions de dollars, ou 13 %, par suite surtout de l'augmentation des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change attribuable à une intensification des activités des clients et de la hausse du résultat des activités de financement et de gestion de liquidités rendant compte des fluctuations des taux d'intérêt.

Le total des revenus a grimpé de 17 millions de dollars, ou 3 %, principalement en raison des mêmes facteurs indiqués précédemment.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars, ou 1 %.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a reculé de 15 millions de dollars, ou 8 %, surtout à cause d'une baisse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités, étant donné que les résultats du trimestre précédent ont été favorisés par le resserrement des écarts de taux et les fluctuations des taux d'intérêt.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 146 millions de dollars, ou 33 %, principalement en raison d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités rendant compte des fluctuations des taux d'intérêt, de l'amélioration des résultats tirés de l'exécution d'opérations de change attribuable à une intensification des activités des clients, de même que de la hausse des commissions de services de garde.

Le total des revenus a grimpé de 166 millions de dollars, ou 10 %, principalement en raison des facteurs indiqués précédemment.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 12 millions de dollars, ou 1 %, du fait essentiellement de l'incidence du change et de la baisse des coûts liés au personnel, facteurs qui ont été atténués par une hausse des investissements en technologies.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016	31 juillet 2017	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	845 \$	922 \$	892 \$	2 714 \$	2 947 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 195	1 195	1 195	3 514	3 110
Total des revenus (1)	2 040	2 117	2 087	6 228	6 057
Dotation à la provision pour pertes sur créances	44	24	33	100	276
Frais autres que d'intérêt	1 199	1 173	1 160	3 497	3 315
Bénéfice net avant impôt	797	920	894	2 631	2 466
Bénéfice net	611 \$	668 \$	635 \$	1 941 \$	1 788 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	995 \$	1 020 \$	956 \$	2 951 \$	2 718 \$
Marchés mondiaux	1 134	1 162	1 148	3 490	3 383
Autres	(89)	(65)	(17)	(213)	(44)
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,9 %	14,2 %	14,2 %	13,1 %	12,8 %
Moyenne du total de l'actif	494 000 \$	499 600 \$	514 500 \$	495 700 \$	512 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	86 800	95 000	104 600	93 500	104 800
Moyenne des prêts et acceptations	83 100	83 600	87 400	83 500	88 900
Moyenne des dépôts	59 500	59 900	61 600	59 400	62 300
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,12 %	0,15 %	0,16 %	0,41 %

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2017 par rapport au T3 2016	T3 2017 par rapport au T2 2017	T3 2017 par rapport au T3 2016
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(19)\$	(50)\$	(50)\$
Frais autres que d'intérêt	(16)	(22)	(62)
Bénéfice net	(2)	(17)	11
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	- %	3 %	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	5 %	- %	12 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(3) %	(4) %	1 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 s'élève à 107 millions de dollars (97 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2017; 267 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2016) et à 323 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 (621 millions au 31 juillet 2016). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net a reculé de 24 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe qui fait état de la baisse de la volatilité des marchés, de la hausse des coûts liés aux changements touchant le calendrier de rémunération différée et du recul des produits tirés du secteur des services bancaires à des municipalités aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, par une diminution du taux d'imposition effectif attribuable à une diminution de la proportion des bénéfices avant impôt aux États-Unis et par une intensification des activités de syndication de prêts et de fusion et d'acquisition.

Le total des revenus a diminué de 47 millions de dollars, ou 2 %.

Les revenus tirés du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de syndication de prêts tout particulièrement aux États-Unis et de l'intensification des activités de fusion et d'acquisition, surtout en Europe. La hausse des revenus tirés des prêts aux États-Unis et au Canada a également joué un rôle important dans l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des produits tirés du secteur des services bancaires à des municipalités aux États-Unis, dont le niveau avait été élevé il y a un an.

Les revenus de la division Marchés mondiaux se sont repliés de 14 millions de dollars, ou 1 %, surtout en raison de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe qui reflète la baisse de la volatilité des marchés, facteur annulé en partie par une hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont diminué de 72 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des coûts de financement résiduels et de la baisse des revenus dans nos anciens portefeuilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 44 millions de dollars est en hausse de 11 millions de dollars, ou 33 %, en raison essentiellement d'une hausse des dotations dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe, hausse qui a été annulée en partie par un repli des dotations dans le secteur pétrolier et gazier. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de l'accroissement des coûts liés aux changements touchant le calendrier de rémunération différée, ce facteur étant compensé en partie par une baisse des frais juridiques.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net a reculé de 57 millions de dollars, ou 9 %, du fait surtout de la diminution des activités d'origination de titres de participation essentiellement aux États-Unis ainsi que de la hausse des coûts liés aux changements touchant le régime de rémunération différée. Le repli des revenus tirés des activités de négociation de devises, surtout au Canada, la baisse des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse du taux d'imposition effectif attribuable à une diminution de la proportion des bénéficiaires avant impôt aux États-Unis et par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe au Canada.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 153 millions de dollars, ou 9 %, en raison de l'amélioration des résultats dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux reflétant l'accroissement des revenus tirés des services tarifés, ainsi que de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par une hausse des coûts liés aux changements touchant le calendrier de rémunération différée et par la baisse des revenus dans le secteur Autres.

Le total des revenus a augmenté de 171 millions de dollars, ou 3 %, principalement du fait de l'augmentation des activités de syndication de prêts, des activités de fusion et d'acquisition et des activités d'origination d'émissions de titres d'emprunt essentiellement aux États-Unis, facteurs qui ont été neutralisés en partie par une augmentation des frais de financement résiduels dans le secteur Autres et un repli des revenus tirés des activités de négociation de marchandises dans toutes les régions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 100 millions de dollars est en baisse de 176 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, en raison essentiellement de la baisse de la dotation et de la hausse des recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, ces facteurs étant annulés en partie par une hausse des dotations dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 182 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout de l'accroissement des coûts liés aux changements touchant le calendrier de rémunération différée.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(28)\$	(40)\$	(58)\$	(118)\$	(342)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(44)	–	(139)	(108)	(124)
Total des revenus (1)	(72)	(40)	(197)	(226)	(466)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	1	–	(2)	52
Frais autres que d'intérêt	92	62	8	176	32
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(161)	(103)	(205)	(400)	(550)
Charge (économie) d'impôt (1)	(122)	(94)	(234)	(347)	(580)
Bénéfice net (perte nette) (2)	(39)\$	(9)\$	29 \$	(53)\$	30 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net (perte nette) reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 correspond à 9 millions de dollars (8 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2017; 7 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2016).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 s'est établi à 107 millions de dollars, contre 97 millions au trimestre précédent et 267 millions il y a un an. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour les périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2017 et le 31 juillet 2016 se sont établis à 323 millions de dollars et 621 millions respectivement. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre que l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2017

La perte nette s'est élevée à 39 millions de dollars en raison essentiellement des indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2017

La perte nette s'était élevée à 9 millions de dollars, les activités de gestion d'actifs et de passifs ayant été plus que contrebalancées par la hausse des frais juridiques et des indemnités de départ.

Troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net avait été de 29 millions de dollars, reflétant surtout les activités de gestion d'actifs et de passifs.

Troisième trimestre de 2017 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est élevée à 53 millions de dollars, les activités de gestion des actifs et des passifs ayant été plus que contrebalancées par la hausse des indemnités de départ et des frais juridiques.

Troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net avait atteint 30 millions de dollars, ce qui reflétait surtout les activités de gestion d'actifs et de passifs, facteurs qui avaient été partiellement annulés par une hausse de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux.

Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les catégories suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2017			le 30 avril 2017			le 31 juillet 2016 (2)			le 31 juillet 2017			le 31 juillet 2016 (2)		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 999 \$	2 242 \$	1 745 \$	6 334 \$	2 337 \$	1 639 \$	6 661 \$	2 020 \$	1 574 \$	17 887 \$	6 838 \$	5 117 \$	18 308 \$	6 059 \$	4 773 \$
Bénéfice net	2 071 \$	371 \$	354 \$	2 040 \$	404 \$	365 \$	2 207 \$	373 \$	315 \$	6 343 \$	1 138 \$	1 151 \$	5 944 \$	1 062 \$	909 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a reculé de 136 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt en raison surtout du profit tiré de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile qui avait été comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de ce profit, le bénéfice net au Canada a grimpé de 99 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement de la croissance des volumes, contrebalancée par la réduction des écarts de taux, et de la hausse des revenus tirés des services tarifés du secteur Services bancaires canadiens ainsi que de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis est demeuré sensiblement inchangé par rapport à il y a un an. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine rendent compte d'une hausse du revenu net d'intérêt reflétant la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et la croissance des volumes, ainsi que l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes. Ces facteurs ont été annulés par une augmentation de l'impôt sur le résultat du fait de la réduction des ajustements d'impôt favorables, ainsi que par un accroissement de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités dans le secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 39 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à un an auparavant, ce qui s'explique principalement par une diminution des charges reflétant une compression des coûts dans le secteur Marchés des Capitaux et par de meilleurs résultats du fait de l'augmentation des exécutions d'opérations de change dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net au Canada a grimpé de 31 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, du fait de l'incidence positive du nombre accru de jours pendant le trimestre, de la croissance des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par une augmentation des coûts liés au personnel.

Le bénéfice net aux États-Unis a fléchi de 33 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution des activités d'origination de titres de participation et de syndication de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par une baisse d'impôt attribuable à une baisse des revenus et à des ajustements fiscaux favorables, ainsi que par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'incidence de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et l'accroissement des revenus de transaction dans le secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net des autres pays a diminué de 11 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des coûts liés aux sinistres, surtout dans le secteur Assurances – International, et par la hausse des coûts liés au personnel dans le secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en partie compensés par une hausse des revenus tirés des prêts et l'intensification des activités de fusion et d'acquisition dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par la croissance des activités dans le secteur Assurances.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 399 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la croissance des volumes, atténuée par une réduction des écarts de taux, de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris et de la croissance des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens. La hausse des revenus tirés des services tarifés, les revenus de transaction et le revenu net d'intérêt dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances principalement dans le secteur Marchés des Capitaux ont également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le profit à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile de l'exercice précédent, une augmentation des coûts liés au personnel, une hausse des coûts en raison de la croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ainsi qu'une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs dans le secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 76 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la hausse du revenu net d'intérêt (résultant de l'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis et de la croissance des volumes), de l'accroissement de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'augmentation des revenus de transaction dans le secteur Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à la hausse, une croissance des activités de syndication de prêts, de fusion et d'acquisition et d'origination de prêts ainsi qu'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et la hausse des coûts en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, de même que par une hausse de l'impôt découlant d'une réduction d'ajustements fiscaux favorables.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 242 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et par la compression des coûts dans le secteur Marchés des Capitaux ainsi que par l'accroissement du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été atténués par un recul des revenus tirés des prêts et des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2017				2016			2015
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	4 257 \$	4 198 \$	4 324 \$	4 187 \$	4 123 \$	4 025 \$	4 196 \$	3 800 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 729	6 112	5 222	5 078	6 132	5 501	5 163	4 219
Total des revenus	9 986 \$	10 310 \$	9 546 \$	9 265 \$	10 255 \$	9 526 \$	9 359 \$	8 019 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	320	302	294	358	318	460	410	275
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	643	1 090	183	397	1 210	988	829	292
Frais autres que d'intérêt	5 435	5 229	5 215	5 198	5 091	4 887	4 960	4 647
Bénéfice net avant impôt	3 588 \$	3 689 \$	3 854 \$	3 312 \$	3 636 \$	3 191 \$	3 160 \$	2 805 \$
Impôt sur le résultat	792	880	827	769	741	618	713	212
Bénéfice net	2 796 \$	2 809 \$	3 027 \$	2 543 \$	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$
Bénéfice par action – de base	1,86 \$	1,86 \$	1,98 \$	1,66 \$	1,88 \$	1,67 \$	1,59 \$	1,74 \$
– dilué	1,85	1,85	1,97	1,65	1,88	1,66	1,58	1,74
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 399 \$	1 360 \$	1 592 \$	1 275 \$	1 322 \$	1 297 \$	1 290 \$	1 270 \$
Gestion de patrimoine	486	431	430	396	388	386	303	255
Assurances	161	166	134	228	364	177	131	225
Services aux investisseurs et de trésorerie	178	193	214	174	157	139	143	88
Marchés des Capitaux	611	668	662	482	635	583	570	555
Services de soutien généraux	(39)	(9)	(5)	(12)	29	(9)	10	200
Bénéfice net	2 796 \$	2 809 \$	3 027 \$	2 543 \$	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$
Taux d'imposition effectif	22,1 %	23,9 %	21,5 %	23,2 %	20,4 %	19,4 %	22,6 %	7,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,770 \$	0,746 \$	0,752 \$	0,757 \$	0,768 \$	0,768 \$	0,728 \$	0,758 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut faire baisser les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux et des activités de gestion de placements du secteur Gestion de Patrimoine.

Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le premier trimestre de 2017, nos résultats tiennent compte de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt).
- Pour le troisième trimestre de 2016, nos résultats tiennent compte d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions après impôt) lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva.

Analyse des tendances

D'une manière générale, l'économie canadienne a progressé au cours de la période, enregistrant une croissance depuis le deuxième trimestre civil de 2016 grâce au secteur de la fabrication et au secteur minier qui, après avoir subi les contrecoups d'un arrêt temporaire de la production de pétrole dans la région en mai 2016 causé par les feux de forêt en Alberta, ont été propulsés par la montée des prix du pétrole et les résultats positifs du secteur de l'énergie. Ces facteurs ont amené la Banque du Canada à augmenter de 25 points de base son taux de financement à un jour en juillet 2017. L'économie américaine a aussi connu une expansion durant la période, stimulée par la hausse des salaires des ménages, une forte croissance du taux d'emploi, une confiance soutenue des consommateurs et une accumulation d'actifs découlant de l'amélioration des marchés boursiers et de l'augmentation du prix des maisons. L'amélioration de la conjoncture a amené la Fed à rehausser, en juin 2017, sa fourchette de fonds cible pour la troisième fois de la période. Les marchés mondiaux ont été stimulés par une reprise depuis le début de 2017, les marchés boursiers continuant de se remettre des creux atteints en 2016, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie. De plus, en juillet 2017, le taux de chômage au Canada et aux États-Unis a atteint son plus bas niveau pour la période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Les bénéfiques ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période; ils ont été portés par la croissance des volumes, annulée en partie par le rétrécissement des écarts de taux, et par la hausse des revenus tirés des services tarifés au sein des Services bancaires canadiens. La croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine (essentiellement attribuable à une forte appréciation du capital et aux ventes nettes élevées), la croissance des volumes et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis qui persiste depuis le premier trimestre de 2017 sont autant de facteurs qui ont contribué à la croissance des bénéfiques au cours de la période. Les résultats de l'entreprise acquise City National sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine depuis le premier trimestre de 2016 et ont affiché une tendance haussière depuis l'acquisition. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont affiché une certaine progression au cours de la période, stimulés par une hausse des résultats des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, attribuable à l'intensification des activités des clients et à une amélioration de la conjoncture en général. La baisse au quatrième trimestre de 2016 s'explique surtout par une diminution des revenus tirés des activités de négociation, principalement aux États-Unis et en Europe, et une réduction des activités d'origination de titres de participation au Canada. Le profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC a eu une incidence sur les résultats de notre secteur Assurances au troisième trimestre de 2016, comme il a déjà été mentionné. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont eu tendance à croître au cours de la période, profitant de la hausse des bénéfiques tirés des activités de financement et de gestion de liquidités depuis le premier trimestre de 2016, par suite d'un resserrement des écarts de taux et des fluctuations favorables des taux d'intérêt et des taux de change.

Dans l'ensemble, les revenus ont augmenté au cours de la période, reflétant la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens. Le premier trimestre de 2017 a bénéficié du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris, dont il a déjà été question. Les produits tirés de la Gestion de patrimoine ont, de façon générale, été à la hausse, principalement en raison de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'intégration de City National qui s'est traduite par une hausse du revenu net d'intérêt, reflétant la croissance des volumes et l'incidence d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis depuis le premier trimestre de 2017. Le secteur Marchés des Capitaux a bénéficié de la stabilisation des écarts de taux depuis le premier trimestre de 2016, ce qui a donné lieu à des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe au cours de la période, sauf au trimestre considéré, lequel a été touché par une réduction de la volatilité des marchés. L'incidence du change, traduisant la dépréciation du dollar canadien en général, a aussi contribué à l'augmentation des revenus au cours de la période. Cependant, le cours du dollar canadien a remonté pendant le trimestre à l'étude. Les revenus du secteur Assurances ont surtout subi les effets de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et qui ont profité du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC au troisième trimestre de 2016, tel qu'il a été mentionné précédemment.

La qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée stable en général durant la période. Une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée au cours des deux premiers trimestres de 2016 à l'égard des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens, surtout à cause de la faiblesse soutenue du prix du pétrole. La dotation à la provision pour pertes sur créances était en baisse en 2017 du fait des recouvrements et de la baisse des dotations dans nos portefeuilles Marchés des Capitaux et Services bancaires dans les Antilles.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités et ont été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités et de l'intégration de City National depuis le premier trimestre de 2016. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont aussi augmenté à cause des coûts de conformité, des dépenses liées aux technologies, notamment le numérique, de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux ainsi que d'une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente au premier trimestre de 2017. L'incidence du change a également contribué à la hausse pendant la période en raison de la faiblesse du dollar canadien, dont le cours a toutefois remonté pendant le trimestre considéré.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources fiscalement avantageuses, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt de la période et par des ajustements fiscaux nets favorables.

Situation financière

Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016
Actif ⁽¹⁾				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	24 302 \$	30 518 \$	14 929 \$	19 501 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	36 098	25 875	27 851	22 008
Valeurs mobilières	214 170	219 405	236 093	233 998
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	208 669	216 931	186 302	200 430
Prêts				
Prêts de détail	379 869	374 168	369 470	364 476
Prêts de gros	156 401	160 352	154 369	153 521
Provision pour pertes sur prêts	(2 236)	(2 258)	(2 235)	(2 177)
Autres – Dérivés	105 833	100 763	118 944	130 462
– Autres ⁽²⁾	77 941	77 165	74 535	76 656
Total de l'actif	1 201 047 \$	1 202 919 \$	1 180 258 \$	1 198 875 \$
Passif ⁽¹⁾				
Dépôts	778 618 \$	785 583 \$	757 589 \$	754 415 \$
Autres – Dérivés	104 203	99 031	116 550	128 533
– Autres ⁽²⁾	236 165	235 491	224 745	236 326
Débiteures subordonnées	9 200	9 646	9 762	9 765
Total du passif	1 128 186	1 129 751	1 108 646	1 129 039
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	72 274	72 570	71 017	69 253
Participations ne donnant pas le contrôle	587	598	595	583
Total des capitaux propres	72 861	73 168	71 612	69 836
Total du passif et des capitaux propres	1 201 047 \$	1 202 919 \$	1 180 258 \$	1 198 875 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

(2) Les postes « Autres » dans les autres actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le total de l'actif a monté de 2 milliards de dollars par rapport à un an plus tôt. L'incidence du change a fait décroître le total de l'actif de 26 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont affiché une hausse de 5 milliards de dollars, en raison de notre gestion du risque de liquidité et de financement.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont augmenté de 14 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont diminué de 20 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à un an auparavant, une baisse attribuable surtout à l'incidence du change et à une réduction des positions liées aux activités de négociation de titres de participation, ces facteurs étant partiellement compensés par une augmentation des titres d'emprunt de sociétés pour soutenir les activités.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 4 %, variation qui tient essentiellement à une intensification des activités des clients et des entreprises, atténuée par l'incidence du change.

Les prêts ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 4 %, variation qui est attribuable surtout à la croissance soutenue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada par suite de l'accroissement des activités des clients et à la hausse des prêts de gros attribuable à la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont baissé de 25 milliards de dollars, ou 19 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, ce facteur étant atténué par une compensation financière plus faible.

Les autres actifs ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie l'augmentation des engagements de clients en contrepartie d'acceptations qui découle de la demande des clients.

Le total du passif a fléchi de 1 milliard de dollars par rapport à un an plus tôt. L'incidence du change a fait baisser le total du passif de 26 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 24 milliards de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la croissance des dépôts d'entreprises et des dépôts de détail reflétant essentiellement la demande accrue des clients, hausse qui a été partiellement annulée par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont baissé de 24 milliards de dollars, ou 19 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, ce facteur étant en partie neutralisé par une baisse de la compensation financière.

Les autres passifs sont demeurés sensiblement les mêmes du fait que l'incidence du change et la diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert ont été annulées en grande partie par la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, reflétant essentiellement les besoins en financement, déduction faite de la compensation financière, et la hausse des garanties en espèces reçues.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total de l'actif a reculé de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du change de 50 milliards de dollars, neutralisée en quasi-totalité par la hausse des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques attribuable à l'augmentation des dépôts, par l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros en raison de l'accroissement des activités des clients et de la croissance des activités, par l'augmentation des actifs dérivés découlant essentiellement de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change et de la baisse de la compensation financière, par la hausse des actifs achetés en vertu de conventions de revente du fait d'une disponibilité accrue de la trésorerie et par la hausse des titres de créance de sociétés et d'entités gouvernementales.

Le total du passif a diminué de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du change de 50 milliards de dollars, qui a été neutralisé en grande partie par une augmentation des passifs dérivés pour les raisons indiquées à l'égard des actifs dérivés, par une augmentation des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement, par une hausse des dépôts d'entreprises et de banques reflétant l'intensification des activités des clients, par une augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert, par une hausse des exigences relatives aux garanties en espèces et par un accroissement des obligations liées aux conventions de rachat.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total de l'actif a augmenté de 21 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse des conventions de revente du fait d'une intensification des activités des clients, de la croissance soutenue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros reflétant l'accroissement des activités des clients et la croissance des volumes, ainsi que de l'augmentation de la trésorerie et des montants à recevoir de banques découlant de notre gestion du risque de financement et de liquidité. L'accroissement des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques attribuable à la hausse des dépôts à des banques centrales, l'augmentation des actifs dérivés reflétant la diminution de la compensation financière et la hausse de la juste valeur des contrats de change, neutralisés en partie par la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change de 55 milliards de dollars.

Le total du passif a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est principalement attribuable à la hausse des obligations liées aux conventions de rachat découlant de nos activités, à l'augmentation des dépôts d'entreprises et à l'accroissement des passifs dérivés en raison des facteurs indiqués à l'égard des actifs dérivés. Ont également contribué à l'augmentation, la croissance des dépôts de détail, l'augmentation des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement et des activités des clients, ainsi que la hausse des dépôts de banques reflétant l'accroissement des dépôts de banques centrales. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change de 55 milliards de dollars et par une diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 50 à 53 de notre rapport annuel 2016.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, elle pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH). La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés puisque nous ne remplissons pas les critères de décomptabilisation. Au cours du trimestre considéré, nous avons décomptabilisé des prêts hypothécaires totalisant 1,2 milliard de dollars (néant au 30 avril 2017; néant au 31 juillet 2016), car les instruments issus de la titrisation de ces prêts dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH et les intérêts résiduels dans ces prêts avaient été vendus à des tiers, ce qui a donné lieu au transfert de la quasi-totalité des risques et avantages qui y étaient associés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Au cours du trimestre écoulé, nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial (néant au 30 avril 2017; 401 millions de dollars au 31 juillet 2016). Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion pour certains prêts hypothécaires commerciaux sous-jacents vendus. Au 31 juillet 2017, l'encours des prêts hypothécaires commerciaux titrisés pour lesquels nous continuons d'assurer les services de gestion s'élevait à 1,0 milliard de dollars (1,1 milliard au 30 avril 2017; 1,1 milliard au 31 juillet 2016).

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers de nos clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39,6 milliards de dollars (42,6 milliards au 30 avril 2017; 39,0 milliards au 31 juillet 2016), et il avait trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 31 juillet 2017, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissions se chiffrait à 39,6 milliards de dollars (42,6 milliards au 30 avril 2017; 39,0 milliards au 31 juillet 2016), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissions se chiffrait à 2,3 milliards de dollars (2,4 milliards au 30 avril 2017; 2,3 milliards au 31 juillet 2016). Les fluctuations reflètent essentiellement l'incidence du change de même que les fluctuations des activités de titrisation.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 359 millions de dollars (394 millions au 30 avril 2017; 724 millions au 31 juillet 2016), en baisse de 35 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison surtout de l'incidence du change et en baisse de 365 millions par rapport à il y a un an en raison principalement des remboursements de capital et de l'incidence du change. Au 31 juillet 2017, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 38,9 milliards de dollars (41,8 milliards au 30 avril 2017; 38,3 milliards au 31 juillet 2016). La baisse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement des diminutions des prêts sur cartes de crédit, des prêts étudiants, des prêts automobiles et crédit-bail automobile et du financement au secteur des transports. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à des augmentations des prêts automobiles et crédit-bail automobile et du financement au secteur des transports, qui ont été contrebalancées par des baisses des prêts étudiants, des titres adossés à des actifs et des prêts aux consommateurs.

Au 31 juillet 2017, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'élevait à 25,3 milliards de dollars (27,8 milliards au 30 avril 2017; 24,5 milliards au 31 juillet 2016). Les fluctuations reflètent surtout l'incidence du change. Une tranche de 71 % (70 % au 30 avril 2017; 72 % au 31 juillet 2016) de l'ensemble de ce PCAA avait obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui ont évalué le PCAA, et la tranche restante du papier commercial avait obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation.

En octobre 2014, les organismes de réglementation fédéraux américains ont adopté des règlements visant l'application des règles de conservation des risques de crédit prescrites dans l'article 15G de la loi *Securities Exchange Act of 1934* (ajouté en vertu de l'article 941 de la loi Dodd-Frank) à l'égard des titres adossés à des actifs (les « règles de conservation des risques ») en vigueur pour la Banque le 24 décembre 2016. Afin de respecter les règles de conservation des risques, chaque jour entre le 24 décembre 2016 et le 31 juillet 2017, nous avons détenu du PCAA des conduits multicédants américains gérés par RBC, dont le montant était équivalent à au moins 5 % du total du montant de capital du PCAA alors en cours et de toutes les avances au titre de conventions de prêt sous forme de liquidités. Au 31 juillet 2017, la juste valeur du PCAA détenu s'élevait à 1,0 milliard de dollars (1,2 milliard au 30 avril 2017; néant au 31 juillet 2016). Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente, dans nos bilans consolidés.

Nous achetons également le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 juillet 2017, la juste valeur de nos placements en PCAA s'élevait à 22 millions de dollars (6 millions au 30 avril 2017; 12 millions au 31 juillet 2016). La variation des placements détenus reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 471 millions de dollars au 31 juillet 2017 (604 millions au 30 avril 2017; 538 millions au 31 juillet 2016). Les diminutions par rapport au trimestre précédent et à un an plus tôt du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'expliquent principalement par l'incidence du change et les remboursements de capital.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales dans lesquelles nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas du fait que les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations sont détenus par des tiers. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,9 milliard de dollars (2,0 milliards au 30 avril 2017; 1,5 milliard au 31 juillet 2016). La diminution, par rapport au dernier trimestre, du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique principalement par la réduction des fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations qui subsistent, tandis que l'augmentation, par rapport à l'exercice précédent, s'explique principalement par l'ajout de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de l'émission des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 729 millions de dollars (950 millions au 30 avril 2017; 118 millions au 31 juillet 2016). La baisse par rapport au dernier trimestre du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement aux remboursements sur les facilités de financement, tandis que la hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par une augmentation de l'encours des facilités de financement.

Fonds de placement

Nous investissons dans des fonds de couverture surtout pour offrir aux clients l'exposition qu'ils souhaitent avoir à des fonds référencés. Lorsque nous investissons dans les fonds référencés, l'exposition aux fonds est simultanément transférée aux clients au moyen de transactions sur dérivés. Notre risque de perte maximal dans les fonds référencés se limite à nos placements dans les fonds. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés se chiffrait à 2,8 milliards de dollars (3,1 milliards au 30 avril 2017; 2,6 milliards au 31 juillet 2016). La diminution du risque de perte maximal en regard du dernier trimestre s'explique principalement par un ralentissement de l'activité dans des fonds, alors que l'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement à une intensification de cette activité.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations exonérées d'impôt. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fonds s'élevait à 259 millions de dollars (283 millions au 30 avril 2017; 743 millions au 31 juillet 2016). La diminution du risque de perte maximal en regard du trimestre précédent s'explique principalement par l'incidence du change. La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport à l'exercice précédent résulte principalement d'une diminution des engagements conclus pendant la période.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 5,9 milliards de dollars (7,0 milliards au 30 avril 2017; 9,6 milliards au 31 juillet 2016). La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au trimestre dernier et à la période correspondante de 2016 est attribuable aux remboursements de capital et à l'amortissement, de même qu'à l'incidence du change, facteurs annulés en partie par de nouveaux placements dans des structures de titrisation.

Garanties, engagement envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons à nos clients des garanties et des engagements qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 341,7 milliards de dollars au 31 juillet 2017 (363,4 milliards au 30 avril 2017; 333,5 milliards au 31 juillet 2016). La diminution par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'incidence du change à l'égard des autres engagements liés au crédit et des facilités de garantie de liquidités, ainsi qu'à la diminution des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. La hausse par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement à l'augmentation des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres et des autres engagements liés au crédit, facteurs atténués par l'incidence du change. Se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement et à la note 26 des états financiers consolidés annuels audités de 2016 pour de plus amples renseignements sur nos garanties et engagements.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur géographique

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2017	31 octobre 2016	
	31 juillet 2017						Risque total (4)			Risque total (4)
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation						
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)				
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)								
Par portefeuille										
Prêts hypothécaires résidentiels	264 583 \$	1 092 \$	188 \$	– \$	– \$	265 863 \$	261 155 \$	256 275 \$		
Prêts aux particuliers	93 087	86 596	230	–	–	179 913	178 563	176 138		
Prêts sur cartes de crédit	17 789	22 242	–	–	–	40 031	41 945	41 699		
Prêts aux petites entreprises (5)	4 410	6 919	5	–	–	11 334	11 029	10 071		
Prêts de détail	379 869 \$	116 849 \$	423 \$	– \$	– \$	497 141 \$	492 692 \$	484 183 \$		
Prêt aux entreprises (5)										
Exploitations agricoles	7 141 \$	1 323 \$	71 \$	– \$	61 \$	8 596 \$	8 343 \$	8 008 \$		
Industrie automobile	8 316	5 663	342	–	589	14 910	15 198	14 128		
Biens de consommation	10 955	8 816	636	–	723	21 130	21 183	20 921		
Énergie										
Pétrole et gaz	6 722	10 419	1 858	–	783	19 782	19 816	19 860		
Services publics	5 532	13 765	3 275	25	1 143	23 740	25 889	26 618		
Produits financiers	6 952	1 921	456	627	780	10 736	12 470	13 015		
Produits forestiers	1 014	582	82	–	8	1 686	1 774	1 772		
Services de santé	6 507	4 608	1 720	–	637	13 472	14 332	14 001		
Sociétés de portefeuille et investissements	8 585	883	854	–	230	10 552	11 713	10 381		
Produits industriels	5 731	6 374	479	–	776	13 360	14 615	14 443		
Mines et métaux	1 168	3 546	1 102	–	138	5 954	6 486	6 374		
Services financiers non bancaires	10 428	13 238	15 112	298 374	36 507	373 659	405 210	328 500		
Autres services	14 639	7 206	3 931	881	873	27 530	29 895	34 414		
Immobilier et secteur connexe	43 583	11 056	1 684	3	479	56 805	56 787	53 984		
Technologie et médias	9 019	14 704	570	317	2 334	26 944	25 369	28 952		
Transport et environnement	5 486	5 225	3 282	–	860	14 853	17 586	15 693		
Autres secteurs	4 041	38	1 409	3 038	1 075	9 601	9 463	15 568		
Organismes souverains (5)	11 543	9 881	110 811	27 958	16 267	176 460	183 280	157 596		
Banques (5)	4 285	1 579	123 562	114 666	23 179	267 271	265 545	252 983		
Prêts de gros	171 647 \$	120 827 \$	271 236 \$	445 889 \$	87 442 \$	1 097 041 \$	1 144 954 \$	1 037 211 \$		
Risque total	551 516 \$	237 676 \$	271 659 \$	445 889 \$	87 442 \$	1 594 182 \$	1 637 646 \$	1 521 394 \$		
Par secteur géographique (6)										
Canada	449 975 \$	155 011 \$	93 244 \$	67 738 \$	20 856 \$	786 824 \$	783 172 \$	767 638 \$		
États-Unis	72 412	61 612	79 056	237 573	14 633	465 286	494 538	449 729		
Europe	14 354	16 548	80 446	86 803	44 738	242 889	264 564	224 840		
Autres pays	14 775	4 505	18 913	53 775	7 215	99 183	95 372	79 187		
Risque total	551 516 \$	237 676 \$	271 659 \$	445 889 \$	87 442 \$	1 594 182 \$	1 637 646 \$	1 521 394 \$		

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

(6) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le risque de crédit brut total a diminué de 43 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence du change, atténuée par la croissance des dépôts productifs d'intérêts principalement auprès de banques centrales et par la hausse des prêts hypothécaires résidentiels reflétant l'intensification des activités des clients et la croissance des volumes.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, résultat attribuable principalement à la croissance des volumes dans nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers, annulée en partie par une réduction du risque lié aux cartes de crédit en raison des engagements non utilisés.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a diminué de 48 milliards de dollars, ou 4 %, surtout en raison de l'incidence du change, annulée en partie par une hausse des dépôts productifs d'intérêts principalement auprès de banques centrales. Le taux d'utilisation des prêts de gros est resté stable à 40 % en regard de celui du trimestre précédent. Notre risque à l'égard des titres disponibles à la vente (portefeuille bancaire) visait à 96 % des titres de qualité investissement et à 4 % des titres de qualité inférieure.

Au 31 juillet 2017, notre risque à l'égard des prêts et acceptations du secteur pétrolier et gazier se chiffrait à 17,1 milliards de dollars (16,8 milliards au 30 avril 2017) et se composait de prêts en cours de 6,7 milliards de dollars (6,0 milliards au 30 avril 2017) et d'engagements inutilisés de 10,4 milliards de dollars (10,8 milliards au 30 avril 2017). Le portefeuille pétrolier et gazier représente 2,2 % (2,1 % au 30 avril 2017) de notre portefeuille total de prêts et d'acceptations. Sur les 17,1 milliards de dollars liés au secteur pétrolier et gazier, 42 % représentaient des crédits de qualité investissement, tandis que 58 % correspondaient à des crédits de contreparties de qualité inférieure (respectivement 41 % et 59 % au 30 avril 2017).

Le profil géographique de notre risque de crédit brut est resté relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'établissait respectivement à 50 %, 29 %, 15 % et 6 % (respectivement 48 %, 30 %, 16 % et 6 % au 30 avril 2017). La baisse aux États-Unis vient surtout de l'incidence du change.

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au								30 avril 2017	31 octobre 2016
	31 juillet 2017									
	Type d'actif				Type de client					
Prêts en cours	Valeurs mobilières (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	Total	
Royaume-Uni	8 112 \$	9 620 \$	845 \$	1 258 \$	6 725 \$	5 467 \$	7 643 \$	19 835 \$	25 334 \$	17 956 \$
Allemagne	1 747	11 264	–	220	9 027	2 262	1 942	13 231	12 015	11 273
France	394	7 125	11	409	952	6 519	468	7 939	7 728	8 398
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	10 253 \$	28 009 \$	856 \$	1 887 \$	16 704 \$	14 248 \$	10 053 \$	41 005 \$	45 077 \$	37 627 \$
Irlande	430 \$	70 \$	83 \$	121 \$	166 \$	7 \$	531 \$	704 \$	691 \$	880 \$
Italie	24	82	–	–	23	11	72	106	71	120
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16
Espagne	310	268	–	26	274	–	330	604	396	446
Total – pays périphériques (4)	764 \$	420 \$	83 \$	147 \$	463 \$	18 \$	933 \$	1 414 \$	1 158 \$	1 462 \$
Luxembourg	932 \$	9 427 \$	1 \$	107 \$	794 \$	8 918 \$	755 \$	10 467 \$	10 534	6 054 \$
Pays-Bas	823	2 341	22	183	2 340	25	1 004	3 369	3 090	3 904
Norvège	233	4 169	–	22	3 910	269	245	4 424	4 918	3 945
Suède	128	5 232	1	12	3 393	1 789	191	5 373	4 343	4 168
Suisse	385	2 317	92	52	665	2 064	117	2 846	2 765	2 271
Autres	1 392	1 883	11	110	659	1 455	1 282	3 396	3 232	2 982
Total – autres pays d'Europe	3 893 \$	25 369 \$	127 \$	486 \$	11 761 \$	14 520 \$	3 594 \$	29 875 \$	28 882 \$	23 324 \$
Risque net lié à l'Europe (5), (6)	14 910 \$	53 798 \$	1 066 \$	2 520 \$	28 928 \$	28 786 \$	14 580 \$	72 294 \$	75 117 \$	62 413 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 77,9 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (86,2 milliards au 30 avril 2017) et 13,8 milliards de dollars à l'égard des dérivés (12,7 milliards au 30 avril 2017).
- (3) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 16,5 milliards de dollars (13,2 milliards au 30 avril 2017), des dépôts de 23,0 milliards (27,1 milliards au 30 avril 2017) et des titres disponibles à la vente de 14,3 milliards (15,4 milliards au 30 avril 2017).
- (4) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques d'Europe était de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2017), de 19,9 milliards de dollars pour l'Irlande (18,9 milliards au 30 avril 2017), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 30 avril 2017), de néant pour le Portugal (0,1 milliard au 30 avril 2017) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (0,9 milliard au 30 avril 2017).
- (5) Exclut un risque de 2,7 milliards de dollars (2,2 milliards au 30 avril 2017) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 1,7 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,5 milliard au 30 avril 2017).

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 2,8 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du risque au Royaume-Uni, surtout à cause de la baisse des dépôts auprès de banques centrales. Le risque net lié aux pays périphériques d'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total a augmenté de 0,3 milliard de dollars au cours du trimestre pour se chiffrer à 1,4 milliard.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Au cours du trimestre, la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée à l'égard de ce portefeuille n'a pas été importante. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts correspond à 0,9 %, en légère baisse par rapport à 0,1 % au trimestre précédent.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2017					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marge de crédit sur valeur nette (2)	
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 706 \$	58 %	5 618 \$	42 %	13 324 \$	2 031 \$
Québec	15 227	50	15 491	50	30 718	4 002
Ontario	44 176	41	62 724	59	106 900	17 102
Alberta	21 966	59	15 228	41	37 194	7 018
Saskatchewan et Manitoba	9 324	55	7 668	45	16 992	2 684
Colombie-Britannique et territoires	17 706	39	28 121	61	45 827	8 891
Total – Canada (5)	116 105 \$	46 %	134 850 \$	54 %	250 955 \$	41 728 \$
États-Unis	2	–	10 616	100	10 618	1 479
Autres pays	9	–	2 958	100	2 967	1 966
Total – autres pays	11 \$	– %	13 574 \$	100 %	13 585 \$	3 445 \$
Total	116 116 \$	44 %	148 424 \$	56 %	264 540 \$	45 173 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2017					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marge de crédit sur valeur nette (2)	
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 708 \$	59 %	5 466 \$	41 %	13 174 \$	2 026 \$
Québec	15 087	51	14 602	49	29 689	4 063
Ontario	45 204	44	58 629	56	103 833	16 673
Alberta	22 098	60	14 956	40	37 054	7 019
Saskatchewan et Manitoba	9 307	56	7 414	44	16 721	2 663
Colombie-Britannique et territoires	18 099	40	26 984	60	45 083	8 770
Total – Canada (5)	117 503 \$	48 %	128 051 \$	52 %	245 554 \$	41 214 \$
États-Unis	2	–	11 145	100	11 147	1 557
Autres pays	12	–	3 213	100	3 225	2 277
Total – autres pays	14 \$	– %	14 358 \$	100 %	14 372 \$	3 834 \$
Total	117 517 \$	45 %	142 409 \$	55 %	259 926 \$	45 048 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 43 millions de dollars (47 millions au 30 avril 2017).
- (2) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 251 milliards de dollars (246 milliards au 30 avril 2017) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 227 milliards de dollars (221 milliards au 30 avril 2017) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards de dollars (6 milliards au 30 avril 2017), dont une tranche de 4 milliards de dollars (3 milliards au 30 avril 2017) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards de dollars (19 milliards au 30 avril 2017) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2017, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 42 milliards de dollars (41 milliards au 30 avril 2017). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 30 avril 2017) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de seulement 7 % (7 % au 30 avril 2017) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquitte uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	31 juillet 2017			30 avril 2017		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	73 %	44 %	72 %	74 %	43 %	72 %
De 25 à 30 ans	25	56	26	25	57	27
De 30 à 35 ans	2	–	2	1	–	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2017		le 30 avril 2017		le 31 juillet 2017	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	73 %	74 %	73 %	74 %
Québec	73	74	71	73	72	74
Ontario	70	67	69	67	70	67
Alberta	73	72	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	69	66	69	65	68	65
États-Unis	73	n.s.	70	n.s.	72	n.s.
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.	63	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour le trimestre (4), (5)	70 %	68 %	70 %	68 %	70 %	68 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	52 %	49 %	54 %	50 %	52 %	49 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	273 \$	262 \$	271 \$	784 \$	834 \$
Gestion de patrimoine	6	15	14	34	26
Marchés des Capitaux	44	24	33	100	276
Services de soutien généraux et autres (1)	(3)	1	–	(2)	52
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	320 \$	302 \$	318 \$	916 \$	1 188 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	7 \$	9 \$	7 \$	22 \$	26 \$
Prêts aux particuliers	101	100	110	310	343
Prêts sur cartes de crédit	107	109	114	324	330
Prêts aux petites entreprises	7	8	8	22	25
Prêts de détail	222	226	239	678	724
Prêts de gros	37	28	20	76	182
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	259	254	259	754	906
États-Unis (2), (3)					
Prêts de détail	– \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	67	42	57	151	207
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	67	43	58	152	208
Autres pays (2), (3)					
Prêts de détail	4 \$	8 \$	5 \$	14 \$	24 \$
Prêts de gros	(10)	(3)	(4)	(4)	–
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	(6)	5	1	10	24
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	–	–	–	50
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	320 \$	302 \$	318 \$	916 \$	1 188 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances					
Ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,23 %	0,23 %	0,24 %	0,23 %	0,30 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	0,23 %	0,23 %	0,24 %	0,23 %	0,29 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,27 %	0,27 %	0,28 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires canadiens	0,26 %	0,27 %	0,28 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	0,63 %	0,31 %	0,29 %	0,29 %	0,51 %
Gestion de patrimoine	0,04 %	0,12 %	0,11 %	0,09 %	0,07 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	– %	0,01 %	0,05 %	0,01 %	0,03 %
Marchés des Capitaux	0,21 %	0,12 %	0,15 %	0,16 %	0,41 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 23 points de base, s'étant amélioré de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a grimpé de 2 millions de dollars, ou 1 %, la hausse des dotations dans nos portefeuilles de prêts commerciaux du Canada et des Antilles ayant été essentiellement annulée par un repli des dotations et des radiations dans notre portefeuille canadien de prêts aux particuliers et notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, respectivement. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, s'étant amélioré de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a reculé de 8 millions de dollars, ou 57 %, du fait essentiellement d'une reprise dans un compte du secteur Gestion de patrimoine – International, annulée en partie par une hausse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 11 millions de dollars, ou 33 %, en raison surtout de la hausse des dotations dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe, laquelle hausse a été annulée en partie par une baisse des dotations dans le secteur pétrolier et gazier.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 18 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, tandis que le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances n'a pas changé, s'établissant toujours à 23 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 11 millions de dollars, ou 4 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances est resté le même, à 27 points de base, en raison de la hausse des dotations dans nos portefeuilles de prêts commerciaux des Antilles et du Canada, laquelle a été neutralisée en partie par une baisse des dotations dans nos portefeuilles de prêts aux particuliers ainsi que par une diminution des radiations dans notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 9 millions de dollars, ou 60 %, en raison surtout d'une reprise dans un compte du secteur Gestion de patrimoine – International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 20 millions de dollars, ou 83 %, du fait principalement de la hausse des dotations dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe, laquelle hausse a été annulée en partie par une baisse des dotations dans le secteur pétrolier et gazier.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 272 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à un an plus tôt, et le ratio correspondant s'est établi à 23 points de base, s'étant amélioré de 7 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 50 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, s'étant amélioré de 3 points de base, en raison principalement de la baisse des dotations dans les portefeuilles de prêts aux particuliers du Canada et des Antilles, atténuée par une hausse des dotations dans nos portefeuilles canadiens de prêts commerciaux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 8 millions de dollars, ou 31 %, en raison de l'accroissement des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), neutralisé en partie par une reprise dans le secteur Gestion de patrimoine – International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 176 millions de dollars, ou 64 %, essentiellement du fait de la diminution des dotations et de l'augmentation des reprises dans le secteur pétrolier et gazier, laquelle baisse a été annulée en partie par une hausse des dotations dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a fléchi de 54 millions de dollars, la période de l'exercice précédent faisant étant d'une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 511 \$	1 543 \$	1 652 \$
Gestion de patrimoine (1)	601	706	706
Marchés des Capitaux	784	984	1 339
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	–	2
Services de soutien généraux et autres	–	16	17
Total du montant brut des prêts douteux	2 896 \$	3 249 \$	3 716 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	563 \$	611 \$	644 \$
Prêts de gros	467	405	502
Montant brut des prêts douteux	1 030	1 016	1 146
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	61 \$	76 \$	43 \$
Prêts de gros	978	1 243	1 746
Montant brut des prêts douteux	1 039	1 319	1 789
Autres pays (2)			
Prêts de détail	335 \$	373 \$	348 \$
Prêts de gros	492	541	433
Montant brut des prêts douteux	827	914	781
Total du montant brut des prêts douteux	2 896 \$	3 249 \$	3 716 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	3 249 \$	3 559 \$	3 703 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	494	601	834
Remboursements nets (3)	(225)	(220)	(348)
Montants radiés	(351)	(354)	(477)
Autres (3), (4)	(271)	(337)	4
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 896 \$	3 249 \$	3 716 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (5)			
Ratio total du montant brut des prêts douteux	0,53 %	0,59 %	0,70 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,37 %	0,39 %	0,43 %
Services bancaires canadiens	0,25 %	0,25 %	0,28 %
Services bancaires dans les Antilles	6,28 %	6,87 %	7,48 %
Gestion de patrimoine	1,17 %	1,36 %	1,44 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,65 %	0,72 %	0,40 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés acquis	0,52 %	0,64 %	1,04 %
Marchés des Capitaux	0,94 %	1,18 %	1,53 %

(1) Y compris 268 millions de dollars (331 millions au 30 avril 2017; 508 millions au 31 juillet 2016) relativement à des prêts dépréciés acquis. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations.

(5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le montant brut total des prêts douteux s'est replié de 820 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux total s'est amélioré de 17 points de base pour se fixer à 53 points de base, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des prêts douteux dans les portefeuilles des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. En outre, le montant brut total des prêts douteux incluait des prêts dépréciés acquis de 268 millions de dollars en lien avec City National, ce qui a contribué à hauteur de 5 points de base au ratio du montant brut des prêts douteux. Pour en savoir davantage sur les prêts dépréciés acquis, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 141 millions de dollars, ou 9 %, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux s'est amélioré de 6 points de base pour atteindre 37 points de base, en raison surtout des remboursements dans nos portefeuilles de prêts des Antilles et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été annulés en partie par une augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts commerciaux du Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 105 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout d'une diminution des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et de l'incidence du change.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 555 millions de dollars par suite essentiellement de la réduction des prêts douteux et des remboursements dans le secteur pétrolier et gazier. L'incidence du change a également contribué à cette baisse.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le montant brut total des prêts douteux a fléchi de 353 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio correspondant, soit 53 points de base, s'est amélioré de 6 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 32 millions de dollars, et le ratio correspondant de 37 points de base s'est amélioré de 2 points de base par rapport au trimestre précédent, ce qui est attribuable essentiellement à l'incidence du change, de même qu'aux remboursements dans nos portefeuilles de prêts commerciaux des Antilles. Ces facteurs ont été annulés en partie par une augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts commerciaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a fléchi de 105 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). L'incidence du change a également contribué à cette baisse.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 200 millions de dollars, ou 20 %, par suite surtout de l'incidence du change ainsi que de la diminution des prêts douteux dans le secteur pétrolier et gazier.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 juillet 2016
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	484 \$	494 \$	513 \$
Gestion de patrimoine (1)	91	93	65
Marchés des Capitaux	243	241	173
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	–	2
Services de soutien généraux et autres	–	1	–
Total de la provision pour prêts douteux	818 \$	829 \$	753 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	143 \$	145 \$	151 \$
Prêts de gros	128	121	127
Provision pour prêts douteux	271	266	278
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	238	209	177
Provision pour prêts douteux	239	210	178
Autres pays (2)			
Prêts de détail	163 \$	180 \$	168 \$
Prêts de gros	145	173	129
Provision pour prêts douteux	308	353	297
Total de la provision pour prêts douteux	818 \$	829 \$	753 \$
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 509	1 520	1 515
Total de la provision pour pertes sur créances	2 327 \$	2 349 \$	2 268 \$

(1) Depuis le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 59 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt en raison surtout de la hausse de la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, annulée en partie par une réduction de la provision pour pertes sur créances dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait que la baisse de la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine a été neutralisée en partie par une hausse de la provision pour pertes sur créances dans le secteur Marchés des Capitaux.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en périodes de tensions (« VAR en période de tensions »). Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2016.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2016.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2017				30 avril 2017		31 juillet 2016	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Capitaux propres	8 \$	14 \$	26 \$	7 \$	13 \$	13 \$	11 \$	14 \$
Change	4	5	6	3	4	4	4	4
Marchandises	2	3	6	2	3	4	3	3
Taux d'intérêt (1)	16	18	25	15	18	18	22	19
Risque de crédit spécifique (2)	4	4	5	4	4	4	4	5
Effet de diversification (3)	(17)	(20)	(27)	(13)	(15)	(18)	(19)	(16)
VAR liée à la gestion du risque de marché	17 \$	24 \$	35 \$	17 \$	27 \$	25 \$	25 \$	29 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	53 \$	59 \$	95 \$	40 \$	47 \$	50 \$	56 \$	70 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2017				31 juillet 2016	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Capitaux propres	8 \$	13 \$	26 \$	7 \$	11 \$	18 \$
Change	4	4	6	3	4	5
Marchandises	2	3	6	2	3	3
Taux d'intérêt (1)	16	17	25	13	22	22
Risque de crédit spécifique (2)	4	4	5	4	4	5
Effet de diversification (3)	(17)	(17)	(27)	(12)	(19)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	17 \$	24 \$	35 \$	17 \$	25 \$	35 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	53 \$	55 \$	95 \$	38 \$	56 \$	93 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille. La diversification n'est pas significative lorsqu'elle est appliquée aux niveaux haut et bas du trimestre.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 24 millions de dollars, en baisse de 5 millions, la période correspondante de l'exercice précédent faisant état d'une intensification des activités des clients en raison de la volatilité des marchés dans la foulée du Brexit. Le bas niveau de la VAR de 17 millions de dollars au 31 juillet 2017 en regard de la période correspondante un an plus tôt est attribuable à une diminution de la volatilité des marchés, comme il a été déjà mentionné, et à l'incidence du change.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 59 millions de dollars, en baisse de 11 millions par rapport à il y a un an, surtout à cause de la réduction des produits titrisés dans certains portefeuilles d'activités de négociation existants et de marchés moins volatils, tel qu'indiqué plus haut.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 24 millions de dollars, pratiquement inchangée par rapport au trimestre précédent, du fait du maintien d'une faible exposition depuis le dernier trimestre. La VAR de 17 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 a été la plus basse de 2017, en raison notamment de l'incidence du change, tel qu'indiqué plus haut. Elle coïncide également avec le risque lié aux actions approchant de son plus bas niveau du trimestre.

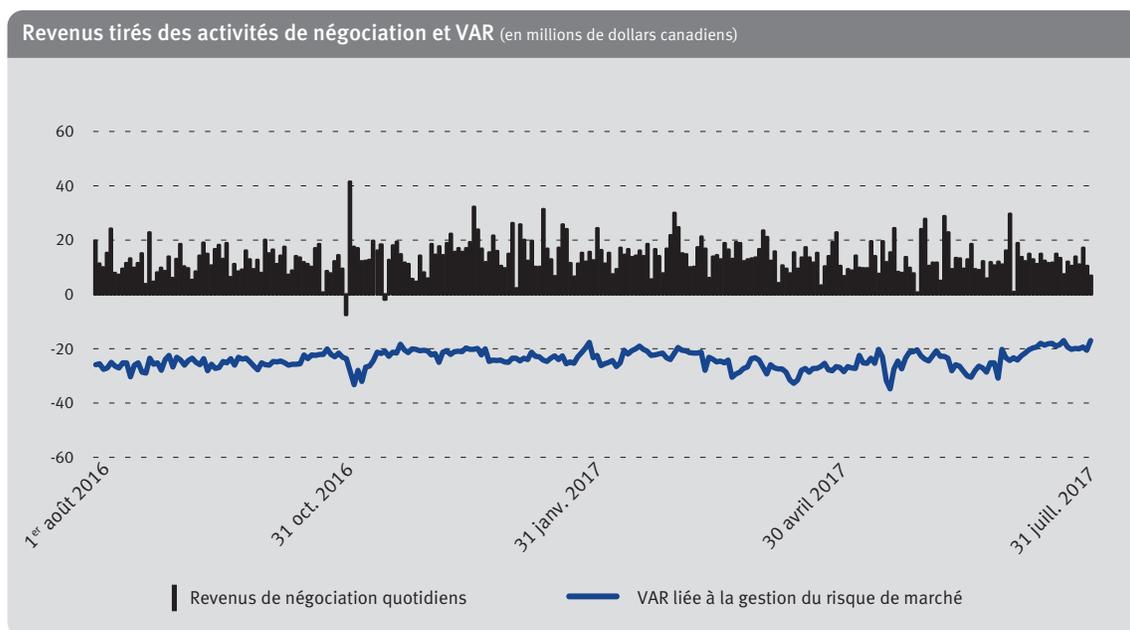
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 59 millions de dollars, en hausse de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'activité des clients dans les portefeuilles de dérivés sur actions.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 24 millions de dollars, en baisse de 11 millions par rapport à un an plus tôt, en raison de la réduction des titres à revenu fixe et des produits titrisés au cours de l'exercice 2016 et du maintien de ce bas niveau en 2017. La diminution du risque lié aux capitaux propres a également contribué à la baisse.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 55 millions de dollars, en baisse de 38 millions par rapport à il y a un an, reflétant surtout les facteurs indiqués plus haut dans le paragraphe sur la moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché, de même que l'activité de couverture des portefeuilles d'actions.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Au cours du trimestre, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette, tout comme au deuxième trimestre de 2017. Au troisième trimestre de 2016, nous avons subi des pertes de négociation nettes de 4 millions de dollars un jour durant le trimestre.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2017, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,3 milliards de dollars, inchangés par rapport à la clôture du trimestre précédent, et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 7,3 milliards de dollars à l'appui des passifs, en hausse par rapport à 7,1 milliards à la clôture du dernier trimestre.

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2017						30 avril 2017		31 juillet 2016	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 271)\$	(54)\$	(1 325)\$	208 \$	171 \$	379 \$	(1 208)\$	471 \$	(1 187)\$	449 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 038	(285)	753	(345)	(201)	(546)	655	(577)	496	(450)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 juillet 2017, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 546 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 577 millions à la clôture du trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base à la fin de la période close le 31 juillet 2017 aurait eu une incidence négative de 1 325 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en hausse par rapport à 1 208 millions à la clôture du trimestre précédent. Les variations d'un trimestre à l'autre du profil de risque s'expliquent essentiellement par une augmentation des actifs à taux fixe. Au cours du troisième trimestre de 2017, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 71 milliards de dollars au 31 juillet 2017, contre 72 milliards au 30 avril 2017. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente principalement à des fins de placement, ainsi que pour gérer le risque de liquidité et couvrir le risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 juillet 2017, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 11,4 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 24,9 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un point de base des écarts de taux. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 juillet 2017 s'établissait à 49,3 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,3 milliard de dollars au 31 juillet 2017, en baisse comparativement à 1,5 milliard à la clôture du trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 2,5 milliards de dollars au 31 juillet 2017, en baisse par rapport à 4,3 milliards à la clôture du trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,9 milliards de dollars au 31 juillet 2017, en baisse par rapport à 3,3 milliards à la clôture du trimestre précédent.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 1,8 milliard de dollars au 31 juillet 2017, en hausse par rapport à 1,5 milliard de dollars au 30 avril 2017, et des passifs dérivés de 1,3 milliard de dollars au 31 juillet 2017, en baisse par rapport à 1,7 milliard à la clôture du trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements, représentait un montant de 8,0 millions de dollars au 31 juillet 2017, contre 6,1 millions au 30 avril 2017.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, afin de gérer les risques liés aux activités autres que de négociation. Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés s'établissaient à 0,7 milliard de dollars au 31 juillet 2017 pour ces transactions, en baisse par rapport à 2,8 milliards au 30 avril 2017, et les passifs dérivés se chiffraient à 1,6 milliard de dollars au 31 juillet 2017, inchangés par rapport à la clôture du trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2016.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2017			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	24 302 \$	15 719 \$	8 583 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	36 098	21 270	14 828	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	128 740	121 354	7 386	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	85 430	–	85 430	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	208 669	204 600	4 069	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	379 869	7 131	372 738	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	156 401	4 413	151 988	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 236)	–	(2 236)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	1 077	–	1 077	Taux d'intérêt
Dérivés	105 833	103 304	2 529	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	71 123	22 509	48 614	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 741			
Total de l'actif	1 201 047 \$	500 300 \$	695 006 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	778 618 \$	75 265 \$	703 353 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	1 077	–	1 077	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 512	40 512	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	121 980	121 980	–	Taux d'intérêt
Dérivés	104 203	101 265	2 938	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	65 186	22 407	42 779	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 200	–	9 200	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	7 410			
Total du passif	1 128 186 \$	361 429 \$	759 347 \$	
Total des capitaux propres	72 861 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 201 047 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 068 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 515 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 14 828 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 386 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 70 622 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 14 808 millions de dollars. Une tranche de 64 129 millions de dollars du total des titres disponibles à la vente est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 977 millions de dollars sont détenus par RBC Assurances, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 19 324 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 4 069 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 372 488 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 250 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 150 490 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 498 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 46 171 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 443 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 5 741 millions de dollars au titre des locaux et du matériel.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 627 297 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 76 056 millions de dollars est prise en compte dans les autres contrôles des risques.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 965 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 32 814 millions de dollars utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 410 millions de dollars.

Au 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	30 518 \$	21 499 \$	9 019 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	25 875	12 686	13 189	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	132 370	125 226	7 144	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	87 035	–	87 035	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	216 931	216 658	273	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	374 168	10 375	363 793	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	160 352	4 404	155 948	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 258)	–	(2 258)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	1 096	–	1 096	Taux d'intérêt
Dérivés	100 763	96 422	4 341	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	69 755	23 801	45 954	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 314			
Total de l'actif	1 202 919 \$	511 071 \$	685 534 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	785 583 \$	77 213 \$	708 370 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	1 096	–	1 096	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	37 331	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	127 955	127 955	–	Taux d'intérêt
Dérivés	99 031	95 682	3 349	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	59 938	19 813	40 125	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 646	–	9 646	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	9 171			
Total du passif	1 129 751 \$	357 994 \$	762 586 \$	
Total des capitaux propres	73 168 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 202 919 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 497 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 522 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 13 189 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 144 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 71 683 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 15 352 millions de dollars. Une tranche de 64 482 millions de dollars du total des titres disponibles à la vente est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 896 millions de dollars sont détenus par RBC Assurances, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 20 657 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 273 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 363 514 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 279 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 154 466 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 482 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 516 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 438 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 6 314 millions de dollars au titre des locaux et du matériel.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 651 222 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 57 148 millions de dollars est prise en compte dans les autres contrôles des risques.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 921 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 204 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 9 171 millions de dollars.

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est conçu de manière à nous assurer que nous disposons de suffisamment de liquidités pour satisfaire à nos engagements actuels et éventuels dans des conditions commerciales normales et dans des périodes de tensions. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre goût du risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Fed, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Ils représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la considérons pas pour le calcul de notre réserve de liquidités.

Réserve de liquidités

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2017				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	43 517 \$	– \$	43 517 \$	1 576 \$	41 941 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 472	–	2 472	123	2 349
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	319 135	27 915	347 050	197 463	149 587
Autres titres	136 398	40 481	176 879	71 650	105 229
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	452	–	452	–	452
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	11 915	–	11 915	–	11 915
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	92 378	–	92 378	–	92 378
Autres actifs liquides (6)	20 378	–	20 378	20 378	–
Total des actifs liquides	626 645 \$	68 396 \$	695 041 \$	291 190 \$	403 851 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	39 388 \$	– \$	39 388 \$	2 175 \$	37 213 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 495	–	2 495	261	2 234
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	319 742	26 437	346 179	202 457	143 722
Autres titres	145 968	42 672	188 640	68 225	120 415
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	583	–	583	–	583
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 993	–	13 993	–	13 993
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	90 989	–	90 989	–	90 989
Autres actifs liquides (6)	22 369	–	22 369	22 369	–
Total des actifs liquides	635 527 \$	69 109 \$	704 636 \$	295 487 \$	409 149 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2017	30 avril 2017
Banque Royale du Canada	205 610 \$	206 435 \$
Succursales à l'étranger	65 130	63 929
Filiales	133 111	138 785
Total des actifs liquides non grevés	403 851 \$	409 149 \$

- (1) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque et des garanties reçues par l'entremise de conventions de revente.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Inclut les titres à enchères.
- (4) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (Federal Reserve Bank). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (5) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (6) Représente les garanties dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés des capitaux; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier la composition de l'actif liquide utilisé dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le total des actifs liquides a diminué de 10 milliards de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement des variations des taux de change au cours du trimestre.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des valeurs mobilières et des autres actifs, et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des titres négociables. Au 31 juillet 2017, nos actifs disponibles à titre de garantie non grevés comptaient pour 33 % du total de nos actifs (34 % au 30 avril 2017).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 juillet 2017					30 avril 2017				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	1 576 \$	22 726 \$	– \$	24 302 \$	– \$	2 175 \$	28 343 \$	– \$	30 518 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	123	35 975	–	36 098	–	261	25 614	–	25 875
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	57 605	–	69 723	1 412	128 740	53 063	–	78 383	924	132 370
Titres disponibles à la vente	2 333	–	80 013	3 084	85 430	3 309	–	79 954	3 772	87 035
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	218 315	–	93 541	14 017	325 873	223 039	–	94 416	15 850	333 305
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	34 006	–	32 767	–	66 773	35 585	–	34 746	–	70 331
Prêts hypothécaires	41 150	–	13 080	143 580	197 810	41 094	–	14 312	134 236	189 642
Prêts autres qu'hypothécaires	8 590	–	65 339	41 357	115 286	10 315	–	65 569	38 311	114 195
Prêts de gros	3 689	–	27 857	124 855	156 401	3 705	–	25 984	130 663	160 352
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 236)	(2 236)	–	–	–	(2 258)	(2 258)
Actifs nets des fonds distincts	–	–	–	1 077	1 077	–	–	–	1 096	1 096
Autres – Dérivés	–	–	–	105 833	105 833	–	–	–	100 763	100 763
– Autres (5)	20 378	–	–	56 486	76 864	22 369	–	–	53 700	76 069
Total de l'actif	386 066 \$	1 699 \$	441 021 \$	489 465 \$	1 318 251 \$	392 479 \$	2 436 \$	447 321 \$	477 057 \$	1 319 293 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté imposées par les banques centrales.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.

(5) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2017, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 516 milliards de dollars, ou 55 % du total du financement (520 milliards, ou 54 %, au 30 avril 2017). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

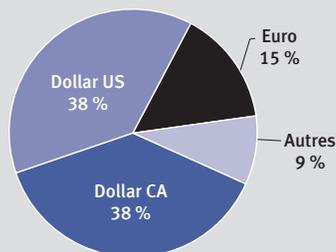
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars américains Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars américains ⁽¹⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars américains Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros. En raison de l'édiction de la Regulation AB II de la SEC aux États-Unis en date du 23 novembre 2016, nous ne sommes plus en mesure d'émettre de nouvelles séries d'obligations sécurisées inscrites à la SEC dans le cadre du programme actuel.

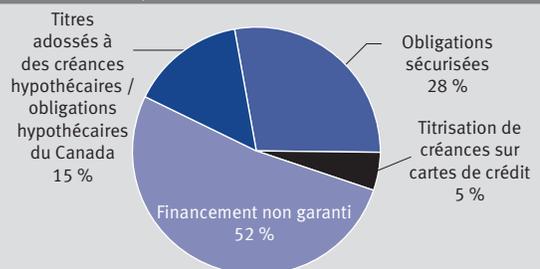
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par monnaie d'émission (140 milliards de dollars au 31 juillet 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par produit (140 milliards de dollars au 31 juillet 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance :

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2017							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Total partiel	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	3 015 \$	71 \$	– \$	25 \$	3 111 \$	– \$	– \$	3 111 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 083	8 107	8 450	15 240	35 880	418	–	36 298
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 545	1 881	2 307	4 777	10 510	–	–	10 510
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	32	4 206	2 552	13 533	20 323	21 815	34 794	76 932
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	58	252	365	1 302	1 977	1 927	6 243	10 147
Titrisation de prêts hypothécaires	–	783	571	1 868	3 222	4 500	12 675	20 397
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	3 743	2 626	3 037	9 406	10 748	26 583	46 737
Passif subordonné	–	–	–	–	–	1 000	8 272	9 272
Autres ⁽⁷⁾	4 259	1 523	930	33	6 745	12	5 189	11 946
Total	12 992 \$	20 566 \$	17 801 \$	39 815 \$	91 174 \$	40 420 \$	93 756 \$	225 350 \$
Comprend :								
– Financement garanti	3 894 \$	7 575 \$	5 504 \$	9 682 \$	26 655 \$	15 248 \$	39 258 \$	81 161 \$
– Financement non garanti	9 098	12 991	12 297	30 133	64 519	25 172	54 498	144 189

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Total partiel	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	7 349 \$	173 \$	48 \$	14 \$	7 584 \$	– \$	– \$	7 584 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	1 100	6 876	13 145	10 726	31 847	639	–	32 486
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 211	2 319	3 904	3 015	10 449	–	–	10 449
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	44	2 307	4 458	6 218	13 027	26 356	40 488	79 871
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	115	240	338	1 246	1 939	2 112	7 124	11 175
Titrisation de prêts hypothécaires	–	651	783	1 881	3 315	4 545	12 546	20 406
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	1 843	4 095	4 529	10 467	11 121	29 386	50 974
Passif subordonné	–	123	–	–	123	–	9 509	9 632
Autres ⁽⁷⁾	2 344	1 432	1 432	914	6 122	12	5 079	11 213
Total	12 163 \$	15 964 \$	28 203 \$	28 543 \$	84 873 \$	44 785 \$	104 132 \$	233 790 \$
Comprend :								
– Financement garanti	2 793 \$	6 081 \$	8 782 \$	9 425 \$	27 081 \$	15 666 \$	41 931 \$	84 678 \$
– Financement non garanti	9 370	9 883	19 421	19 118	57 792	29 119	62 201	149 112

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 3 518 millions de dollars (2 850 millions au 30 avril 2017), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 403 millions de dollars (3 483 millions au 30 avril 2017) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 5 025 millions de dollars (4 880 millions au 30 avril 2017).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau ci-après présente nos principales notations⁽¹⁾ :

Notations

	Au 22 août 2017		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's (2)	P-1	A1	négative
Standard & Poor's (3)	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings (4)	F1+	AA	négative
DBRS (5)	R-1 (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Le 10 mai 2017, Moody's a abaissé d'un cran la notation de notre dette de premier rang à long terme, tout comme celle de nos homologues canadiens (grandes banques), et ce, en raison des modifications qu'elle a apportées au profil macroéconomique du Canada. Par ailleurs, Moody's a confirmé notre perspective négative.
- (3) Le 6 juin 2016, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.
- (4) Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.
- (5) Le 31 juillet 2017, DBRS a révisé notre perspective en la faisant passer de négative à stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Au					
	31 juillet 2017			30 avril 2017		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	81 \$	96 \$	277 \$	307 \$	119 \$	306 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	245	69	–	276	65	–

(1) Comprennent les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2017		le 30 avril 2017	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité		204 460		197 162
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> ⁽³⁾	233 326	18 192	231 401	18 162
<i>Dépôts moins stables</i>	73 440	2 203	71 116	2 133
<i>Dépôts moins stables</i>	159 885	15 989	160 285	16 028
Financement de gros non garanti, dont :	246 929	105 432	240 059	102 723
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> ⁽⁴⁾	109 122	26 354	106 249	25 601
<i>Dépôts non opérationnels</i>	122 362	63 633	118 011	61 323
<i>Dettes non garanties</i>	15 445	15 445	15 799	15 799
Financement de gros garanti		21 972		24 104
Exigences supplémentaires, dont :	234 702	72 463	228 674	68 832
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	63 137	39 326	60 723	37 195
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 600	6 600	6 144	6 144
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	164 965	26 537	161 807	25 492
Autres obligations de financement contractuelles ⁽⁵⁾	36 770	36 770	31 689	31 689
Autres obligations de financement conditionnelles ⁽⁶⁾	444 920	6 928	445 906	6 904
Total des sorties de trésorerie		261 758		252 414
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	140 635	31 772	137 709	36 084
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	11 293	7 375	10 421	6 957
Autres entrées de trésorerie	53 210	53 210	49 133	49 133
Total des entrées de trésorerie		92 356		92 174
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		204 460		197 162
Total des sorties de trésorerie nettes		169 401		160 239
Ratio de liquidité à court terme		121 %		123 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes (61 positions quotidiennes pour le trimestre clos le 30 avril 2017).
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnel, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnel comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 81 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, selon la direction, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

La moyenne du ratio de liquidité à court terme de 121 % pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 a diminué par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui représente un excédent d'environ 35 milliards de dollars. La variation est principalement attribuable à la croissance attendue des éléments au bilan et à l'optimisation de la trésorerie excédentaire.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2017									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	58 314 \$	7 \$	210 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 869 \$	60 400 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	93 389	31	15	22	3	89	53	6 058	29 080	128 740
Titres disponibles à la vente	2 104	3 849	1 609	3 848	1 287	8 811	24 437	38 053	1 432	85 430
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	103 773	47 641	13 377	13 700	15 507	8 021	23	–	6 627	208 669
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	13 497	15 484	21 322	23 767	29 343	103 006	201 068	39 710	86 837	534 034
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 034	5 161	44	–	–	1	5	–	1	15 246
Dérivés	7 494	9 546	6 390	4 076	2 782	9 720	22 089	43 732	4	105 833
Autres actifs financiers	30 264	658	525	155	47	138	109	1 311	1 509	34 716
Total des actifs financiers	318 869 \$	82 377 \$	43 492 \$	45 568 \$	48 969 \$	129 786 \$	247 784 \$	128 864 \$	127 359 \$	1 173 068 \$
Autres actifs non financiers	1 710	1 045	460	459	112	773	3 857	836	18 727	27 979
Total de l'actif	320 579 \$	83 422 \$	43 952 \$	46 027 \$	49 081 \$	130 559 \$	251 641 \$	129 700 \$	146 086 \$	1 201 047 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	45 790 \$	25 041 \$	25 481 \$	28 983 \$	36 180 \$	36 881 \$	45 036 \$	13 643 \$	426 905 \$	683 940 \$
Emprunts garantis	1 677	3 413	4 559	4 554	3 623	9 465	20 331	7 379	–	55 001
Obligations sécurisées	–	3 116	1 887	1 111	1 284	8 814	22 271	1 194	–	39 677
Autres										
Acceptations	10 034	5 161	44	–	–	1	5	–	1	15 246
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 512	–	–	–	–	–	–	–	–	40 512
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	76 540	26 900	11 008	–	15	–	12	–	7 505	121 980
Dérivés	8 059	9 464	6 353	4 002	3 919	10 712	19 315	42 366	13	104 203
Autres passifs financiers	27 447	1 028	408	218	246	133	1 246	2 593	452	33 771
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	305	8 895	–	9 200
Total des passifs financiers	210 059 \$	74 123 \$	49 740 \$	38 868 \$	45 267 \$	66 006 \$	108 521 \$	76 070 \$	434 876 \$	1 103 530 \$
Autres passifs non financiers	842	699	2 963	239	279	2 482	859	8 740	7 553	24 656
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	72 861	72 861
Total du passif et des capitaux propres	210 901 \$	74 822 \$	52 703 \$	39 107 \$	45 546 \$	68 488 \$	109 380 \$	84 810 \$	515 290 \$	1 201 047 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	240 \$	854 \$	3 551 \$	1 495 \$	2 801 \$	1 810 \$	5 569 \$	1 555 \$	45 \$	17 920 \$
Engagements en vertu de baux	61	122	181	175	173	694	1 474	2 755	–	5 635
Engagements de crédit	3 563	3 132	10 288	9 696	11 620	28 744	132 859	15 616	4 828	220 346
Autres engagements liés au crédit	702	676	1 196	1 356	1 507	479	669	213	95 654	102 452
Autres engagements	300	237	–	–	–	–	–	–	438	975
Total des éléments hors bilan	4 866 \$	5 021 \$	15 216 \$	12 722 \$	16 101 \$	31 727 \$	140 571 \$	20 139 \$	100 965 \$	347 328 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	54 372 \$	13 \$	23 \$	200 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 785 \$	56 393 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 293	–	25	12	20	62	56	5 969	29 933	132 370
Titres disponibles à la vente	1 864	2 799	1 771	1 953	4 121	8 480	25 081	39 366	1 600	87 035
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	91 678	54 200	25 567	14 477	15 648	7 999	36	–	7 326	216 931
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 261	18 250	21 575	21 379	24 727	107 157	197 165	40 701	86 047	532 262
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 350	5 120	23	–	–	–	6	–	–	14 499
Dérivés	5 832	7 920	4 839	5 050	3 528	10 240	21 919	41 435	–	100 763
Autres actifs financiers	28 544	830	454	226	67	99	146	180	1 732	32 278
Total des actifs financiers	303 194 \$	89 132 \$	54 277 \$	43 297 \$	48 111 \$	134 037 \$	244 409 \$	127 651 \$	128 423 \$	1 172 531 \$
Autres actifs non financiers	1 663	1 071	136	968	75	1 198	3 550	2 148	19 579	30 388
Total de l'actif	304 857 \$	90 203 \$	54 413 \$	44 265 \$	48 186 \$	135 235 \$	247 959 \$	129 799 \$	148 002 \$	1 202 919 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	37 401 \$	24 355 \$	31 866 \$	25 251 \$	28 232 \$	44 808 \$	51 692 \$	14 712 \$	427 516 \$	685 833 \$
Emprunts garantis	1 229	6 302	5 178	3 862	3 902	9 315	21 333	7 078	–	58 199
Obligations sécurisées	–	–	3 407	1 923	1 119	9 012	23 322	2 768	–	41 551
Autres										
Acceptations	9 350	5 120	23	–	–	–	6	–	–	14 499
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	–	–	–	–	–	–	–	–	37 331
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu des conventions de rachat et aux titres prêtés	73 424	45 487	1 201	–	245	9	13	–	7 576	127 955
Dérivés	7 105	8 327	4 408	5 073	3 478	10 771	21 720	38 132	17	99 031
Autres passifs financiers	24 033	1 176	446	199	243	148	1 097	3 738	422	31 502
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	115	9 531	–	9 646
Total des passifs financiers	189 873 \$	90 767 \$	46 529 \$	36 308 \$	37 219 \$	74 063 \$	119 298 \$	75 959 \$	435 531 \$	1 105 547 \$
Autres passifs non financiers	773	655	140	2 043	258	2 492	816	8 711	8 316	24 204
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	73 168	73 168
Total du passif et des capitaux propres	190 646 \$	91 422 \$	46 669 \$	38 351 \$	37 477 \$	76 555 \$	120 114 \$	84 670 \$	517 015 \$	1 202 919 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	723 \$	2 413 \$	1 142 \$	3 720 \$	1 828 \$	1 597 \$	6 244 \$	974 \$	65 \$	18 706 \$
Engagements en vertu de baux	63	126	188	184	179	709	1 574	2 957	–	5 980
Engagements de crédit	2 664	5 339	11 046	8 965	11 425	32 307	140 087	16 582	6 944	235 359
Autres engagements liés au crédit	379	884	1 094	1 178	1 459	795	733	285	101 178	107 985
Autres engagements	694	–	237	–	–	–	–	–	428	1 359
Total des éléments hors bilan	4 523 \$	8 762 \$	13 707 \$	14 047 \$	14 891 \$	35 408 \$	148 638 \$	20 798 \$	108 615 \$	369 389 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2016. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2017.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment déjà aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1^{er} janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1^{er} janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2017, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 72 %, 77 % et 81 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de fonds propres d'ici 2019.

Nous sommes tenus d'inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car nous avons été désignés, en 2013, comme « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous. En outre, depuis le premier trimestre de 2017, le BSIF applique les exigences du CBCB relatives à la réserve de fonds propres anticyclique, dont le calcul correspond à la moyenne pondérée des réserves existant dans les territoires où les banques ont un risque de crédit. Au 31 juillet 2017, l'effet de la réserve anticyclique sur nos exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires était négligeable.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III :

Ratios de fonds propres et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III				Ratio minimal, y compris la réserve de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (2)	Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 juillet 2017	Ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris la réserve de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,9 %	✓
Fonds propres de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	12,4 %	✓
Total des fonds propres	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,4 %	✓
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,4 %	✓

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne les fonds propres pondérés en fonction des risques et il a pris effet le 1^{er} janvier 2016.

Les tableaux qui suivent présentent des détails sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

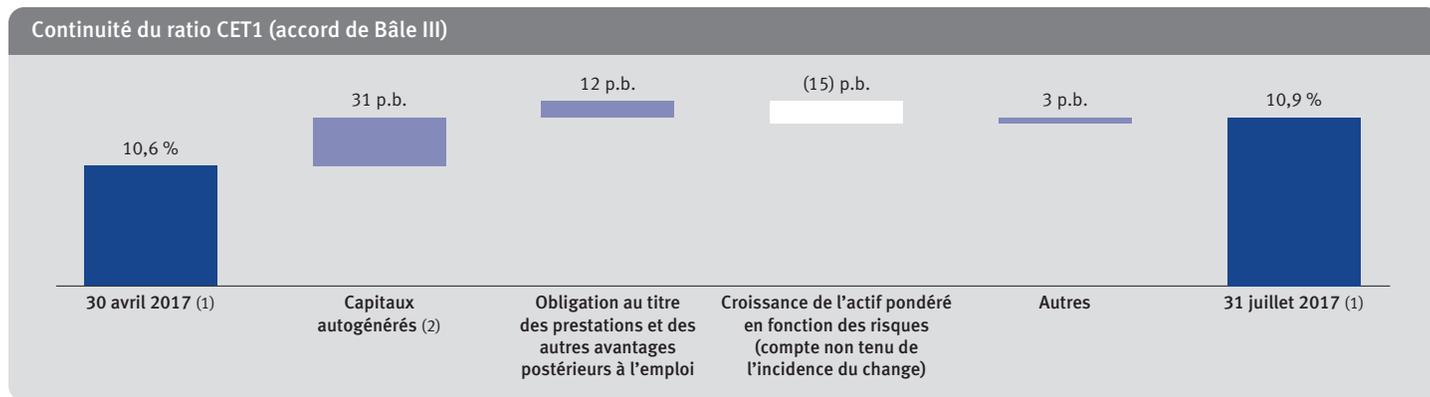
	Au			
	31 juillet 2017	30 avril 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)				
Fonds propres (1)				
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	49 608 \$	49 598 \$	48 181 \$	46 425 \$
Fonds propres de première catégorie	56 687	56 686	55 270	53 505
Total des fonds propres	65 820	66 235	64 950	63 205
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio CET1	456 739	469 718	447 436	442 581
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	457 515	470 528	448 662	443 945
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	458 136	471 176	449 712	445 114
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend (1) :				
Risque de crédit	372 568 \$	385 065 \$	369 751 \$	363 546 \$
Risque de marché	27 437	28 429	23 964	26 438
Risque opérationnel	58 131	57 682	55 997	55 130
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	458 136 \$	471 176 \$	449 712 \$	445 114 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1), (3)				
Ratio CET1	10,9 %	10,6 %	10,8 %	10,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,4 %	12,0 %	12,3 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres	14,4 %	14,1 %	14,4 %	14,2 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 286,6 \$	1 311,7 \$	1 265,1 \$	1 270,4 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III (méthode « tout-compris »). Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

(2) Pour l'exercice 2017, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation liée au crédit sont respectivement de 72 %, 77 % et 81 %. Pour l'exercice 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation liée au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres étaient respectivement de 64 %, de 71 % et de 77 %.

(3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio CET1, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,4 %, 12,5 %, 14,4 % et 4,5 %, respectivement, au 31 juillet 2017. La base transitoire prévoit le calcul des fonds propres en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,4 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est chiffré à 10,9 %, en hausse de 30 points de base par rapport au trimestre précédent, qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et l'effet de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, qui reflète essentiellement la croissance des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a diminué de 13 milliards de dollars en raison de l'incidence du change, baisse atténuée par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, surtout à l'égard des prêts.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie s'est établi à 12,4 %, ce qui représente une hausse de 40 points de base qui découle surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués précédemment.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,4 % représente une hausse de 30 points de base qui découle surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués précédemment.

Notre ratio de levier de 4,4 % est en hausse de 10 points de base par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés, par l'incidence du change et par l'effet de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une exposition accrue du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change) surtout au chapitre des prêts, de la trésorerie et des dépôts, des titres ainsi que de la mise en pension de titres.

Troisième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Notre ratio CET1 est en hausse de 10 points de base par rapport au 31 octobre 2016, ce qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et l'effet de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les rachats d'actions, la mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises, de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, ce qui reflète la croissance des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a augmenté de 9 milliards de dollars à cause surtout d'une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises, de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, surtout au chapitre des prêts et des portefeuilles liés au risque de marché. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie a affiché une hausse de 10 points de base, en raison surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués précédemment.

Notre ratio du total des fonds propres n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des capitaux autogénérés et de l'effet de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les rachats d'actions, une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises, l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, reflétant essentiellement la croissance des activités.

Notre ratio de levier est demeuré stable, surtout en raison des capitaux autogénérés et de l'effet de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Ces facteurs ont été neutralisés par les rachats d'actions et l'exposition accrue du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change), surtout au chapitre de la mise en pension de titres, des prêts ainsi que de la trésorerie et des dépôts.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie				
Activités liées aux actions ordinaires				
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	643	42 \$	2 861	188 \$
Rachetées à des fins d'annulation (2)	–	–	(30 321)	(368)
Fonds propres de deuxième catégorie				
Rachat des débiteures subordonnées du 26 juin 2037		119		119

- (1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
(2) Selon la valeur comptable.

Le 9 mars 2017, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto a approuvé le lancement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires à compter du 14 mars 2017, et ce, jusqu'au 10 mars 2018, ou plus tôt si le rachat de la totalité des actions autorisé selon l'offre publique est terminé avant cette date. Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York, d'autres bourses désignées et d'autres systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat. Les rachats peuvent également être effectués par d'autres moyens autorisés par la Bourse de Toronto et les lois sur les valeurs mobilières applicables, y compris les programmes de rachat d'actions particuliers aux termes d'ordres d'exemption émis par les autorités en valeurs mobilières applicables. Le prix des actions rachetées en vertu d'une exemption sera généralement inférieur au cours en vigueur sur les marchés au moment du rachat. Aucune action n'a été rachetée pour le trimestre clos le 31 juillet 2017. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, environ 30,3 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au total aux termes des programmes de notre offre publique de rachat. Le coût total des actions rachetées s'est établi à 2 588 millions de dollars, montant qui comprend une valeur comptable de 368 millions de dollars et une prime supplémentaire de 2 220 millions de dollars versée lors du rachat.

Le 26 juin 2017, nous avons racheté la totalité des 10 000 millions de yens de nos débiteures subordonnées à 2,86 % en circulation échéant le 26 juin 2037 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus à la date de rachat. Le rachat a été finalisé le 26 juin 2017.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2017		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation (1)	1 457 934	17 759 \$	0,87 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,16
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série C-1 (5)	82	107	13,75 \$ US
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions propres détenues – privilégiées	3	–	
Actions propres détenues – ordinaires	1 091	112	
Options sur actions			
En cours	9 932		
Exercibles	4 952		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 269	
Actions privilégiées		76	

- (1) Pour plus de détail au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 des états financiers résumés.
(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.
(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »).
(5) Représente 3 282 000 et 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-1 et de série C-2, respectivement. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-1 et de série C-2, respectivement.

Au 18 août 2017, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissait à 1 457 948 827 et à 9 916 636, respectivement, et le nombre d'actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 10 423 et à 1 110 906, respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère une banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 719 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 65,10 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 juillet 2017.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de fonds propres réglementaires de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, ce qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources en fonction d'autres facteurs.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2017	le 30 avril 2017	le 31 octobre 2016	le 31 juillet 2016
Risque de crédit	22 250 \$	21 000 \$	20 500 \$	20 550 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 100	3 100	3 000	3 200
Risque opérationnel	5 150	5 300	5 000	5 100
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 200	3 250	3 100	3 200
Risque d'assurance	650	650	600	650
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	15 500	15 800	15 750	15 900
Attribution de fonds propres réglementaires	11 450	10 800	8 800	8 200
Capital attribué	61 300 \$	59 900 \$	56 750 \$	56 800 \$
Capital non attribué	4 450	4 900	6 350	5 000
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	65 750 \$	64 800 \$	63 100 \$	61 800 \$

Troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017

Le capital attribué a augmenté de 1,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui rend compte essentiellement d'une hausse du risque de crédit découlant d'une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Information financière supplémentaire

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 73 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2017, contre 175 millions, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La baisse de 102 millions de dollars s'explique principalement par la vente de certains titres.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 537 millions de dollars au 31 juillet 2017.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans la Norme internationale d'information financière (IFRS) 13 *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2017				
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	128 740 \$	32 %	68 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente (1)	70 526	1	96	3	100
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	130 591	–	100	–	100
Prêts	4 588	–	85	15	100
Dérivés (2)	177 658	2	98	–	100
Passifs financiers					
Dépôts	104 105 \$	– %	100 %	– %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 512	54	46	–	100
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	115 657	–	100	–	100
Dérivés (2)	176 006	2	97	1	100

(1) Ne tient pas compte d'un montant de 96 millions de dollars de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

(2) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

IFRS 17 Contrats d'assurance (« IFRS 17 »)

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, qui établit une norme unique et complète fournissant des indications quant à la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance. En ce qui nous concerne, cette nouvelle norme sera appliquée le 1^{er} novembre 2021. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Obligations d'information prévues par le troisième pilier du CBCB

Le 29 mars 2017, le CBCB a publié la norme d'obligation d'information du troisième pilier intitulée *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé*. Les améliorations comprennent l'ajout d'un tableau de bord des principaux paramètres et un projet d'exigences de communication de l'information concernant les actifs hypothétiques pondérés en fonction des risques et calculés selon l'approche standardisée du cadre de Bâle. La norme comprend aussi un meilleur niveau de détail pour la divulgation d'ajustements d'évaluation prudents. Les améliorations rajoutent aussi des éléments au cadre du troisième pilier afin de refléter les réformes continues du contexte réglementaire, telles que le régime de capacité totale d'absorption des pertes applicable aux banques d'importance systémique mondiale, les exigences proposées sur le plan de la gestion du risque opérationnel proposé et la norme définitive sur le risque de marché. La norme regroupe aussi toutes les exigences d'information existantes selon le troisième pilier du cadre de Bâle, y compris les modèles de déclaration du ratio de levier et du ratio de liquidité. Ensemble, ces exigences d'information et les *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier (version révisée)* publiées en janvier 2015 forment l'unique cadre du troisième pilier.

En avril 2017, le BSIF a publié une ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique intérieure devaient se préparer à mettre en application les *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier (version révisée)* pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2018. La ligne directrice du BSIF portant sur la mise en place de la norme *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé* n'a pas encore été publiée. Nous nous attendons à ce qu'elle soit publiée en 2017.

Traitement des fonds propres proposé ou publié relativement aux modifications comptables

Le 29 mars 2017, le CBCB a publié une norme comportant le détail du traitement intermédiaire des provisions comptables en vertu du cadre de Bâle III relatif aux fonds propres réglementaires. La norme porte sur l'incidence des nouvelles exigences de comptabilisation des pertes sur créances attendues en vertu d'IFRS 9 *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplaceront les modèles fondés sur les pertes subies utilisés actuellement à des fins comptables. En ce qui nous concerne, IFRS 9 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2017. Pour plus de détails sur l'adoption d'IFRS 9, y compris les indications réglementaires pertinentes, se reporter à la rubrique Méthodes et estimations comptables critiques du rapport annuel 2016.

La norme maintient le même traitement des provisions comptables aux fins des fonds propres réglementaires selon l'approche standardisée et l'approche des notations internes jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée. Elle prévoit aussi des arrangements transitoires qui permettent une application progressive jusqu'à cinq ans de la nouvelle norme comptable sur les pertes sur créances attendues relativement aux fonds propres réglementaires, dans l'éventualité où les territoires individuels décideraient d'alléger les dispositions en matière de fonds propres.

Le 21 août 2017, le BSIF a publié un projet de consultation publique portant sur la révision des Normes de fonds propres (« NFP ») qui entreront en vigueur au premier trimestre de 2018. La ligne directrice des NFP proposées maintient le traitement réglementaire actuel des provisions comptables, conformément à la norme du CBCB. Elle ne prévoit explicitement aucun arrangement transitoire afin d'intégrer de manière progressive la nouvelle norme comptable sur les pertes de crédit attendues visant les fonds propres réglementaires; toutefois, le BSIF envisagera des mesures d'atténuation potentielles pour les banques dont la position de capital pourrait être considérablement touchée par l'adoption d'IFRS 9.

La ligne directrice des NFP proposée précise également que si une banque canadienne est désignée comme banque d'importance systémique mondiale, c'est le montant le plus élevé entre le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique mondiale qui sera utilisé.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2017, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant une présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2016, dans notre rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2017 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire (IFC).

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	65	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62, 235-237	–
	3	Risques principaux et risques émergents		54-56	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	58-59	101-105	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	–
	6	Culture à l'égard du risque		56-58	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		111	–
	8	Simulation de crise		59, 75	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	59	101-105	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	21-24
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	25
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		100-105	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	28
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		62-66	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	28
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		59, 64	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	51-52	83-85, 88-90	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	52, 55	85, 88	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	57-58	90-91	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	53-54	85-86	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	49-50	80-81	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	45-48	74-79	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		75	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		74-77	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	37-45	62-74, 175-178,	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	81-83	124-128	40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-66, 114-115, 146-147	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	33,37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		67	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		65	41
Autres	31	Autres types de risque		92-100	–
	32	Événements publics comportant des risques		95-98, 219-220	–

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	24 302 \$	14 929 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	36 098	27 851
Valeurs mobilières		
Titres détenus à des fins de transaction	128 740	151 292
Titres disponibles à la vente (note 4)	85 430	84 801
	214 170	236 093
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	208 669	186 302
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	379 869	369 470
Prêts de gros	156 401	154 369
	536 270	523 839
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 236)	(2 235)
	534 034	521 604
Actif net des fonds distincts	1 077	981
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	15 246	12 843
Dérivés	105 833	118 944
Locaux et matériel, montant net	2 646	2 836
Goodwill	10 733	11 156
Autres immobilisations incorporelles	4 421	4 648
Autres actifs	43 818	42 071
	182 697	192 498
Total de l'actif	1 201 047 \$	1 180 258 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	254 559 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	501 282	488 007
Banques	22 777	19 032
	778 618	757 589
Passif net au titre des fonds distincts	1 077	981
Autres		
Acceptations	15 246	12 843
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 512	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	121 980	103 441
Dérivés	104 203	116 550
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 331	9 164
Autres passifs	48 019	47 947
	339 291	340 314
Débiteures subordonnées (note 10)	9 200	9 762
Total du passif	1 128 186	1 108 646
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées	6 713	6 713
Actions ordinaires (émises – 1 459 025 180 et 1 484 234 375) (note 10)	17 871	17 859
Bénéfices non distribués	44 479	41 519
Autres composantes des capitaux propres	3 211	4 926
	72 274	71 017
Participations ne donnant pas le contrôle	587	595
Total des capitaux propres	72 861	71 612
Total du passif et des capitaux propres	1 201 047 \$	1 180 258 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
Revenu d'intérêt				
Prêts	4 691 \$	4 494 \$	13 769 \$	13 302 \$
Valeurs mobilières	1 207	1 180	3 658	3 502
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	829	464	2 130	1 314
Dépôts et autres	81	46	201	123
	6 808	6 184	19 758	18 241
Frais d'intérêt				
Dépôts et autres	1 672	1 385	4 689	4 046
Autres passifs	811	612	2 091	1 689
Débitures subordonnées	68	64	199	162
	2 551	2 061	6 979	5 897
Revenu net d'intérêt	4 257	4 123	12 779	12 344
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 009	1 534	2 954	4 044
Revenus tirés des activités de négociation	216	311	660	582
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 194	1 053	3 480	3 138
Revenus tirés des fonds communs de placement	788	728	2 282	2 142
Commissions de courtage en valeurs mobilières	330	352	1 089	1 079
Frais bancaires	450	443	1 325	1 309
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	537	524	1 595	1 367
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	281	189	744	747
Revenus sur cartes	245	227	722	669
Commissions de crédit	355	285	1 069	855
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	44	7	125	74
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées (note 6)	33	44	325	132
Autres	247	435	693	658
	5 729	6 132	17 063	16 796
Total des revenus	9 986	10 255	29 842	29 140
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	320	318	916	1 188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	643	1 210	1 916	3 027
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	3 385	3 079	9 889	9 169
Matériel	361	346	1 061	1 060
Frais d'occupation	383	387	1 186	1 162
Communications	250	240	712	667
Honoraires	326	279	846	766
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	255	250	758	713
Autres	475	510	1 427	1 401
	5 435	5 091	15 879	14 938
Bénéfice avant impôt	3 588	3 636	11 131	9 987
Impôt sur le résultat	792	741	2 499	2 072
Bénéfice net	2 796 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	2 783 \$	2 886 \$	8 599 \$	7 872 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	13	9	33	43
	2 796 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,86 \$	1,88 \$	5,69 \$	5,15 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,85	1,88	5,67	5,13
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87	0,81	2,57	2,41

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Bénéfice net	2 796 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	67	96	66	165
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(27)	5	(76)	(48)
	40	101	(10)	117
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(4 405)	1 301	(3 272)	(832)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 538	(426)	1 076	418
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	(10)	–
	(2 867)	875	(2 206)	(414)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	585	(120)	595	21
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(167)	50	(99)	(8)
	418	(70)	496	13
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	510	(432)	832	(1 102)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(20)	(87)	(265)	(232)
	490	(519)	567	(1 334)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 919)	387	(1 153)	(1 618)
Total du résultat global	877 \$	3 282 \$	7 479 \$	6 297 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	871 \$	3 270 \$	7 451 \$	6 254 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	6	12	28	43
	877 \$	3 282 \$	7 479 \$	6 297 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	50 \$	36 \$	39 \$	81 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(9)	2	(29)	(19)
Profits (pertes) de change latents	(9)	3	(7)	1
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	518	(138)	359	150
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	211	(44)	215	7
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(60)	18	(36)	(3)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	186	(156)	292	(397)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(8)	(33)	(102)	(89)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	879 \$	(312) \$	731 \$	(269) \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
en millions de dollars canadiens)														
Solde au 30 avril 2016	6 713 \$	17 883 \$	– \$	(87) \$	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33) \$	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$		
Variation des capitaux propres														
Capital social émis	–	38	–	–	–	–	–	–	–	38	–	38		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(247)	–	–	–	–	(292)	–	(292)		
Actions propres – vente	–	–	40	1 503	–	–	–	–	–	1 543	–	1 543		
Actions propres – achat	–	–	(41)	(1 517)	–	–	–	–	–	(1 558)	–	(1 558)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	–	(10)		
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 202)	–	–	–	–	(1 202)	–	(1 202)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(85)	–	–	–	–	(85)	–	(102)		
Autres	–	–	–	–	11	–	–	–	–	11	–	11		
Bénéfice net	–	–	–	–	2 886	–	–	–	–	2 886	9	2 895		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(519)	101	872	(70)	903	384	3	387		
Solde au 31 juillet 2016	6 713 \$	17 876 \$	(1) \$	(101) \$	40 424 \$	432 \$	4 013 \$	(103) \$	4 342 \$	69 253 \$	583 \$	69 836 \$		
Solde au 30 avril 2017	6 713 \$	17 717 \$	(1) \$	(10) \$	42 538 \$	290 \$	5 344 \$	(21) \$	5 613 \$	72 570 \$	598 \$	73 168 \$		
Variations des capitaux propres														
Capital social émis	–	42	–	–	–	–	–	–	–	42	–	42		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Actions propres – vente	–	–	38	1 099	–	–	–	–	–	1 137	–	1 137		
Actions propres – achat	–	–	(37)	(977)	–	–	–	–	–	(1 014)	–	(1 014)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	–	(6)		
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 269)	–	–	–	–	(1 269)	–	(1 269)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(76)	–	–	–	–	(76)	–	(93)		
Autres	–	–	–	–	19	–	–	–	–	19	–	19		
Bénéfice net	–	–	–	–	2 783	–	–	–	–	2 783	13	2 796		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	490	40	(2 860)	418	(2 402)	(1 912)	(7)	(1 919)		
Solde au 31 juillet 2017	6 713 \$	17 759 \$	– \$	112 \$	44 479 \$	330 \$	2 484 \$	397 \$	3 211 \$	72 274 \$	587 \$	72 861 \$		

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
(en millions de dollars canadiens)														
Solde au 31 octobre 2015	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$		
Variation des capitaux propres														
Capital social émis	1 855	3 348	-	-	(16)	-	-	-	-	5 187	-	5 187		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(45)	-	-	(247)	-	-	-	-	(292)	-	(292)		
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	-	-	-	(22)	-	-	-	-	(264)	-	(264)		
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 200)	(1 200)		
Actions propres – vente	-	-	144	3 917	-	-	-	-	-	4 061	-	4 061		
Actions propres – achat	-	-	(143)	(4 056)	-	-	-	-	-	(4 199)	-	(4 199)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(42)	-	-	-	-	(42)	-	(42)		
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 583)	-	-	-	-	(3 583)	-	(3 583)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(219)	-	-	-	-	(219)	(63)	(282)		
Autres	-	-	-	-	204	-	-	-	-	204	5	209		
Bénéfice net	-	-	-	-	7 872	-	-	-	-	7 872	43	7 915		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(1 334)	117	(414)	13	(284)	(1 618)	-	(1 618)		
Solde au 31 juillet 2016	6 713 \$	17 876 \$	(1) \$	(101) \$	40 424 \$	432 \$	4 013 \$	(103) \$	4 342 \$	69 253 \$	583 \$	69 836 \$		
Solde au 31 octobre 2016	6 713 \$	17 939 \$	- \$	(80) \$	41 519 \$	340 \$	4 685 \$	(99) \$	4 926 \$	71 017 \$	595 \$	71 612 \$		
Variations des capitaux propres														
Capital social émis	-	188	-	-	(1)	-	-	-	-	187	-	187		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(368)	-	-	(2 220)	-	-	-	-	(2 588)	-	(2 588)		
Actions propres – vente	-	-	82	3 414	-	-	-	-	-	3 496	-	3 496		
Actions propres – achat	-	-	(82)	(3 222)	-	-	-	-	-	(3 304)	-	(3 304)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(31)	-	-	-	-	(31)	-	(31)		
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 772)	-	-	-	-	(3 772)	-	(3 772)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(228)	-	-	-	-	(228)	(34)	(262)		
Autres	-	-	-	-	46	-	-	-	-	46	(2)	44		
Bénéfice net	-	-	-	-	8 599	-	-	-	-	8 599	33	8 632		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	567	(10)	(2 201)	496	(1 715)	(1 148)	(5)	(1 153)		
Solde au 31 juillet 2017	6 713 \$	17 759 \$	- \$	112 \$	44 479 \$	330 \$	2 484 \$	397 \$	3 211 \$	72 274 \$	587 \$	72 861 \$		

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	2 796 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes sur créances	320	318	916	1 188
Amortissement	141	132	449	420
Impôt différé	153	(298)	183	(395)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	257	250	760	716
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(33)	(39)	(323)	(117)
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	3	–	(4)	3
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(66)	(38)	(189)	(145)
Pertes (profits) à la cession d'activités	–	(283)	2	(269)
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	12	27	43	65
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	69	661	167	1 181
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	92	(78)	(99)	(151)
Impôt exigible	823	507	(711)	1 384
Actifs dérivés	(5 070)	(15 164)	13 111	(24 742)
Passifs dérivés	5 172	12 054	(12 347)	20 576
Titres détenus à des fins de transaction	3 661	(5 509)	22 555	658
Prêts, déduction faite de la titrisation	(3 009)	(7 933)	(13 695)	(14 054)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	8 262	(15 605)	(22 367)	(25 497)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	(5 715)	12 961	22 279	15 757
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(5 975)	21 709	18 539	34 995
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 181	(442)	(9 857)	(979)
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(537)	43	(355)	248
Autres	5 844	(5 941)	3 726	(2 594)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	10 381	227	31 415	16 163
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(10 223)	7 221	(8 247)	2 734
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 501	3 018	7 773	6 984
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	9 058	10 354	29 586	24 169
Acquisition de titres disponibles à la vente	(16 009)	(14 645)	(43 158)	(37 545)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	239	438	713	1 514
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(309)	(773)	(1 195)	(1 940)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(228)	(305)	(899)	(862)
Produit de cessions	–	584	–	584
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	–	–	–	(2 964)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(14 971)	5 892	(15 427)	(7 326)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	(1 200)
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	3 606
Remboursement de débentures subordonnées	(119)	–	(119)	(1 500)
Émission d'actions ordinaires	35	38	169	233
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(292)	(2 588)	(292)
Émission d'actions privilégiées	–	–	–	1 475
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	(264)
Actions propres – vente	1 137	1 543	3 496	4 061
Actions propres – achat	(1 014)	(1 558)	(3 304)	(4 199)
Dividendes versés	(1 348)	(1 280)	(3 964)	(3 710)
Frais d'émission	–	–	(1)	(16)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(17)	(17)	(34)	(63)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(13)	1	(30)	(8)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 339)	(1 565)	(6 375)	(1 877)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(287)	102	(240)	89
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(6 216)	4 656	9 373	7 049
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	30 518	14 845	14 929	12 452
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	24 302 \$	19 501 \$	24 302 \$	19 501 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	2 343 \$	1 900 \$	6 337 \$	5 357 \$
Intérêts reçus	6 654	5 869	18 796	17 325
Dividendes reçus	411	454	1 358	1 260
Impôt sur le résultat payé	768	162	3 815	786

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 1,8 milliard de dollars au 31 juillet 2017 (1,8 milliard au 30 avril 2017; 3,3 milliards au 31 octobre 2016; 2,8 milliards au 31 juillet 2016; 2,0 milliards au 30 avril 2016; 2,6 milliards au 31 octobre 2015).

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2016 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 232 de notre rapport annuel 2016. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 22 août 2017, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les présents états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les changements futurs de méthodes comptables et d'information à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour RBC sont aussi décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016 et mis à jour à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle de notre rapport de gestion.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers**

Les tableaux suivants donnent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Aux fins de l'évaluation, ils sont comptabilisés à la juste valeur lorsque les conditions exigeant la séparation sont respectées. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2017						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	21 203 \$	– \$	14 895 \$	14 895 \$	36 098 \$	36 098 \$
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	118 413	10 327	–	–	–	128 740	128 740
Titres disponibles à la vente ⁽¹⁾	–	–	70 622	14 808	14 732	85 430	85 354
	118 413	10 327	70 622	14 808	14 732	214 170	214 094
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	130 591	–	78 078	77 872	208 669	208 463
Prêts							
Prêts de détail	175	–	–	378 491	377 213	378 666	377 388
Prêts de gros	1 563	2 850	–	150 955	150 958	155 368	155 371
	1 738	2 850	–	529 446	528 171	534 034	532 759
Autres							
Dérivés	105 833	–	–	–	–	105 833	105 833
Autres actifs ⁽²⁾	–	1 125	–	48 837	48 837	49 962	49 962
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	150 \$	12 951 \$	–	241 458 \$	241 561 \$	254 559 \$	254 662 \$
Entreprises et gouvernements ⁽³⁾	–	89 940	–	411 342	412 524	501 282	502 464
Banques ⁽⁴⁾	–	1 064	–	21 713	21 723	22 777	22 787
	150	103 955	–	674 513	675 808	778 618	779 913
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 512	–	–	–	–	40 512	40 512
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	115 657	–	6 323	6 323	121 980	121 980
Dérivés	104 203	–	–	–	–	104 203	104 203
Autres passifs ⁽⁵⁾	(1 042)	5	–	50 054	50 036	49 017	48 999
Débiteures subordonnées	–	–	–	9 200	9 462	9 200	9 462

	Au 31 octobre 2016						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	15 967 \$	– \$	11 884 \$	11 884 \$	27 851 \$	27 851 \$
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	141 265	10 027	–	–	–	151 292	151 292
Titres disponibles à la vente ⁽¹⁾	–	–	69 922	14 879	15 207	84 801	85 129
	141 265	10 027	69 922	14 879	15 207	236 093	236 421
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	121 692	–	64 610	64 498	186 302	186 190
Prêts							
Prêts de détail	71	–	–	368 145	369 012	368 216	369 083
Prêts de gros	1 437	904	–	151 047	150 720	153 388	153 061
	1 508	904	–	519 192	519 732	521 604	522 144
Autres							
Dérivés	118 944	–	–	–	–	118 944	118 944
Autres actifs ⁽²⁾	–	894	–	43 981	43 979	44 875	44 873
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	113 \$	15 142 \$	–	235 295 \$	235 490 \$	250 550 \$	250 745 \$
Entreprises et gouvernements ⁽³⁾	–	82 871	–	405 136	406 881	488 007	489 752
Banques ⁽⁴⁾	–	730	–	18 302	18 312	19 032	19 042
	113	98 743	–	658 733	660 683	757 589	759 539
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 369	–	–	–	–	50 369	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	88 863	–	14 578	14 583	103 441	103 446
Dérivés	116 550	–	–	–	–	116 550	116 550
Autres passifs ⁽⁵⁾	282	10	–	43 865	43 838	44 157	44 130
Débitures subordonnées	–	131	–	9 631	9 700	9 762	9 831

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont comptabilisés au coût amorti.

(2) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant d'institutions de dépôts réglementées.

(5) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 juillet 2017					31 octobre 2016						
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	21 203 \$	– \$	21 203 \$	– \$	21 203 \$	– \$	15 967 \$	– \$	15 967 \$	– \$	15 967 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	11 819	8 315	–	20 134	20 134	13 072	10 214	–	23 286	23 286	–	23 286
Provinces et municipalités	–	11 282	–	11 282	11 282	–	11 928	–	11 928	11 928	–	11 928
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 879	31 549	–	33 428	33 428	3 358	37 002	1	40 361	40 361	–	40 361
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 354	10 200	–	11 554	11 554	1 390	5 530	–	6 920	6 920	–	6 920
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 395	–	1 395	1 395	–	1 457	–	1 457	1 457	–	1 457
Titres adossés à des actifs												
Titres non garantis par des créances	–	747	–	747	747	–	557	4	561	561	–	561
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10	21 052	58	21 120	21 120	25	20 630	62	20 717	20 717	–	20 717
Titres de participation	25 953	2 742	385	29 080	29 080	43 155	2 531	376	46 062	46 062	–	46 062
	41 015	87 282	443	128 740	128 740	61 000	89 849	443	151 292	151 292	–	151 292
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	475	668	–	1 143	1 143	44	378	–	422	422	–	422
Provinces et municipalités	–	2 747	–	2 747	2 747	–	2 364	–	2 364	2 364	–	2 364
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	7	24 804	562	25 373	25 373	1	24 668	747	25 416	25 416	–	25 416
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	10 565	–	10 565	10 565	3 416	10 484	–	13 900	13 900	–	13 900
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	637	–	637	637	–	395	–	395	395	–	395
Titres adossés à des actifs												
TGC (3)	–	3 074	–	3 074	3 074	–	1 630	–	1 630	1 630	–	1 630
Titres non garantis par des créances	–	2 659	202	2 861	2 861	–	1 886	217	2 103	2 103	–	2 103
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	22 068	723	22 791	22 791	–	21 110	956	22 066	22 066	–	22 066
Titres de participation	299	318	631	1 248	1 248	376	331	756	1 463	1 463	–	1 463
Titres en substitut de prêt	62	25	–	87	87	49	25	–	74	74	–	74
	843	67 565	2 118	70 526	70 526	3 886	63 271	2 676	69 833	69 833	–	69 833
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	130 591	–	130 591	130 591	–	121 692	–	121 692	121 692	–	121 692
Prêts	–	3 920	668	4 588	4 588	–	2 083	329	2 412	2 412	–	2 412
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	–	111 628	358	111 986	111 986	3	153 216	555	153 774	153 774	–	153 774
Contrats de change	–	53 454	61	53 515	53 515	–	56 752	26	56 778	56 778	–	56 778
Dérivés de crédit	–	81	–	81	81	–	191	–	191	191	–	191
Autres contrats	2 815	9 798	287	12 900	12 900	2 855	3 613	307	6 775	6 775	–	6 775
Ajustements de l'évaluation	–	(820)	(4)	(824)	(824)	–	(1 429)	(3)	(1 432)	(1 432)	–	(1 432)
Total des dérivés, montant brut	2 815	174 141	702	177 658	177 658	2 858	212 343	885	216 086	216 086	–	216 086
Ajustements de compensation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(97 142)	(97 142)
Total des dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs	914	211	–	1 125	1 125	762	132	–	894	894	–	894
	45 587 \$	484 913 \$	3 931 \$	534 431 \$	534 431 \$	68 506 \$	505 337 \$	4 333 \$	578 176 \$	578 176 \$	(97 142) \$	481 034 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	12 667 \$	434 \$	13 101 \$	13 101 \$	– \$	14 830 \$	425 \$	15 255 \$	15 255 \$	– \$	15 255 \$
Entreprises et gouvernements	–	89 940	–	89 940	89 940	–	82 869	2	82 871	82 871	–	82 871
Banques	–	1 064	–	1 064	1 064	–	730	–	730	730	–	730
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	21 777	18 735	–	40 512	40 512	32 672	17 696	1	50 369	50 369	–	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	115 657	–	115 657	115 657	–	88 863	–	88 863	88 863	–	88 863
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	–	106 138	788	106 926	106 926	–	145 055	1 003	146 058	146 058	–	146 058
Contrats de change	–	52 345	35	52 380	52 380	–	57 438	41	57 479	57 479	–	57 479
Dérivés de crédit	–	187	–	187	187	–	263	–	263	263	–	263
Autres contrats	2 711	13 370	400	16 481	16 481	3 135	5 543	429	9 107	9 107	–	9 107
Ajustements de l'évaluation	–	21	11	32	32	–	(133)	7	(126)	(126)	–	(126)
Total des dérivés, montant brut	2 711	172 061	1 234	176 006	176 006	3 135	208 166	1 480	212 781	212 781	–	212 781
Ajustements de compensation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(96 231)	(96 231)
Total des dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	136	(1 197)	24	(1 037)	(1 037)	124	80	88	292	292	–	292
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	131	–	131	131	–	131
	24 624 \$	408 927 \$	1 692 \$	435 243 \$	435 243 \$	35 931 \$	413 365 \$	1 996 \$	451 292 \$	451 292 \$	(96 231) \$	355 061 \$

(1) Au 31 juillet 2017, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 18 950 millions de dollars et à 9 millions de dollars (14 987 millions et 10 millions au 31 octobre 2016), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffrait respectivement à 11 599 millions de dollars et à 528 millions de dollars (13 212 millions et 346 millions au 31 octobre 2016).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne tient pas compte d'un montant de 96 millions de dollars (89 millions au 31 octobre 2016) de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques d'évaluation, les sensibilités aux données non observables ou les relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, certains changements aux fourchettes et aux moyennes pondérées des données non observables ont eu lieu, mais n'ont pas eu d'incidence significative sur les profits (pertes) latents comptabilisés en résultat et relatifs aux instruments financiers de niveau 3. Pour des informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur utilisant des données non observables importantes, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes de la juste valeur pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	–	(1)	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	6	–	–	–	(6)	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	59	(2)	–	32	(29)	–	(2)	58	(1)
Titres de participation	440	(24)	(37)	28	(22)	–	–	385	(23)
	506	(26)	(37)	60	(58)	–	(2)	443	(24)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	699	–	(33)	–	(104)	–	–	562	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	217	–	(6)	–	(9)	–	–	202	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	927	–	(73)	28	(1)	–	(158)	723	s.o.
Titres de participation	721	31	(60)	9	(70)	–	–	631	s.o.
	2 564	31	(172)	37	(184)	–	(158)	2 118	s.o.
Prêts	504	(11)	(12)	202	(15)	–	–	668	(11)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(425)	63	(20)	(8)	(2)	1	(39)	(430)	64
Contrats de change	54	(23)	(1)	(2)	(2)	2	(2)	26	(23)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(264)	51	12	(32)	(1)	19	102	(113)	51
Ajustements de l'évaluation	(14)	–	–	–	(1)	–	–	(15)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 925 \$	85 \$	(230)\$	257 \$	(263)\$	22 \$	(99)\$	2 697 \$	57 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(343)\$	21 \$	17 \$	(190)\$	27 \$	(75)\$	109 \$	(434)\$	21 \$
Entreprises et gouvernements	(2)	–	–	–	–	–	2	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(26)	–	2	–	–	–	–	(24)	–
	(371)\$	21 \$	19 \$	(190)\$	27 \$	(75)\$	111 \$	(458)\$	21 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4	–	–	13	(4)	–	–	13	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	9	–	–	5	(11)	1	–	4	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	145	4	1	36	(26)	–	(46)	114	3
Titres de participation	367	(105)	15	136	(28)	–	–	385	(105)
	525	(101)	16	190	(69)	1	(46)	516	(102)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	713	(12)	25	–	(6)	–	–	720	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	191	–	7	19	4	–	–	221	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 664	–	37	988	(656)	–	(9)	2 024	s.o.
Titres de participation	893	16	(4)	17	(152)	–	–	770	s.o.
	3 461	4	65	1 024	(810)	–	(9)	3 735	s.o.
Prêts	394	–	5	–	(238)	396	–	557	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(422)	5	1	9	(4)	–	(17)	(428)	7
Contrats de change	6	12	(2)	–	–	22	10	48	12
Dérivés de crédit	–	–	–	–	1	–	–	1	(1)
Autres contrats	(283)	4	(11)	(5)	9	91	24	(171)	2
Ajustements de l'évaluation	(40)	–	–	–	1	–	–	(39)	–
Autres actifs	2	(1)	–	–	–	–	–	1	–
	3 643 \$	(77) \$	74 \$	1 218 \$	(1 110) \$	510 \$	(38) \$	4 220 \$	(82) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(502) \$	(12) \$	(3) \$	(26) \$	26 \$	(142) \$	164 \$	(495) \$	(12) \$
Entreprises et gouvernements	(2)	(1)	–	–	(10)	–	–	(13)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(144)	(36)	(6)	–	–	–	–	(186)	(32)
	(648) \$	(49) \$	(9) \$	(26) \$	16 \$	(142) \$	164 \$	(694) \$	(45) \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017								
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	–	(1)	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	4	–	–	6	(10)	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	62	(4)	1	52	(59)	20	(14)	58	(2)
Titres de participation	376	(66)	(31)	166	(74)	15	(1)	385	(54)
	443	(70)	(30)	224	(144)	35	(15)	443	(56)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	747	(5)	(17)	–	(163)	–	–	562	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	217	–	9	–	(24)	–	–	202	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	956	(1)	(64)	44	(34)	–	(178)	723	s.o.
Titres de participation	756	53	(47)	32	(163)	–	–	631	s.o.
	2 676	47	(119)	76	(384)	–	(178)	2 118	s.o.
Prêts	329	(4)	(9)	371	(19)	–	–	668	(4)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(448)	54	(20)	18	(2)	4	(36)	(430)	80
Contrats de change	(15)	47	2	(2)	(2)	–	(4)	26	15
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(122)	63	5	(65)	(5)	(29)	40	(113)	92
Ajustements de l'évaluation	(10)	–	–	–	(5)	–	–	(15)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 853 \$	137 \$	(171)\$	622 \$	(561)\$	10 \$	(193)\$	2 697 \$	127 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(425)\$	(1)\$	17 \$	(315)\$	76 \$	(197)\$	411 \$	(434)\$	18 \$
Entreprises et gouvernements	(2)	–	–	–	–	–	2	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1)	–	–	–	1	–	–	–	–
Autres passifs	(88)	(2)	3	–	63	–	–	(24)	–
	(516)\$	(3)\$	20 \$	(315)\$	140 \$	(197)\$	413 \$	(458)\$	18 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Provinces et municipalités									
	16	–	–	21	(24)	–	–	13	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	15	(1)	–	8	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	5	–	–	–	(5)	1	(1)	–	–
Titres adossés à des actifs TGC									
	23	(4)	–	23	(39)	1	–	4	–
Titres non garantis par des créances									
	191	2	5	137	(261)	159	(119)	114	4
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	123	(145)	(3)	471	(70)	10	(1)	385	(146)
	378	(148)	2	660	(421)	171	(126)	516	(142)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	797	(12)	3	93	(161)	–	–	720	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	197	–	4	26	(6)	–	–	221	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 757	–	(39)	2 382	(2 073)	21	(24)	2 024	s.o.
	987	45	(67)	66	(261)	–	–	770	s.o.
	3 738	33	(99)	2 567	(2 501)	21	(24)	3 735	s.o.
	472	17	(17)	–	(307)	396	(4)	557	22
Prêts									
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(446)	(8)	1	32	(18)	30	(19)	(428)	(8)
Contrats de change									
	58	(7)	(6)	(19)	(2)	23	1	48	(8)
Dérivés de crédit									
	(1)	1	–	–	1	–	–	1	(2)
Autres contrats									
	(313)	(105)	3	(42)	190	26	70	(171)	37
Ajustements de l'évaluation									
	(47)	–	1	–	7	–	–	(39)	–
Autres actifs									
	–	(1)	–	2	–	–	–	1	–
	3 839 \$	(218)\$	(115)\$	3 200 \$	(3 051)\$	667 \$	(102)\$	4 220 \$	(101)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers									
	(389)\$	(6)\$	2 \$	(165)\$	48 \$	(433)\$	448 \$	(495)\$	(17)\$
Entreprises et gouvernements									
	(8)	(1)	–	–	(4)	–	–	(13)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs									
	(47)	(71)	1	(92)	23	–	–	(186)	(62)
	(444)\$	(78)\$	3 \$	(257)\$	67 \$	(433)\$	448 \$	(694)\$	(80)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres disponibles à la vente de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 (pertes de 14 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2016) et des profits de 22 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 (pertes de 55 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2017 comprenait des actifs dérivés de 702 millions de dollars (980 millions au 31 juillet 2016) et des passifs dérivés de 1 234 millions (1 569 millions au 31 juillet 2016).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, les transferts hors du niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 263 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 302 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, les transferts hors du niveau 2 vers le niveau 1 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 27 millions de dollars.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 ont porté sur des titres d'emprunt de sociétés et autres créances disponibles à la vente de 158 millions de dollars en raison des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur leur juste valeur.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, 109 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers ont été transférés du niveau 3 vers le niveau 2 et 75 millions, du niveau 2 vers le niveau 3. Les transferts du niveau 2 et du niveau 3 étaient attribuables à des changements dans l'importance des données non observables sur leur juste valeur.

Variations positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume les effets, sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3, de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	31 juillet 2017			31 octobre 2016		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs	–	–	–	4	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	58	1	(1)	62	1	(1)
Titres de participation	385	–	–	376	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	562	9	(22)	747	14	(31)
Titres adossés à des actifs	202	14	(20)	217	13	(19)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	723	6	(6)	956	8	(8)
Titres de participation	631	72	(17)	756	74	(13)
Prêts	668	8	(10)	329	9	(10)
Dérivés	702	34	(33)	885	17	(16)
	3 931 \$	144 \$	(109)\$	4 333 \$	136 \$	(98)\$
Dépôts	(434)\$	11 \$	(11)\$	(427)\$	13 \$	(13)\$
Dérivés	(1 234)	41	(56)	(1 480)	33	(53)
Autres						
Titres vendus à découvert et autres passifs	(24)	–	–	(89)	–	–
	(1 692)\$	52 \$	(67)\$	(1 996)\$	46 \$	(66)\$

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2017				31 octobre 2016			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	1 155 \$	– \$	(12)\$	1 143 \$	418 \$	4 \$	– \$	422 \$
Provinces et municipalités	2 766	7	(26)	2 747	2 344	22	(2)	2 364
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	25 335	198	(160)	25 373	25 489	57	(130)	25 416
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 546	27	(8)	10 565	13 875	35	(10)	13 900
Titres adossés à des créances hypothécaires	635	3	(1)	637	392	5	(2)	395
Titres adossés à des actifs								
TGC	3 068	6	–	3 074	1 628	2	–	1 630
Titres non garantis par des créances	2 888	10	(37)	2 861	2 158	5	(60)	2 103
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22 743	91	(43)	22 791	22 015	89	(38)	22 066
Titres de participation	1 125	231	(12)	1 344	1 291	273	(12)	1 552
Titres en substitut de prêt	70	17	–	87	70	4	–	74
	70 331 \$	590 \$	(299)\$	70 622 \$	69 680 \$	496 \$	(254)\$	69 922 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 14 808 millions de dollars au 31 juillet 2017 (14 879 millions au 31 octobre 2016), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 528 millions de dollars, à 1 million de dollars, à 1 million de dollars et à 528 millions de dollars, respectivement, au 31 juillet 2017 (346 millions, 1 million, 1 million et 346 millions au 31 octobre 2016).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences et adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
	Profits réalisés	63 \$	40 \$	186 \$
Pertes réalisées	(7)	(6)	(18)	(8)
Pertes de valeur	(12)	(27)	(43)	(61)
	44 \$	7 \$	125 \$	74 \$

- (1) Les éléments qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ne sont pas inscrits au poste Profits (pertes) nets sur les titres disponibles à la vente, mais plutôt au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 : profits réalisés de 11 millions de dollars (4 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2016), pertes réalisées de 1 million de dollars (néant au 31 juillet 2016) et pertes de valeur de néant (néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2016); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 : profits réalisés de 22 millions de dollars (10 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016) et pertes de valeur de 1 million de dollars (néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016) et pertes de valeur de néant (4 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016).

Les résultats du trimestre clos le 31 juillet 2017 reflètent des profits nets réalisés de 56 millions de dollars (34 millions au 31 juillet 2016), principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 12 millions de dollars principalement liées à des titres de participation.

Les résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 reflètent des profits nets réalisés de 168 millions de dollars (135 millions au 31 juillet 2016), principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 43 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	273 \$	10 \$	(13)\$	2 \$	(5)\$	(13)\$	254 \$
Prêts aux particuliers	518	101	(133)	32	(3)	(11)	504
Prêts sur cartes de crédit	386	108	(143)	35	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	63	7	(8)	2	–	(6)	58
	1 240	226	(297)	71	(8)	(30)	1 202
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	1 015	93	(54)	20	(16)	(27)	1 031
Prêts aux banques	–	–	–	–	–	–	–
	1 015	93	(54)	20	(16)	(27)	1 031
Prêts dépréciés acquis	3	1	–	–	–	(1)	3
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 258	320	(351)	91	(24)	(58)	2 236
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 349 \$	320 \$	(351)\$	91 \$	(24)\$	(58)\$	2 327 \$
Évalués individuellement	377 \$	62 \$	(30)\$	16 \$	(11)\$	(31)\$	383 \$
Évalués collectivement	1 972	258	(321)	75	(13)	(27)	1 944
Total de la provision pour pertes sur créances	2 349 \$	320 \$	(351)\$	91 \$	(24)\$	(58)\$	2 327 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	12 \$	(10)\$	1 \$	(6)\$	19 \$	258 \$
Prêts aux particuliers	534	110	(140)	27	(3)	(7)	521
Prêts sur cartes de crédit	386	115	(147)	32	–	(1)	385
Prêts aux petites entreprises	67	8	(11)	2	(1)	–	65
	1 229	245	(308)	62	(10)	11	1 229
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	1 036	67	(169)	11	(19)	12	938
Prêts aux banques	2	–	–	–	–	–	2
	1 038	67	(169)	11	(19)	12	940
Prêts dépréciés acquis	4	6	–	–	–	(2)	8
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 271	318	(477)	73	(29)	21	2 177
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 362 \$	318 \$	(477)\$	73 \$	(29)\$	21 \$	2 268 \$
Évalués individuellement	430 \$	38 \$	(146)\$	6 \$	(16)\$	10 \$	322 \$
Évalués collectivement	1 932	280	(331)	67	(13)	11	1 946
Total de la provision pour pertes sur créances	2 362 \$	318 \$	(477)\$	73 \$	(29)\$	21 \$	2 268 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	273 \$	36 \$	(37)\$	5 \$	(16)\$	(7)\$	254 \$
Prêts aux particuliers	529	307	(407)	88	(8)	(5)	504
Prêts sur cartes de crédit	386	328	(425)	97	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	22	(28)	7	(2)	(6)	58
	1 253	693	(897)	197	(26)	(18)	1 202
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	979	221	(144)	59	(56)	(28)	1 031
Prêts aux banques	–	–	–	–	–	–	–
	979	221	(144)	59	(56)	(28)	1 031
Prêts dépréciés acquis	3	2	–	–	–	(2)	3
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 235	916	(1 041)	256	(82)	(48)	2 236
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 326 \$	916 \$	(1 041)\$	256 \$	(82)\$	(48)\$	2 327 \$
Évalués individuellement	365 \$	116 \$	(73)\$	44 \$	(43)\$	(26)\$	383 \$
Évalués collectivement	1 961	800	(968)	212	(39)	(22)	1 944
Total de la provision pour pertes sur créances	2 326 \$	916 \$	(1 041)\$	256 \$	(82)\$	(48)\$	2 327 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	49 \$	(31)\$	4 \$	(18)\$	12 \$	258 \$
Prêts aux particuliers	530	340	(414)	81	(9)	(7)	521
Prêts sur cartes de crédit	386	335	(425)	91	–	(2)	385
Prêts aux petites entreprises	64	25	(29)	7	(2)	–	65
	1 222	749	(899)	183	(29)	3	1 229
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	805	429	(270)	30	(40)	(16)	938
Prêts aux banques	2	–	–	–	–	–	2
	807	429	(270)	30	(40)	(16)	940
Prêts dépréciés acquis	–	10	–	–	–	(2)	8
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	1 188	(1 169)	213	(69)	(15)	2 177
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	1 188 \$	(1 169)\$	213 \$	(69)\$	(15)\$	2 268 \$
Évalués individuellement	252 \$	296 \$	(203)\$	19 \$	(32)\$	(10)\$	322 \$
Évalués collectivement	1 868	892	(966)	194	(37)	(5)	1 946
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	1 188 \$	(1 169)\$	213 \$	(69)\$	(15)\$	2 268 \$

(1) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte à titre de provisions, au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2017				31 octobre 2016			
	De 1 à 29 jours (1)	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours (1)	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 718 \$	1 212 \$	305 \$	5 235 \$	3 450 \$	1 296 \$	337 \$	5 083 \$
Prêts de gros	1 600	431	15	2 046	848	372	–	1 220
	5 318 \$	1 643 \$	320 \$	7 281 \$	4 298 \$	1 668 \$	337 \$	6 303 \$

(1) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
Prêts de détail (2)	– \$	16 \$
Prêts de gros (2)		
Prêts aux entreprises	1 449	2 130
Prêts aux banques	–	2
Prêts dépréciés acquis	268	418
Total	1 717 \$	2 566 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 s'est établi à 1 892 millions de dollars (2 487 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2016).

(2) Exclusion faite des prêts dépréciés acquis (PDA).

Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Le tableau suivant présente le détail de nos PDA.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
City National		
Solde de capital dû (1)	259 \$	409 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(6)	(12)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	15	21
Valeur comptable	268	418
Provision évaluée individuellement	(3)	(3)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	265 \$	415 \$

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

Prêts assurés par la FDIC

Les prêts assurés par la FDIC sont des prêts qui, à la date de clôture, font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Au 31 juillet 2017, le solde des prêts assurés par la FDIC était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé, et s'établissait à 6 millions de dollars (374 millions au 31 octobre 2016). La diminution du solde des prêts assurés par la FDIC pour la période tient principalement à l'échéance de certains accords de partage de pertes et aux remboursements sur l'encours des prêts. Au 31 juillet 2017, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de néant (2 millions au 31 octobre 2016) et de 25 millions de dollars (26 millions au 31 octobre 2016).

Note 6 Coentreprises et cession importante**Coentreprise**

Le 21 décembre 2016, Moneris Solutions Corporation (Moneris) a conclu la vente de ses activités américaines à Vantiv, Inc. pour 576 millions de dollars (430 millions de dollars américains). Nous détenons une participation de 50 % dans Moneris que nous comptabilisons en tant que participation dans une coentreprise. Notre quote-part du profit comptabilisée par Moneris correspondait à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et elle était présentée au poste Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Cession

Le 12 mai 2017, nous avons réalisé la vente, précédemment annoncée, de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La transaction n'a pas eu d'incidence importante sur nos comptes consolidés résumés de résultat.

Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2017				31 octobre 2016			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	133 231 \$	45 968 \$	75 360 \$	254 559 \$	128 206 \$	46 096 \$	76 248 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	228 957	8 582	263 743	501 282	221 506	10 740	255 761	488 007
Banques	10 164	3	12 610	22 777	8 533	49	10 450	19 032
	372 352 \$	54 553 \$	351 713 \$	778 618 \$	358 245 \$	56 885 \$	342 459 \$	757 589 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	84 294 \$	4 655 \$	– \$	88 949 \$	78 692 \$	4 686 \$	– \$	83 378 \$
États-Unis	32 043	82	–	32 125	34 172	93	–	34 265
Europe (5)	1 008	–	–	1 008	1 009	–	–	1 009
Autres pays	5 713	5	–	5 718	5 753	4	–	5 757
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	213 273	14 880	271 281	499 434	200 911	14 979	272 999	488 889
États-Unis	665	30 310	49 982	80 957	999	32 388	41 427	74 814
Europe (5)	32 099	1 458	20 025	53 582	32 864	1 108	17 966	51 938
Autres pays	3 257	3 163	10 425	16 845	3 845	3 627	10 067	17 539
	372 352 \$	54 553 \$	351 713 \$	778 618 \$	358 245 \$	56 885 \$	342 459 \$	757 589 \$

(1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.

(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.

(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2017, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 272 milliards de dollars, 16 milliards de dollars, 37 milliards de dollars et 29 milliards de dollars (264 milliards, 16 milliards, 37 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2016).

(5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
Moins de 1 an :		
moins de 3 mois	79 037 \$	72 346 \$
de 3 à 6 mois	31 927	40 487
de 6 à 12 mois	75 735	51 608
De 1 à 2 ans	55 160	50 676
De 2 à 3 ans	31 079	39 499
De 3 à 4 ans	36 735	31 482
De 4 à 5 ans	19 824	29 854
Plus de 5 ans	22 216	26 507
	351 713 \$	342 459 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	319 000 \$	309 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Coûts des services rendus au cours de la période	95 \$	80 \$	11 \$	9 \$
Coûts des services passés	–	(5)	–	(2)
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	11	(1)	17	17
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	–	6
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	109 \$	77 \$	28 \$	30 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	45	39	–	–
	154 \$	116 \$	28 \$	30 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
Coûts des services rendus au cours de la période	285 \$	236 \$	31 \$	27 \$
Coûts des services passés	(2)	(5)	–	(2)
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	32	(2)	51	53
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(2)	14
Frais administratifs	10	9	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	325 \$	238 \$	80 \$	92 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	129	126	–	–
	454 \$	364 \$	80 \$	92 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	(789)\$	861 \$	(91)\$	113 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(3)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	188	(384)	(1)	–
	(601)\$	477 \$	(95)\$	111 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	(756)\$	1 602 \$	(68)\$	198 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(9)	(8)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(290)	(292)	(1)	(1)
	(1 046)\$	1 310 \$	(78)\$	189 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 9 Impôt sur le résultat*Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au cours du troisième trimestre, nous avons reçu des lettres de proposition (les « propositions ») de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») au sujet de l'année d'imposition 2012 qui laissent entendre que la Banque Royale du Canada doit environ 250 millions de dollars de plus en impôt sur le résultat, exclusion faite des intérêts, car la déductibilité fiscale relative à certains dividendes a été refusée au motif que ces dividendes s'inscrivaient dans un « mécanisme de transfert de dividendes ». Les propositions de l'ARC font suite à l'avis de cotisation révisée, mentionné antérieurement, reçue au premier trimestre pour l'année d'imposition 2011, qui concernait un « mécanisme de transfert de dividendes » et dont le montant d'impôt sur le résultat supplémentaire réclamé, intérêts compris, était de 209 millions de dollars. Les dividendes dont il est question dans les propositions et dans l'avis de cotisation révisée ont été reçus dans des transactions semblables à celles mentionnées dans le budget fédéral canadien de 2015, qui interdisait la déduction des dividendes relatifs à des mécanismes similaires, avec application prospective à compter du 1^{er} mai 2017. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Déventures subordonnées**

Le 26 juin 2017, nous avons racheté la totalité de nos déventures subordonnées à 2,86 % en circulation échéant le 26 juin 2037 pour la totalité de leur capital, soit 10 000 millions de yens, majorés des intérêts courus jusqu'à la date de rachat.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2017		le 31 juillet 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	643	42 \$	631	38 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	–	–
Rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	–	–	(3 765)	(45)
	643	42 \$	(3 134)	(7) \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2017		le 31 juillet 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	2 861	188 \$	3 808	233 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115
Rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(30 321)	(368)	(3 765)	(45)
	(27 460)	(180) \$	41 662	3 303 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2017 et 2016, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 30,3 millions d'actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 2 588 millions de dollars (coût moyen de 85,34 \$ l'action) et la valeur comptable, 368 millions de dollars (valeur comptable de 12,14 \$ l'action). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 3,8 millions d'actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 292 millions de dollars (coût moyen de 77,44 \$ l'action) et la valeur comptable, 45 millions de dollars (valeur comptable de 12,02 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2017	le 31 juillet 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)				
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	2 796 \$	2 895 \$	8 632 \$	7 915 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(76)	(85)	(228)	(219)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(13)	(9)	(33)	(43)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 707	2 801	8 371	7 653
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 457 854	1 485 915	1 470 066	1 486 550
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,86 \$	1,88 \$	5,69 \$	5,15 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 707 \$	2 801 \$	8 371 \$	7 653 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	11	11
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 711	2 805	8 382	7 664
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 457 854	1 485 915	1 470 066	1 486 550
Options sur actions (1)	3 030	3 368	3 376	3 306
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	746	735	743	728
Actions échangeables (2)	3 405	4 108	3 430	4 293
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 465 035	1 494 126	1 477 615	1 494 877
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,85 \$	1,88 \$	5,67 \$	5,13 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (799 372 options au prix d'exercice moyen de 78,59 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2016). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (1 362 403 options au prix d'exercice moyen de 77,73 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos actions en justice et questions de réglementation importantes comprennent toutes les affaires présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2016, mises à jour ci-dessous :

Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

Le 20 décembre 2016, le tribunal du district des États-Unis du district sud de New York a rejeté une partie substantielle du recours collectif consolidé concernant le LIBOR pour des motifs d'incompétence du tribunal et de l'absence de droit d'exercer une action. Le 15 juin 2017, les avocats des demandeurs dans le cadre du recours collectif consolidé concernant le LIBOR ont convenu de la sortie de la Banque Royale du Canada, sans préjudice, du recours collectif en raison de l'absence d'un représentant adéquat des demandeurs. Les avocats des demandeurs cherchent actuellement à remplacer ce recours collectif par un autre qui leur permettrait de rétablir leur réclamation.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas)

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale successorale dans le cadre d'actions entreprises relativement à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a contesté l'accusation devant le tribunal français. Le 12 janvier 2017, le tribunal français a acquitté toutes les parties, y compris RBC Bahamas. Le bureau du procureur français a interjeté appel de ce jugement. La cour d'appel française a annoncé une audience visant à déterminer les dates pour le 6 septembre 2017. En s'attaquant en gros aux questions soulevées devant le tribunal français, RBC Bahamas continue de réexaminer les obligations juridiques du fiduciaire et de la fiducie afin de déterminer, une fois ce réexamen terminé, si un impôt serait dû ou si une autre obligation existerait. Le 28 octobre 2016, la Banque Royale du Canada s'est vu accorder une exemption par le Department of Labor des États-Unis. Cette exemption lui permettra, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption en tant que « Qualified Professional Asset Manager » en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act*, et ce, malgré un verdict de culpabilité potentiel de RBC Bahamas de la part du tribunal français. L'exemption serait d'une période temporaire d'un an à compter de la date de condamnation.

Une demande pour une dispense d'application plus longue est en cours. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible de prédire actuellement le dénouement de ces questions. Nous estimons toutefois que leur règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière consolidée, même s'il pouvait en avoir une sur nos résultats d'exploitation dans la période concernée.

Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin

En décembre 2016, ce litige a été réglé pour un montant négligeable.

Enquêtes sur des pratiques de vente

Nous avons fait l'objet d'enquêtes sur nos pratiques de vente et les ententes de rémunération connexes. En mars 2017, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada a en outre annoncé qu'elle amorcera un examen des pratiques de vente conjointe des institutions financières canadiennes sous réglementation fédérale. Le Bureau du surintendant des institutions financières participe également à la conduite de cet examen.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Les tableaux qui suivent présentent les données relatives aux résultats d'exploitation de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 721 \$	578 \$	– \$	141 \$	845 \$	(28)\$	4 257 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	1 200	1 916	1 009	453	1 195	(44)	5 729
Total des revenus	3 921	2 494	1 009	594	2 040	(72)	9 986
Dotation à la provision pour pertes sur créances	273	6	–	–	44	(3)	320
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	643	–	–	–	643
Frais autres que d'intérêt	1 777	1 856	147	364	1 199	92	5 435
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 871	632	219	230	797	(161)	3 588
Charge (économie) d'impôt	472	146	58	52	186	(122)	792
Bénéfice net	1 399 \$	486 \$	161 \$	178 \$	611 \$	(39)\$	2 796 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	84 \$	110 \$	5 \$	13 \$	53 \$	131 \$	396 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 598 \$	496 \$	– \$	195 \$	892 \$	(58)\$	4 123 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	1 137	1 739	1 818	382	1 195	(139)	6 132
Total des revenus	3 735	2 235	1 818	577	2 087	(197)	10 255
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	14	–	–	33	–	318
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 210	–	–	–	1 210
Frais autres que d'intérêt	1 687	1 717	151	368	1 160	8	5 091
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 777	504	457	209	894	(205)	3 636
Charge (économie) d'impôt	455	116	93	52	259	(234)	741
Bénéfice net	1 322 \$	388 \$	364 \$	157 \$	635 \$	29 \$	2 895 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	83 \$	107 \$	4 \$	13 \$	5 \$	170 \$	382 \$
Provisions pour restructuration	–	2	–	–	–	–	2

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	7 967 \$	1 665 \$	– \$	551 \$	2 714 \$	(118)\$	12 779 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	3 734	5 687	2 954	1 282	3 514	(108)	17 063
Total des revenus	11 701	7 352	2 954	1 833	6 228	(226)	29 842
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	784	34	–	–	100	(2)	916
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 916	–	–	–	1 916
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	5 161	5 549	427	1 069	3 497	176	15 879
Charge (économie) d'impôt	5 756	1 769	611	764	2 631	(400)	11 131
Bénéfice net	1 405	422	150	179	690	(347)	2 499
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	4 351 \$	1 347 \$	461 \$	585 \$	1 941 \$	(53)\$	8 632 \$
Provisions pour restructuration	270 \$	329 \$	14 \$	39 \$	63 \$	492 \$	1 207 \$
	–	–	–	–	–	–	–

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	7 697 \$	1 431 \$	– \$	611 \$	2 947 \$	(342)\$	12 344 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	3 355	5 071	4 328	1 056	3 110	(124)	16 796
Total des revenus	11 052	6 502	4 328	1 667	6 057	(466)	29 140
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	834	26	–	–	276	52	1 188
Frais autres que d'intérêt	–	–	3 027	–	–	–	3 027
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 977	5 065	468	1 081	3 315	32	14 938
Charge (économie) d'impôt	5 241	1 411	833	586	2 466	(550)	9 987
Bénéfice net	1 332	334	161	147	678	(580)	2 072
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	3 909 \$	1 077 \$	672 \$	439 \$	1 788 \$	30 \$	7 915 \$
Provisions pour restructuration	247 \$	314 \$	13 \$	39 \$	16 \$	504 \$	1 133 \$
	–	10	–	–	–	–	10

- (1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).
- (2) Majoration au montant imposable équivalent.
- (3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs, sauf en ce qui concerne les informations présentées à la note 6.
- (4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Les tableaux qui suivent présentent le total de l'actif et le total du passif de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	427 746 \$	85 377 \$	14 537 \$	150 211 \$	483 047 \$	40 129 \$	1 201 047 \$
Total du passif	427 790 \$	85 437 \$	14 599 \$	150 090 \$	482 889 \$	(32 619)\$	1 128 186 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	411 251 \$	91 901 \$	14 245 \$	139 701 \$	492 899 \$	30 261 \$	1 180 258 \$
Total du passif	411 320 \$	91 908 \$	14 281 \$	139 608 \$	493 044 \$	(41 515)\$	1 108 646 \$

Note 14 Gestion des fonds propres**Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des objectifs précis pour les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier pour les institutions de dépôt au Canada. Au troisième trimestre de 2017, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

	Au	
	31 juillet 2017	31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et les ratios de levier)		
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	49 608 \$	48 181 \$
Fonds propres de première catégorie	56 687	55 270
Total des fonds propres	65 820	64 950
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ^{(1), (2)}		
Ratio CET1	456 739	447 436
Ratio de fonds propres de première catégorie	457 515	448 662
Ratio du total des fonds propres	458 136	449 712
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres ⁽¹⁾		
Risque de crédit	372 568	369 751
Risque de marché	27 437	23 964
Risque opérationnel	58 131	55 997
	458 136 \$	449 712 \$
Ratios de fonds propres et ratios de levier ^{(1), (3)}		
Ratio CET1	10,9 %	10,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,4 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	14,4 %	14,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 286,6 \$	1 265,1 \$

- (1) Les fonds propres, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de fonds propres. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1, du ratio de fonds propres de première catégorie et du ratio du total des fonds propres seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio CET1, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,4 %, 12,5 %, 14,4 % et 4,5 %, respectivement, au 31 juillet 2017. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de visiter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2017

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK et BM	24 janvier 21 avril 24 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	1 ^{er} février 3 mai 2 août 1 ^{er} novembre	3 février 5 mai 4 août 3 novembre	13 février 15 mai 14 août 13 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	25 janvier 26 juillet 25 octobre	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 7 août 7 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE et de la Nasdaq sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 14 mars 2017 au 10 mars 2018.

Nous déterminerons le montant et le calendrier des rachats pour cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2017

Premier trimestre 24 février
Deuxième trimestre 25 mai
Troisième trimestre 23 août
Quatrième trimestre 29 novembre

Assemblée annuelle de 2018

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 6 avril 2018 à Toronto (Ontario), Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport, y compris celles qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada, sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.